6e Année, N° 110 - 5 Octobre 1930

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

L'internationalisation du capital et les dangers de guerre
par R. LOUZON

Civilisation de classe ou civilisation de masse ?
par D. GUERIN

Le discours de Bernard au Congrès de l'Enseignement

La radicalisation des masses et l'essor révolutionnaire
par F. BERNARD

COMMENT JUGE LA COMMISSION CRIMINELLE AU TONKIN
par J. STERNEL

Pour sauver de la faillite la Fédération des Cheminots et la C. G. T. U.
(Contre-Rapport de l'Union-Etat)

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. CHAMBELLAND, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL ET LES DANGERS DE GUERRE ..... R. LOUZON.

CIVILISATION DE CLASSE OU CIVILISATION DE MASSE ?..... D. GUÉRIN.

L'EFFARANTE IGNORANCE DES GENS CULTIVES ..... R. L.

AU CONGRES UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT :

Le discours de Bernard..... B. G.

LA RADICALISATION DES MASSES ET L'ESSOR REVOLUTIONNAIRE.

Nouvelle contribution à l'enseignement par les textes ..... F. BERNARD.

LA REPRESSION AU TONKIN : COMMENT JUGE LA COMMISSION CRIMINELLE ..... J. STERNEL.

POUR SAUVER DE LA FAILLITE LA FEDERATION UNITAIRE DES CHEMINOTS ET LA C. G. T. U.

Contre-rapport de ..... L'UNION-ETAT.

MISE AU POINT ..... G. SERRET.

NOTES ECONOMIQUES :

L'Allemagne, véritable protagoniste des Etats-Unis d'Europe. — Après Harriman, la Lena ..... R. L.

FAITS ET DOCUMENTS :

— Les faits.
— Des ordres du jour significatifs. — Après les élections allemandes. — Nin expulsé de Russie. — La prime de fidélité du Consortium textile. — Le Consortium textile a-t-il capitulé? — L'incident Motte-Ley.

L'internationalisation du capital et les dangers de guerre (1)

Le trait essentiel, le point central de la doctrine de Marx, est que le développement social ne se produit pas d'une manière unilatérale, par le développement continu de différents facteurs agissant dans la même direction, qu'il est, tout au contraire, le résultat du développement simultané de facteurs antagonistes réagissant continuellement les uns sur les autres, et dont chacun, en se développant, fait d'autant plus développer par cela même les facteurs contraires.

S'il est un domaine où cette loi se vérifie, à l'heure actuelle, d'une manière particulièrement éclatante, c'est bien celui des rapports internationaux. Nous voyons en effet actuellement ceux-ci se développer dans deux directions opposées. D'une part, la société capitaliste *s'internationalise*, et, d'autre part, les antagonismes nationaux qui la divisent, loin de s'émousser, deviennent de plus en plus aigus; la société actuelle *se nationalise* d'autant plus qu'elle s'internationalise.

Ce sont ces deux tendances contradictoires, tendance à l'internationalisation et tendance à l'accentuation des nationalismes, que je voudrais examiner.

L'INTERNATIONALE CAPITALISTE

Quand une classe a l'avenir pour elle, qu'elle est la classe dirigeante de demain, elle a beau être encore soumise et subordonnée à d'autres classes, elle n'en est pas moins dès ce moment l'animatrice de la société; c'est elle qui, dès ce moment, crée les idées et les formes d'organisation nouvelles ; les classes, encore dirigeantes en apparence, se contentent de les lui emprunter et de les copier.

La bourgeoisie à l'école du prolétariat.

C'est ainsi que si le prolétariat est encore exploité économiquement et dominé politiquement par la bourgeoisie, toutes les formes nouvelles d'activité et de pensée dont a fait preuve la bourgeoisie depuis un quart de siècle n'en ont pas moins été empruntées par elle au prolétariat ; elles ne sont que la copie des formes d'activité et de pensée créées par le prolétariat pour son usage propre.

L'exemple le plus typique en est fourni par l'organisation syndicale.

C'est le prolétariat qui a créé l'organisation syndicale. En face de l'*individualisme* bourgeois, de la lutte entre individus, du *struggle for life*, de la lutte pour la vie, proclamés par les grands théoriciens bourgeois comme le dernier mot de la civilisation, et réalisés pratiquement par la société bourgeoise du XIXe siècle, dans laquelle chaque capitaliste, chaque chef d'entreprise, était entièrement indépendant de chacun des autres, la concurrence seule décidant entre eux, la classe ouvrière, aussitôt née, a proclamé le principe contraire de la *solidarité*, de la solidarité ouvrière unissant tous les ouvriers dans leur lutte commune. Face à l'anarchie bourgeoise, la classe ouvrière a dressé le syndicat.

Or, maintenant, que voyons-nous ?

Nous voyons la bourgeoisie, le patronat emprunter à la classe ouvrière l'idée de l'organisation syndicale, et s'en servir pour ses propres fins ; nous la voyons instituer à l'instar des syndicats ouvriers, des syndicats patronaux, et même les porter à un degré d'extension et de perfectionnement très supérieur à celui atteint par les syndicats ouvriers.

Eh bien! il en est de même pour la seconde grande création de la classe ouvrière : l'internationalisme.

En face de la « nation » bourgeoise, en opposition avec le patriotisme bourgeois, le prolétariat a proclamé la solidarité *internationale* de la classe ouvrière ; il a jeté les bases d'une organisation internationale des travailleurs. En face des Etats séparés, rivaux et hostiles, de la bourgeoisie, le prolétariat constituait, il y a plus de soixante ans, l' « Association internationale des Travailleurs ».

Mais voici que maintenant, pour l'Internationale comme pour le syndicat, le capitalisme se met à copier la classe ouvrière ; le voici qui proclame à son tour la solidarité de ses intérêts au delà des frontières; le voici qui s'organise internationalement, et qui, dans ce domaine comme dans celui de l'organisation syndicale, dépasse le prolétariat.

Les Ententes internationales

Cette organisation internationale du capitalisme revêt diverses formes.

Il y a d'abord une forme qui fait souvent parler d'elle, c'est la forme politique : la Société des Nations. Mais il ne s'agit là que d'une façade, dont le rôle est seulement d'épater les populations. Nous ne nous y arrêterons pas. Nous considèrerons seulement ce qui est derrière cette façade, et qui, cela, est sérieux : je veux dire l'organisation économique internationale du capitalisme.

Celle-ci est plus ou moins complète, plus ou moins étendue selon les cas. Pour certains produits elle n'englobe que certains des pays producteurs, tandis que pour d'autres elle est véritablement mondiale, aucun grand pays producteur n'étant laissé en dehors d'elle. Elle va depuis la simple entente temporaire n'ayant pour but que de parer par une restriction momentanée de la production à une surproduction elle-même temporaire, jusqu'à la vente permanente en commun ou sous le contrôle d'un organisme commun.

Un exemple du premier cas est fourni, notamment par le récent accord par lequel les producteurs de caoutchouc s'étaient engagés à ne pas opérer de saignée, c'est-à-dire à ne pas produire de caoutchouc, durant tout le mois de mai dernier; à l'opposé on peut citer le cartel européen de l'acier qui, depuis quelque cinq années, limite la production d'acier pour chaque pays du continent européen, et qui, il y a quelques mois, vient de créer, en outre, pour les principaux objets d'acier des organismes chargés de répartir les commandes entre les industriels des différents pays. Entre ces deux cas extrêmes, on trouve tous les intermédiaires.

Mais le point important, c'est que presque tous les produits industriels essentiels font aujourd'hui l'objet de tels accords.

Les deux industries qui jouent le rôle le plus im-

(1) Conférence faite dans une salle de l'Hôtel des Sociétés savantes, le jeudi 31 juillet, sous l'égide du Comité pour l'indépendance du Syndicalisme.

portant dans la vie moderne sont l'industrie métallurgique et l'industrie chimique.

Or, prenons successivement tous les grands métaux. Le fer : le fer est l'objet avec le cartel européen de l'acier d'une entente internationale. Après le fer, le métal le plus important est le cuivre : l'Association des exportateurs de cuivre groupe depuis plusieurs années toutes les grosses mines de cuivre du monde entier, aussi bien celles d'Amérique que du Congo belge; elle vend seule, et à un prix qu'elle fixe souverainement, tout le cuivre produit par ses adhérents. Après le cuivre, le zinc : le zinc fut l'objet, il y a quelques années, d'un cartel international, cartel qui ne réussit pas et fut assez rapidement dissous, mais qui vient tout récemment de se reconstituer. Pour l'étain, la production a été au cours de cette année l'objet d'une restriction concertée de la part des producteurs de tous les continents, Asie, Afrique, Amérique. Quant à l'aluminium, il est l'objet, presque depuis qu'il existe, d'un cartel international le plus complet et le plus solide qui soit. Seul donc parmi les métaux de large consommation, le plomb ne fait pas encore l'objet d'une entente internationale.

Dans l'industrie chimique, même situation.

Les plus importants des produits chimiques au point de vue tonnage sont les engrais. Or, pour deux au moins des trois engrais fondamentaux, il s'est constitué publiquement une entente internationale : pour les engrais potassiques, la France et l'Allemagne qui en étaient jusqu'à ces tout derniers temps les seuls producteurs importants ont formé un cartel, dès le lendemain de la liquidation de l'invasion de la Ruhr, par lequel elles se partagent le marché mondial dans une proportion déterminée; pour les engrais azotés, le cartel est actuellement même en formation. En ce qui concerne le troisième engrais, les engrais phosphatés, la situation est plus obscure, mais il semble bien qu'il y ait, pour lui aussi, une entente internationale plus ou moins occulte.

Si l'industrie des engrais est l'industrie chimique la plus importante au point de vue quantité, la plus importante au point de vue qualité est celle des matières colorantes. Or, là encore, même situation : il existe un cartel des matières colorantes entre les producteurs de France, d'Allemagne et de Suisse, c'est-à-dire entre presque tous les pays européens qui sont gros producteurs.

Comme industries lourdes, il ne reste donc en dehors des ententes internationales que l'industrie houillère.

Les trusts internationaux

Ce que nous venons de dire ne concerne que les ententes internationales, c'est-à-dire des ententes conclues plus ou moins librement, mais assez librement tout de même, entre producteurs de différents pays qui, en dehors des points qui sont spécifiés dans leur contrat de cartel, gardent vis-à-vis les uns des autres leur indépendance. Mais il est une autre forme d'internationalisation, c'est celle qui se réalise, peut-on dire, par voie de conquête internationale, par la conquête de telle ou telle branche d'industrie d'un pays par le capitalisme d'un autre pays.

A vrai dire, ce n'est pas là un phénomène absolument nouveau. Bien avant la guerre, depuis les débuts presque du capitalisme, il y a eu des pays dont toutes les industries essentielles, toute l'armature économique était sous la dépendance d'un capitalisme étranger. Mais il s'agissait alors exclusivement de pays dépourvus d'un capitalisme indigène, soit de pays neufs, comme ceux de l'Amérique du Sud, à peu près pas peuplés jusque-là, soit de vieux pays, comme ceux d'Asie, qui, ayant évolué d'une façon toute différente que ceux d'Europe, possédaient une civilisation non capitaliste.

Le fait nouveau d'aujourd'hui est que cette conquête des branches importantes de l'économie d'un pays par un capitalisme étranger se produit, maintenant, même à l'égard de pays capitalistes. Ce sont les pays capitalistes eux-mêmes, les plus vieux, les plus classiquement capitalistes qui soient, qui sont aujourd'hui « colonisés » — colonisés par certains d'entre eux.

Cette conquête s'opère surtout par voie financière. Au moyen des banques, ou même des sociétés industrielles elles-mêmes, qui, prenant sous des formes diverses des participations importantes dans les affaires d'un autre pays, deviennent bientôt les véritables dirigeants de ces affaires.

La colonisation de l'Europe.

Comme vous le savez, le principal pays qui opère cette conquête, c'est l'Amérique. Les Etats-Unis sont en train de coloniser l'Europe. Et ce qui est le plus remarquable c'est que le pays d'Europe où cette colonisation est la plus avancée, où elle s'opère sur la plus grande échelle, n'est pas un pays secondaire, à industrie encore peu développée ou en décadence, mais au contraire celui dont l'industrie est la plus développée et la plus vigoureuse : l'Allemagne. Il n'y a pas une seule branche d'industrie importante d'Allemagne qui ne soit à l'heure actuelle plus ou moins pénétrée par le capital américain, qui ne soit redevable d'argent, sous une forme ou sous une autre, à la finance américaine, elle-même représentante de l'industrie de son pays.

Un exemple typique est fourni par l'industrie électrique.

L'industrie électrique est l'industrie de transformation la plus importante de l'Allemagne. Non seulement elle est la plus importante, mais elle est celle où l'Allemagne a, de beaucoup, le mieux réussi. Avant-guerre, il n'y avait que deux industries électriques qui comptaient réellement au monde : celle de l'Allemagne et celle des Etats-Unis. Eh bien ! maintenant, il n'y a toujours que ces deux-là qui comptent, mais elles n'en forment plus qu'une.

Deux grandes sociétés se partagent l'industrie électrique allemande : l'A. E. G. (Société générale d'Electricité), et Siemens-Schuckert. Or, non seulement l'A. E. G., qui avait toujours eu des liens, mais des liens assez lâches, avec le trust américain de la General Electric C°, est maintenant entièrement passée sous le contrôle de celle-ci, mais l'autre société, Siemens-Schuckert, qui s'était toujours targuée d'indépendance, dont le président, il y a quelques mois encore, présentait sa société comme le dernier rempart du capitalisme germanique contre l'envahissement du capital américain, vient d'accepter plusieurs millions de la General Electric C° sous forme de souscription d'obligations, première étape de la subordination.

Par cette mainmise du trust américain sur l'industrie électrique allemande, un véritable trust mondial unique de l'électricité est en train de se fonder. Il n'y aura plus bientôt au monde, sous différents pseudonymes, qu'un seul fabricant de matériel électrique. Un seul fabricant pour une industrie qui intéresse de plus en plus tout le monde, qui pénètre de plus en plus la vie de chacun, aussi bien celle du simple particulier qui s'en sert pour s'éclairer ou pour téléphoner, que celle de l'industriel, petit ou grand, auquel elle fournit la force motrice.

Il y a cependant quelque chose d'encore plus général que l'électricité, quelque chose dont personne ne peut absolument se passer, qu'il soit riche ou pauvre, bourgeois ou prolétaire : c'est la monnaie.

Or, la monnaie, le billet de banque, c'est-à-dire ce qui de plus en plus sert ordinairement de monnaie, est, sinon encore internationalisé, du moins en voie d'internationalisation très nette.

La B. R. I., la Banque des Règlements Internationaux, cette banque qui a pour prétexte le règlement des réparations, a, en réalité, pour but d'être, sous la direction de la finance américaine, un véritable trust international du crédit et du billet de banque. Le fait que la commission Young, dont les travaux devaient se poursuivre durant de longs mois, en a décidé la création dès sa première séance, alors qu'elle ignorait encore comment elle règlerait les réparations et même si elle les règlerait, suffit déjà à le montrer, et au fur et à mesure que fonctionnera la Banque, la démonstration s'en fera de plus en plus concluante.

Ainsi, Camarades, tel est le premier fait : le capitalisme s'internationalise. Par le double jeu des ententes et de la conquête, l'Internationale capitaliste n'est plus une simple formule, elle est devenue une réalité, et elle le devient chaque jour davantage. La grande idée de l'organisation internationale, lancée dans le monde il y a quatre-vingts ans par le Manifeste Communiste, le capitalisme est en train de la réaliser, pour son propre profit. A « prolétaires de tous pays, unissez-vous ! », le capital rétorque : « Capitalistes de tous pays, nous nous unissons. »

Tel est donc le premier point.

LE RENFORCEMENT DES NATIONALISMES

Mais il en est un second.

L'internationalisme étant le contraire du nationalisme, on pourrait supposer que cette internationalisation du capital va aboutir à l'atténuation des nationalismes, supprimer peu à peu les séparations entre Etats, que les « nations » bourgeoises vont progressivement se fondre les unes dans les autres.

L'illusion réformiste

Et c'est bien ce que pensent les réformistes.

Pour les réformistes, et je prends ce mot dans son sens le plus général, pour tous ceux qui ont une conception réformiste du devenir du monde, les choses se passent ainsi : les mauvais éléments se transforment progressivement, par toute une suite d'additions et de soustractions, de modifications de détails, en bons éléments ; pendant que le mauvais décline, le bon progresse et finalement prend sa place.

Mais nous, révolutionnaires, nous savons que les choses ne vont pas ainsi. Nous savons que les transformations sociales ne sont pas le résultat de l'élimination progressive de certains principes par d'autres principes, mais qu'elles sont le produit du heurt entre principes opposés, du heurt de plus en plus intense, de plus en plus violent, entre les institutions, les classes, les idées adverses, dont chacune se développe en même temps que continue à se développer sa contraire, et cela jusqu'au moment où elles ont atteint des dimensions telles que leur existence n'étant plus possible, il surgisse d'un dernier heurt, d'une « lutte finale », un nouvel état de choses.

Nous savons, par exemple, que le prolétariat ne se substituera pas *progressivement* à la bourgeoisie comme classe dirigeante, que le socialisme ne remplacera pas peu à peu le capitalisme, mais que le socialisme sera l'aboutissement des efforts d'un prolétariat devenu de plus en plus puissant, de plus en plus conscient et de plus en plus fort, au fur et à mesure que le capitalisme lui-même se développera.

L'emprise de l'Etat

Eh bien ! Camarades, de cela nous en voyons, encore une fois, la confirmation éclatante dans le sujet qui nous occupe.

Le capital s'internationalise ! le capital prend une forme de plus en plus internationale ! Et, malgré cela, voire même à cause de cela, le nationalisme, le nationalisme capitaliste, le nationalisme bourgeois, loin de s'atténuer, ne fait que s'exacerber.

Dans tous les domaines, dans celui des personnes, comme dans celui des choses, l'emprise de l'Etat, de chaque Etat, sur les siens, se fait de plus en plus totale, de plus en plus rigide.

Dans toute la seconde partie du siècle dernier, alors qu'il n'était encore aucunement question d'internationalisation du capital, vous pouviez, sans difficultés, sans avoir à demander aucune autorisation à quiconque, ni à l'Etat dont vous sortiez, ni à celui où vous entriez, aller librement d'un bout de l'Europe à l'autre. Les pays qui, comme la Russie ou la Turquie, exigeaient un passeport, étaient considérés, précisément pour cette raison, comme n'étant qu'à demi-civilisés. Et si vous alliez dans un pays étranger, non seulement pour y passer, mais pour vous y établir, pour y gagner votre vie, vous pouviez le faire non moins librement et au même titre que les nationaux eux-mêmes de ce pays. Or, depuis la guerre, plus rien de pareil ! Vous ne pouvez franchir une frontière, quelle qu'elle soit, sans passeport, et si vous entendez vous fixer à demeure dans un pays qui n'est pas le vôtre, cela ne vous est permis que dans des conditions très déterminées, qui sont fixées à la fois par le pays où vous allez, parce qu'il entend protéger contre vous sa propre main-d'œuvre, et par le pays dont vous êtes originaire, parce qu'il prétend conserver la haute main sur ses nationaux, même une fois établis en dehors de ses frontières.

Pour les produits, c'est bien pis !

Alors qu'au milieu du siècle dernier, en pleine époque de capitalismes purement nationaux, le monde semblait s'acheminer vers un libre échange presque intégral, nous voyons les droits de douane, maintenant qu'existe un capitalisme international, atteindre des chiffres astronomiques. Pensez que sur le blé par exemple, le droit de douane français qui est actuellement de 80 fr. le quintal est, à ce chiffre, plus du double de ce qu'il était en 1914, compte tenu de la dépréciation de la monnaie, et pourtant le droit de 7 fr. d'avant-guerre, établi par Méline « pain-cher », était, à l'époque, considéré comme anormalement élevé. Les pays les plus traditionnellement libre-échangistes, comme l'Angleterre, ont établi, depuis la guerre, des droits égaux à 33 % de la valeur sur toute une série d'articles, et vous savez toute la campagne qui est actuellement menée en Grande-Bretagne pour l'établissement d'un système de droits de douanes généralisé.

C'est là un phénomène tout à fait général, qui ne fait que croître et embellir. Prenez un journal d'informations, le *Petit Parisien*, par exemple, ouvrez son numéro d'aujourd'hui, et vous y verrez réunies, rien que dans ce numéro, trois dépêches de trois endroits différents, relatives toutes trois à des élévations de droits de douane. C'est une dépêche du Canada qui annonce que la victoire du parti conservateur aux élections est la victoire du protectionnisme, qu'il faut donc s'attendre à une élévation des droits au Canada. C'est une dépêche de Hollande qui annonce que les Hollandais ont décidé de boycotter toute une série de produits allemands, parce que l'Allemagne vient d'augmenter ses droits sur des produits venant de Hollande. Et c'est enfin une dépêche d'Espagne fournissant des explications sur la récente élévation des droits dans ce pays. Trois pays, trois élévations de droits !

La raison en est que chaque pays voudrait se constituer en économie fermée, en « autarchie » économique pour employer le mot inventé tout exprès, c'est-

à-dire produire lui-même tout ce qu'il consomme, même ce qu'il ne peut produire que dans de très mauvaises conditions, avec beaucoup plus de travail que si cela lui était fourni par l'étranger.

Mais si chaque pays veut se fermer le plus possible aux produits étrangers, réaliser sa propre « autarchie », il n'entend nullement respecter l'autarchie des autres ; tous ses efforts tendent au contraire à introduire ses produits, la plus grande quantité possible de ses produits, dans les pays étrangers. Pour cela, il lui faut surmonter les droits de douanes établis ailleurs, et pour cela employer toutes les ruses possibles. C'est le « dumping », encore un nouveau mot inventé pour désigner une nouvelle chose. Primes à l'exportation, exonérations d'impôts, tarifs spéciaux de chemins de fer pour les produits exportés, la bourgeoisie de chaque pays fait appel à toutes les ressources de son habituelle fourberie pour forcer les barrières douanières du voisin.

C'est donc une véritable guerre économique permanente que se livrent actuellement les Etats, une guerre qui, par sa généralisation, son intensité et sa constance, n'a pas d'égale dans l'histoire bourgeoise.

CAUSE DE LA CONTRADICTION

D'où vient cette contradiction ? Cette croissance simultanée, au sein du capitalisme, de l'internationalisme et du nationalisme ?

Elle provient, Camarades, de ce que la bourgeoisie n'est pas une.

La tendance à l'internationalisation n'est, en effet, le propre que d'une petite fraction de la bourgeoisie, fraction dirigeante, mais numériquement faible, celle qui constitue le grand, le très grand capital, celle des trusts et des cartels. Mais le reste de la bourgeoisie, la *masse bourgeoise*, l'ensemble de la petite, moyenne, et même relativement grande bourgeoisie, n'est point, elle, internationalisée ; elle continue à exploiter le prolétariat, et à se partager le produit de son exploitation dans le cadre *national*.

Bien plus ! comme le développement du grand capital, du capital organisé internationalement, permet à celui-ci, grâce à ses prix de monopole, de s'adjuger une part toujours plus grande du produit de l'exploitation du prolétariat, la masse bourgeoise voit ses profits diminuer, son maintien comme classe exploiteuse devenir de plus en plus difficile, et elle cherche en conséquence, son salut dans le fétiche sous le signe duquel toute la bourgeoisie s'est constituée et a grandi : la patrie. C'est dans un renforcement de la patrie, dans un renforcement de la puissance nationale, de la domination nationale, de l'exclusivisme national qu'elle compte trouver le remède à ses maux.

Ainsi l'internationalisation du grand capital, en renforçant la puissance de celui-ci, renforce du même coup le chauvinisme et le nationalisme dans l'ensemble de la bourgeoisie. L'internationalisation du grand capital n'aboutit pas, comme se l'imaginent les social-démocrates, à l'internationalisation du monde, mais à un renforcement des nationalismes.

A LA RECHERCHE D'UN COMPROMIS

Bien entendu, comme toujours, il se trouve des magiciens qui prétendent avoir une recette : ils prétendent résoudre la contradiction par un compromis. Ce compromis est, en l'espèce, la constitution d'unités politiques et économiques plus grandes que celles existant actuellement, la formation de super-Etats, plus grands, plus étendus que les Etats actuels, mais restant néanmoins des Etats, distincts et séparés les uns des autres.

Le plus important, le plus typique de ces nouveaux Etats qu'on nous propose est celui qui serait constitué par les « Etats-Unis d'Europe ». Tout à fait analogue, répondant à la même préoccupation, est le projet britannique de l'unité impériale, par lequel seraient fondus en une même unité économique la Grande-Bretagne et ses Dominions, dont l'indépendance tant économique que politique à l'égard de l'Angleterre est, actuellement, à peu près complète.

Par la formation de ces grandes unités, on espère pouvoir donner satisfaction, à la fois, au grand capital dont les entreprises étouffent à l'intérieur des barrières nationales actuelles, et à la petite et moyenne bourgeoisie qu'on continuerait à protéger contre *certaines* concurrences étrangères, en particulier contre la concurrence américaine.

Mais, comme tous les compromis, celui-ci ne saurait donner satisfaction ni à l'une ni à l'autre des deux parties en présence, et c'est pourquoi, comme tous les compromis, il est voué à la mort avant même d'être né. Il ne saurait, en effet, satisfaire le grand capital auquel il faut un monopole total, absolument mondial, dans la branche de production qui l'intéresse; ce monopole mondial, en bien des cas, il l'a déjà réalisé; ce serait, pour lui, une régression d'en revenir au cadre national, même élargi. Et il ne saurait davantage satisfaire le petit et le moyen capitalisme, qui, s'ils redoutent la concurrence des autres continents, redoutent encore bien davantage la concurrence de leurs voisins immédiats, contre lesquels ils seraient désormais sans défense. Les Etats-Unis d'Europe les protègeraient contre le commerce américain, c'est entendu, mais le Français uni à l'Allemand, à l'Italien, au Suisse, etc..., n'aurait plus désormais aucune protection contre tous ceux-là, qui sont la plupart du temps pour lui des concurrents beaucoup plus directs que l'Américain.

GUERRE CERTAINE, MAIS NON PROCHAINE

Foin donc des illusions ! L'antagonisme, que nous avons dit, subsistera, et il sera, à notre sens, le trait dominant des relations internationales dans les années qui viennent. Antagonisme entre deux fractions de la bourgeoisie, entre deux fractions différentes d'une même classe, mais qui, ainsi qu'il arrive souvent, prendra la forme d'une lutte entre nations différentes. D'une part, les nations où le grand capital est le plus développé, où il est suffisamment puissant, à la fois, pour soumettre son propre pays à sa loi, et jouer le rôle dirigeant dans les organismes économiques internationaux ; d'autre part, les pays où c'est la masse bourgeoise qui domine, où le grand capital n'est pas assez fort pour y imposer sa loi, et où il subit plutôt qu'il n'impose l'internationalisation, parce que sa puissance par rapport aux autres pays est insuffisante pour qu'il puisse diriger les organismes internationaux.

Mais si on voit très nettement poindre cette lutte dès maintenant, si dès maintenant on peut affirmer que cet antagonisme conduit droit à la guerre, il apparaît, non moins nettement, que la guerre n'est pas pour aujourd'hui, parce que le conflit qui y conduit n'est pas encore mûr.

Pour qu'un conflit soit mûr, pour qu'il déclanche la guerre, deux conditions sont nécessaires :

Il faut, en premier lieu, que les facteurs antagonistes aient eu le temps de produire leurs effets, que ceux-ci non seulement se soient effectivement produits, mais même qu'ils aient eu le temps d'être pleinement sentis et perçus par les intéressés. Dès vers les années 1890 l'industrie allemande avait pris un développement suffisant pour commencer à con-

currencer l'Angleterre; dès ce moment donc, la guerre de 1914 était inévitable, mais elle n'était pas imminente, car il fallait le temps pour l'Anglais de « réaliser » ce qu'allait exactement signifier pour lui la concurrence germanique.

En second lieu, il faut que les deux groupements de puissances antagonistes aient eu le temps de se constituer, que les chefs de file des deux groupements aient eu le temps de former autour d'eux deux blocs, de force à peu près équivalente, de masse à peu près égale. La guerre de 1914 n'a été à même de se produire à brève échéance que le jour où l' « Entente » fut constituée, le jour où l'Entente de l'Angleterre, de la France et de la Russie eut dressé en face du bloc de la Triple Alliance un bloc à peu près équivalent. Or, si aujourd'hui on aperçoit bien, à peu près, les chefs de file du futur conflit : d'une part, à la tête des nations internationalisatrices, les Etats-Unis d'Amérique, et, d'autre part, à la tête des nations à réactions nationales, l'Angleterre et la France — c'est tout ; le restant du monde reste encore en suspens, et c'est cependant de lui que dépendra, pour une grande part, l'issue du conflit.

Ainsi donc, guerre certaine; mais, à peu près non moins certainement, guerre non imminente; guerre — pour reprendre l'expression de Chambelland, — dans dix, vingt, trente ans peut-être.

GUERRE... OU REVOLUTION

Je viens de dire, Camarades, guerre « certaine », guerre inévitable. Mais, à une condition cependant, c'est que le prolétariat laisse faire le capitalisme, qu'il lui laisse le temps de poursuivre ses antagonismes jusqu'à leur dénouement logique.

Car n'oublions pas qu'au-dessus, bien au-dessus de l'antagonisme qui met aux prises telles et telles fractions de la bourgeoisie, il y a un autre antagonisme, infiniment plus important, dépassant de cent coudées celui-là : c'est l'antagonisme qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, l'ensemble des exploités à l'ensemble des exploiteurs.

Or cet antagonisme peut mûrir avant l'autre; il peut trouver son dénouement dans la Révolution sociale avant que l'autre ne trouve le sien dans la guerre.

Cela sera-t-il ?... Je ne sais.

Mais ce que je sais, ce que nous savons tous, c'est que si cela ne se produit pas, si la prochaine guerre éclate avant la révolution, cette guerre produira inévitablement la Révolution sociale. Cette guerre sera bien, elle, la « dernière guerre », parce que le prolétariat n'acceptera pas une fois de plus de se faire tuer pour une classe qui n'est pas la sienne.

La guerre européenne de 1914, comme la Révolution russe de 1905 par rapport à 1917, a été une sorte de répétition générale de la Révolution; elle a même abouti, par la Révolution russe, au premier acte de la Révolution; la guerre mondiale que déclancheraient les facteurs que nous avons étudiés, aboutirait, elle, inévitablement à l'universalisation de la Révolution.

R. LOUZON.

Cette phrase encore : « ...Le moment solennel, dans l'histoire du XXe siècle, ce n'est pas le mois d'août 1914 ni le mois de novembre 1918. Non, écoutez-moi bien : c'est le moment où le marché intérieur de l'Amérique a cessé de lui suffire. Alors, la bête s'est dressée sur ses pattes de derrière... »

G. DUHAMEL :

Scènes de la vie future, pp. 215-216.

Civilisation de classe ou Civilisation de masse ?

Un grand écrivain, Georges Duhamel, revient d'Amérique et nous en rapporte des « Scènes de la vie future » dont on ne saurait contester ni la verve ni la sincérité. Les Etats-Unis ne lui ont pas laissé, comme à Dubreuil, le souvenir d'un paradis.

Contrairement à tant de voyageurs, à qui les apparences ont tourné la tête, il a deviné, sous la façade de prospérité merveilleuse, le ver dans le fruit : la crise actuelle prouve qu'il a vu juste. En ce qui concerne la condition des travailleurs, il a mis au point la légende des hauts salaires, rapporté cette confidence d'un magistrat : « Chez nous, quand on est pauvre, on est bien pauvre. »

Malheureusement, tout le livre de Duhamel n'est pas d'une égale clairvoyance. Je crois même qu'il repose sur un malentendu essentiel, et c'est sur ce malentendu que je voudrais aujourd'hui insister.

Duhamel est allé là-bas avec un parti-pris bien arrêté, celui d'étudier aux Etats-Unis la civilisation industrielle de demain : « A travers l'Amérique, j'interroge la vie future. »

Dangereuse confusion !

Certes, il est exact que les Etats-Unis, parvenus à un stade de maturité économique supérieur au nôtre, nous fournissent en un certain sens une image de la vie future, c'est-à-dire du mode de production socialiste : concentration industrielle et financière croissante, production en masse sur un très vaste territoire que ne fractionne aucune barrière douanière, substitution de l'économie « dirigée » à l'économie anarchique, subordination de l'individu à la collectivité, etc. Mais cette image n'est encore qu'embryonnaire, chaotique, puisque le régime capitaliste n'y a pas encore cédé la place.

Le premier devoir d'un voyageur est donc de distinguer ce qui, dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, annonce la société future, et ce qui n'est que manifestations outrancières d'un capitalisme près de sa fin. Pour n'avoir pas su faire cette distinction, Duhamel condamne le tout en bloc ; et il se montre injuste : si sa magistrale caricature de l' « américanisme » nous met en joie, nous ne pouvons admettre le dédain avec lequel il traite ces formes nouvelles de la vie sociale, dont Karl Marx a annoncé la venue irrésistible, et qui sont l'espoir aujourd'hui de tous les opprimés du globe.

Duhamel reproche d'abord à la civilisation américaine d'être une « civilisation de masse » et, en tant que civilisation de masse, d'être médiocre. Selon lui le cinéma « est un divertissement d'ilotes, un passe-temps d'illettrés, de créatures misérables, ahuries par leur besogne et leurs soucis » (merci pour les travailleurs !) Et invoquant les grands noms de la musique, de la littérature et de la peinture, il s'écrie : « Beethoven, Wagner, Baudelaire, Vinci..., voilà vraiment l'Art. »

Est-il possible de tenir langage plus impudent ? Si les travailleurs américains en sont réduits à chercher au cinéma des sensations artistiques certes bien maigres, n'est-ce pas, Duhamel, parce que la classe

à laquelle vous appartenez les a laissés systématiquement en dehors de la culture, en dehors de l'Art, les a privés de Beethoven et de Wagner ? Et vous voudriez maintenant que, du premier coup, ils se haussent à la fréquentation de ces génies ? Le cinéma, accessible à tous, instrument unique d'éducation par l'image et de vulgarisation, est une étape qu'ils ont à franchir avant d'atteindre de tels sommets.

Et si aux Etats-Unis vous avez souffert de la médiocrité des films présentés, ne vous êtes-vous pas demandé qui jetait en pâture aux travailleurs ces inepties, sinon le capitalisme ? Ne pouvant plus laisser ses exploités dans l'ignorance totale, il a monopolisé leurs plaisirs et les abêtit aussi sûrement en leur offrant des spectacles, que jadis en les en privant : on ne peut refuser aux bolcheviks d'avoir su mettre l'art muet au service du prolétariat, et d'avoir prouvé ainsi sa merveilleuse vertu éducative.

Ce que Duhamel reproche ensuite à la civilisation américaine, c'est d'être une civilisation purement « matérielle ». On connaît la chanson : ceux que l'excès de biens écœure, les neurasthéniques du capital, n'ont pas de peine à réclamer une civilisation moins « grossière ». Mais ceux qui ont faim demandent d'abord à manger, ceux qui vivent dans la crasse à se laver. Il n'a pas assez de railleries contre les salles de bain, pas assez de sarcasmes contre l'automobile. Mais il oublie que, si pour une classe l'automobile est en effet le plus vain des signes extérieurs de la richesse, elle commence à être en Amérique, pour l'autre classe, l'instrument d'évasion : celui qui permet d'habiter loin de l'usine empestée, de chercher une fois par semaine des horizons meilleurs.

Ce que Duhamel appelle avec dédain une civilisation matérielle, c'est tout simplement celle qui assure aux travailleurs un minimum de bien-être et de dignité humaine : « Besoins nouveaux, désirs nouveaux ! » se lamente-t-il. Mais n'est-ce pas justement cela, le progrès ? Faire de l'homme autre chose qu'une bête de somme. Lorsque ce minimum sera assuré, l'esprit sera libre pour la pensée, pour l'art, pour la vie intérieure. Et si aujourd'hui l'ouvrier américain s'ennuie, comme l'a remarqué Dubreuil, c'est que le capitalisme, s'il lui abandonne parfois de meilleurs salaires, reste incapable de lui fournir un aliment spirituel : l'affranchissement matériel n'est que le prélude d'un autre affranchissement.

Duhamel reproche enfin à la civilisation future, telle qu'il l'entrevoit à travers l'Amérique, d'être par trop bureaucratique. Ici encore il y a confusion, certes, en régime capitaliste, la main de l'Etat se fait lourdement sentir ; l'anarchie de la production doit être compensée par un excès d'autorité. D'autre part, un abîme sépare l'industrie de l'administration, l'une étant vivante, l'autre stérile et tracassière.

Dans le régime futur, l'ordre surgira du mécanisme même de la production ; la dictature du pouvoir central en sera donc très atténuée ; en outre, la production sera dirigée par les producteurs et non plus par les parasites. Ces réserves faites, je trouve Duhamel fort injuste pour les essais de discipline sociale tentés par l'Etat américain : d'abord pour cette loi de prohibition, qui, tout au moins en ce qui concerne l'alcool, m'apparaît, comme le pensait ce pauvre Raymond Lefebvre, la condition préalable de tout régime socialiste ; ensuite, pour les admirables et audacieuses lois sanitaires qui mettent l'intérêt de la société bien au-dessus de celui de l'individu et feront demain de la race américaine la plus saine du monde.

Duhamel, regimbant devant la société future, incarne bien un certain esprit petit-bourgeois, égoïste, routinier, incorrigiblement anarchiste, contre lequel nous avons tous à lutter. Il aura fait le voyage d'Amérique pour rien, puisqu'il n'en aura pas rapporté la véritable conclusion : l'heure n'est plus aux civilisations de classe.

Depuis ces républiques helléniques dans lesquelles la culture inouïe d'une minorité avait pour contrepartie l'esclavage de la majorité, l'humanité n'avait jamais connu ni soupçonné d'autres formes de vie sociale.

Cependant, quelle passionnante expérience, pour un intellectuel comme Duhamel, que l'apparition pour la première fois, d'une civilisation de masse, venant renouveler de fond en comble et rajeunir, avec ses réserves de cerveaux vierges, le vieux bagage humain !

Daniel GUÉRIN.

L'effarante ignorance des gens "cultivés"

Quelques exemples :

Tout le monde connaît, au moins de nom, la *Dépêche de Toulouse*, organe de l' « intelligence » radicale. C'est un journal qui se pique de « haute culture »; professeurs de Faculté et littérateurs en nom y collaborent presque quotidiennement.

D'une dépêche de Montevideo (Uruguay) ayant annoncé, il y a quelques semaines, des troubles révolutionnaires dans le Rio Grande do Sul, *la Dépêche de Toulouse* s'empresse de publier un long article, daté de Paris s'il vous plaît, où l'on démontrait avec preuves à l'appui, que cette révolution était inévitable, étant donné la situation politique et sociale... de l'Uruguay.

Tout bon candidat au certificat d'études sait que le Rio Grande do Sul est un Etat du Brésil, mais les rédacteurs de la *Dépêche de Toulouse*, qui certes, eux, ne sont pas des « primaires », l'ignorent. Puisque la dépêche qui parlait du Rio Grande do Sul était envoyée de la capitale de l'Uruguay, c'est que ça devait se trouver quelque part en Uruguay...

Il y a plus fort.

On connaît moins la *Lumière* que la *Dépêche de Toulouse*, mais c'est une publication du même jus; comme la *Dépêche*, c'est un organe radical et qui, plus encore qu'elle, se pique d' « intellectualité »; sa manchette arbore fièrement des noms de pontifes de l'Université, Aulard, Buisson, etc.., et presque tous ses collaborateurs sont pour le moins agrégés.

Or, le numéro du 2 août de la *Lumière* nous apprenait que la fameuse attaque du 17 avril 1917 qui se produisit, comme chacun sait, sur tout le front de Champagne, c'est-à-dire à quelques centaines de kilomètres de la Somme, s'appelle... la bataille de la Somme, et que le général Nivelle qui, à ce moment-là était généralissime des armées françaises, y commandait... un corps d'armée.

Ces choses stupéfiantes nous étaient révélées au cours d'une rocambolesque histoire d'espionnage, où l'on commençait par nous aviser que tout ce qu'on allait dire était rigoureusement exact...

Pauvre, pauvre bourgeoisie...

R. L.

Au Congrès unitaire de l'Enseignement

LE DISCOURS DE BERNARD

Le camarade Bernard, du Rhône, a prononcé au Congrès unitaire de l'Enseignement un discours remarquable sur l'orientation syndicale. Il a dénudé avec un rare bonheur la Minorité Oppositionnelle Révolutionnaire (M.O.R.) ou, pour parler d'une manière plus compréhensible, les communistes qui se trouvent toujours alignés — quelle que soit la ligne !

Ces derniers sont allés répétant que cette intervention était vide. Nos camarades pourront en juger par l'analyse que Giauffret, qui participa au Congrès, s'est efforcé d'établir — tout en regrettant que cette analyse ne permette pas de saisir toutes les nuances d'un discours qui passionna le Congrès.

En abordant la tribune, le camarade Bernard rappelle les discussions de tendances entre la majorité de la Fédération et la minorité de la Ligue Syndicaliste. Il les jugeait stériles et nocives. mais jamais elles n'atteignirent pourtant au degré de violence des polémiques actuelles.

Tourné vers la vieille minorité, Bernard déclare : « *S'il me faut choisir entre votre méthode et la leur* (celle de la M.O.R.) *c'est la vôtre que je choisirai...* » et face à la M.O.R. il précise : « *L'expérience que j'ai faite à votre contact m'a enlevé toute envie de continuer.* »

Bernard va alors s'expliquer sur la critique que la minorité syndicaliste adressait aux dirigeants de la Fédération : celle d'être subordonnés au P. C. « *La vieille minorité avait tort contre nous, car nous n'avons jamais reçu d'ordres, et sitôt que le P. C. a voulu nous en donner nous avons réagi. Mais elle avait raison contre les mauvais bergers du P. C. et de la C.G.T.U. qui, eux, avaient la volonté de subordonner les syndicats au P.C. Mais cette volonté, ils ne l'affichaient pas...*

Thomas, tu es un brave homme. Tu es un trop brave homme. Tu as parlé de leur franchise,... mais de franchise... ils n'en ont pas. »

Et Bernard caractérise en deux traits les directeurs de conscience de la M.O.R. :

Dissimulation et mensonge,

Mysticisme révolutionnaire !

DISSIMULATION ET MENSONGE

Bernard rappelle les conditions dans lesquelles la C.G.T.U. adhéra à l'I.S.R. Les militants français tenaient à l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis du Parti; ils allèrent à Moscou et en revenant assurèrent que cette indépendance était sauvegardée et qu'il n'y aurait pas de liaison organique entre le P.C. et la C.G.T.U.

La création des commissions syndicales fut présentée aux centristes comme une mesure anodine : le droit des camarades de la même tendance de se concerter pour adopter une attitude commune au sein du Syndicat.

La direction unique entre le P.C. et la C.G.T.U. ne fut qu'un droit pour les individus qui n'engageait point la direction de la C.G.T.U. ; la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux qu'une simple mesure de commodité...

« Les dirigeants du P.C. trompaient ainsi leurs camarades du parti sur la portée et le but de ces innovations. Et nous, naïfs, nous les avons crus !.. »

Les meneurs du P. C. se démasquent

Après le Congrès de Paris (août 1928), où venait d'être élu le bureau fédéral (Aulas) avec un membre à Paris (Barne) chargé des affaires corporatives, la fraction communiste se réunit et Monmousseau déclara : « *Pour la masse, le siège de la Fédération est à Chalon-sur-Saône, pour nous, il est à Paris.* » Cette déclaration causa une certaine stupeur qui se dissipa à l'idée que, *comme à l'ordinaire*, Monmousseau avait proféré une sottise qui n'engageait que lui.

A la fraction de Noël 1928, deuxième incident. L'I.S.R. envoie un message qui savonne la Fédération et lui demande de faire... tout ce qu'elle fait depuis longtemps. Un pénible débat suit, dans lequel on cherche qui a fait faire ce pas de clerc à l'I.S.R. Ce n'est qu'après deux heures de silence hypocrite que Cogniot, sur les sommations de Barne, avoue son rôle « d'informateur ».

« Le plus grave incident se produit à la veille du Congrès de Besançon (2 août 1929). A la réunion de la fraction nationale, la Seine arrive avec un ordre du jour préparé (visant en particulier le *sinistre état-major du Finistère* et le manuel d'Histoire). A une grosse majorité, la fraction repousse cet ordre du jour : « Qu'importe, déclare la Seine, vous devez vous incliner »... et nous avons appris que nous n'étions plus dans la ligne. Rollo en savait encore moins que nous. Nous le croyions secrétaire de la fraction, il ne l'était plus. Barne, depuis le mois de juillet, avait reçu la lettre d'obédience de la direction du Parti »...

Et à l'appui de cette dernière affirmation, Bernard lit en en soulignant toutes les réticences devant le Congrès stupéfait, la lettre suivante de Barne à Simond, secrétaire chargé de rédiger le compte rendu du Congrès de Besançon.

7 septembre 1929.

Mon cher Simond,

Je t'adresse la résolution sur les traitements pour que tu puisses l'insérer dans le C. R. du Congrès.

Tu as dû avoir un boulot fou, mon pauvre vieux. Et puis ta tâche devient délicate du fait de la lutte entre communistes. Je pense que, pour éviter des conflits, tu ferais bien de faire examiner ton C. R. par un camarade de la Seine. Evidemment, nous avons confiance en toi, mais sans le vouloir on peut donner des interprétations inexactes. Et puis, IL FAUT QUE TON C. R. SOIT FAVORABLE AU PARTI. Tu le soumets d'ailleurs à Aulas sans doute! Envoie-le donc aussi à Cogniot ou à moi (PLUTÔT A COGNIOT), je suis sûr qu'Aulas n'y trouvera rien à redire.

Enfin, fait (*sic*) pour le mieux.

Fraternellement : BARNE.

P.-S. — En juillet le P. C. m'a désigné comme secrétaire de la fraction nationale en remplacement de Rollo.

C'est pourquoi je me permets de te prier de me donner connaissance du C. R.

Bernard en arrive enfin au Congrès confédéral de la C.G.T.U. de septembre 1929. Il étudie la résolution votée à ce Congrès, et en particulier les deux paragraphes bien connus :

Le Congrès précise enfin sa détermination de travailler *sur tous les terrains* en accord étroit avec le P. C., seul parti du prolétariat et de la lutte des classes révolutionnaire qui, au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de *seule avant-garde prolétarienne* DIRIGEANTE *du mouvement ouvrier.*

La proclamation de ce rôle dirigeant et sa reconnaissance ne sauraient être interprétées comme la subordination du mouvement syndical, ni une modification quelconque dans les rapports organiques et statutaires entre le P. C. et les organisations de masses que sont les syndicats unitaires.

Que signifie cette résolution rédigée en un style de sacristie ? Les dirigeants n'en avouent le sens et la portée que progressivement, à mesure que nos questions les acculent aux aveux partiels et successifs. *Sur tous les terrains* signifie-t-il sur le terrain électoral ? Oui, répond finalement Claveri à Rollo. Et un peu plus tard le même Claveri précise à Bernard : « Le P. C. pourra demander aux Syndicats leur appui *financier pour les luttes électorales.* »

A propos du deuxième paragraphe cité ci-dessus, Bernard rappelle qu'il fut un additif et il prouve, à l'aide des deux citations, que son adjonction ne fut qu'une manœuvre opportuniste.

Un autre point qu'il faut mettre en relief et qui a les mêmes bases, fut l'adjonction que nous avons faite à la résolution politique du Congrès où est défini le rôle dirigeant du Parti. Il saute aux yeux que chez nous, en ce qui concerne la campagne à mener parmi les masses ouvrières de nos syndicats, il existe une certaine confusion sur l'appréciation du rôle dirigeant du P. C. dans les syndicats, et que *ce fut un peu dans le but de tranquilliser certaines consciences que nous avons fait cette adjonction.* Il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue un *recul* et une *concession politique* à nos adversaires de tendances.

(*Rapport Gitton*, p. 366.) (1)

Nos camarades ont adopté au Congrès un *additif* dans lequel il est dit que politiquement la direction ne doit pas être prise dans le sens de subordination *organique.* Bien entendu, nous n'*avons pas décrété et nous ne décréterons jamais dans les Congrès syndicaux la subordination* des organisations syndicales au Parti. Mais si l'on considère que pendant cinq jours d'âpre discussion la lutte a été menée contre une opposition, et qu'en conclusion de cette discussion un *additif de cette sorte* a été adopté, cela doit naturellement être considéré comme une faute, et ne peut être autre chose qu'une *concession.*

(*Rapport Witkovsky*, p. 378.)

Lorsque, grâce à l'additif, le Congrès de la C.G.T.U. et les divers Congrès d'U.R., d'U.L. eurent approuvé la résolution de Paris, cet additif fut condamné publiquement dans les *Cahiers du Bolchevisme* (janvier 1920).

Variations sur le rôle dirigeant

Sur ce fameux rôle dirigeant, on a tellement cherché à tromper les uns et les autres que l'on ne s'y reconnaît plus soi-même. Les subalternes croient qu'il n'y a rien de changé tandis que les chefs, à mots prudents, déclarent que la direction du P. C. sur les syndicats doit être effective, et Bernard lit un extrait dont il ne peut admirer ni la clarté ni la franchise.

(1) Au plénum de l'I. S. R. (décembre 1929).

Il faut encore signaler la faute suivante. Déjà au cours de la campagne de préparation au Congrès, se montrèrent certaines déviations au sujet de l'estimation du *rôle dirigeant du Parti.* Quelques camarades posèrent ainsi la question : « *En fait, il n'y a rien de changé.* La question de la direction n'*est que celle de la direction des fractions par le Parti.* » Naturellement, c'est tout à fait erroné. Cela ne posait la question que dans un cadre étroit. Il y avait aussi d'autres camarades qui posaient la question comme si la question de la direction politique des luttes économiques, de la direction politique du mouvement entier ne signifiait pas autre chose qu'une subordination mécanique des syndicats au Parti. Naturellement l'un comme l'autre est également faux et dirigé contre la majorité révolutionnaire.

(*Witkowsky*, p. 377.)

A la base, on est perplexe ; on continue soit à ne pas comprendre, soit à masquer le rôle du Parti. Ici Bernard donne lecture d'ordres du jour dont le contenu prouve que ces syndicats, bien que suivant la M.O.R., ne sont pas idéologiquement d'accord avec elle.

Ces textes — que nous reproduisons aux « Documents » — établissent vigoureusement de quelle confusion bénéficient les doctrinaires de la M.O.R.

La radicalisation des masses

Bernard va montrer — avec des textes à l'appui — que la confusion savante que le P. C. exploite à son profit à propos du rôle dirigeant existe également à propos de la radicalisation des masses.

Nous ne suivrons pas Bernard dans son exposé pour cette partie extrêmement importante, car il en a fait l'objet d'un article contenant les idées exposées à la tribune — article que nos camarades trouveront d'autre part.

La politisation des grèves

Bernard s'attaque enfin à ce dernier *bateau.* Là encore, l'avant-garde dirigeante part en matamore pour ne point tarder à se dégonfler. Deux textes à moins de trois mois de distance suffisent à la démonstration.

Voici le coup de clairon :

« En préparant la grève politique et revendicative de masse, le Parti prend l'initiative de l'offensive de la majorité de la classe ouvrière pour *transformer l'essor* du mouvement révolutionnaire en un vaste mouvement de masse aboutissant à la *lutte décisive pour le pouvoir.* La grève politique de masse est une étape sur la voie menant à l'*insurrection* prolétarienne ». (*Circulaire du Parti pour le 1er mai.*)

Et voici la note embarrassée annonçant le dégonflage :

Plutôt que de se lancer dans de grandes analyses *Thorez demande au Parti* de rechercher concrètement comment nous serons en mesure d'atteindre nos objectifs immédiats : organisation d'une grande bataille unifiée contre la loi des assurances sociales; préparation du premier août (en *retirant le mot d'ordre de grève politique de masse,* lancé à la légère, alors qu'on ne doit pas jouer avec cette arme formidable); recrutement systématique afin de *retrouver* nos 55.000 adhérents; soutien de l'*Humanité* qui nous redonnera les 200.000 lecteurs de notre journal dont nous avons perdu quelques milliers; entrée en masse des ouvriers qui luttent sur nos mots d'ordre dans les organisations unitaires.

(*Humanité*, 24 juillet 1930.)

LE MYSTICISME REVOLUTIONNAIRE

« *Toutes ces folies, reprend Bernard, s'expliquent par la fourberie des uns mais aussi par le mysticisme des autres* ».

Jadis il restait dans les rangs du P. C. la liberté de penser. C'est ainsi que des communistes, tels Bernard, purent, en face des théories pédagogiques officielles, défendre librement le principe de l'école ra-

tionnelle et humaine. C'est ainsi qu'au moment de l'organisation de l'I. T. E. la section française put rédiger les statuts dans le sens de l'égalité entre les adhérents d'Amsterdam ou de Moscou, c'est ainsi que les militants de la Fédération purent avoir leurs conceptions particulières sur les fractions communistes, la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux, la direction unique, l'utilité d'un permanent à la Fédération.

Mais peu à peu on a habitué les militants à recevoir leurs idées d'*en haut* et elles leur arrivent toutes revêtues du même charabia *germano-slave*.

Non seulement les idées descendent d'en haut sur le militant mais, dans sa passivité, celui-ci les transmet sans adaptation aucune. Lisez leurs articles, écoutez leurs discours, tous sont coulés dans le même moule, avec l'obligatoire conclusion à la mode du jour et les mêmes formes de style !

Dans le syndicalisme, cette négation de l'esprit de liberté a eu une date de naissance : 1924, année qui a vu l'ordre des Congrès renversé ! Au lieu que, comme autrefois, les Congrès se tiennent de la base vers le sommet (Fédérations, Confédérations nationales, Internationale) de manière à apporter aux chefs les volontés des masses, ils se tiennent aujourd'hui du sommet, omniscient et tout-puissant, vers la base pour apporter aux masses les ordres de leurs dirigeants !

Et depuis lentement s'est édifié dans le syndicaliste une sorte de *credo* qu'on baptise la *ligne* du parti !

Alertement, Bernard nous cite les articles du dogme : croyance au rôle dirigeant du Parti, croyance en la radicalisation des masses qui se transmue en essor révolutionnaire, croyance en l'*imminence* de la guerre et tout particulièrement de la guerre contre l'U.R.S.S., croyance à l'agonie actuelle et accélérée du capitalisme. Qui n'a point la révélation de ces vérités ne sera point sauvé !

Mais confesser le dogme ne suffit point, il faut encore pratiquer le rite et particulièrement se livrer à l'autocritique et à l'émulation.

Gitton, gros bonnet de la C.G.T.U., va jusqu'à penser que le premier geste du rite ne saurait être pratiqué par des hétérodoxes même s'ils le voulaient ! Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

> Pour balayer cet opportunisme nous sommes appuyés par deux choses importantes. En premier lieu la pratique de l'autocritique vis-à-vis des grèves dans la C. G. T. U. *Il est clair qu'un opportuniste ne peut entreprendre une autocritique de la grève, car* IL SERAIT *forcé de se condamner lui-même*, puisqu'il lui est impossible de suivre une ligne juste dans la lutte de classe.
>
> (*Gitton, rapport*, p. 368.)

Pourtant cette autocritique ne va pas sans danger ! Et les grands-prêtres de la religion nouvelle ont été obligés de relever les exagérations quasi-sadiques qu'amène l'autocritique.

Voici d'abord ceux qui pêchent pour avoir la joie de faire pénitence :

> Il me semble qu'aux E. U. les camarades agissent comme les catholiques. Dans la semaine, ils permettent de commettre tous les péchés, afin que le dimanche ils puissent aller à confesse et que le prêtre leur donne l'absolution, de sorte que la semaine suivante et de la même manière ils puissent pécher encore. C'est ainsi que nos camarades viennent ici à Moscou vers le Grand Prêtre, et après avoir confessé leurs péchés, ils retournent en Amérique pour pouvoir les commettre de nouveau.
>
> (*Hyman, E. U.*, p. 318.)

Et puis voici les maniaques qui voient le péché partout :

> On ne doit pas, sous prétexte d'autocritique, transformet cette arme révolutionnaire en un véritable sport. L'autocritique est une chose extrêmement sérieuse, une arme redoutable contre l'opportunisme, une arme redoutable pour chasser toutes les erreurs, toutes les fautes, une arme redoutable pour continuer à conduire notre activité dans une juste ligne sur la voie révolutionnaire, dans la lutte directe contre la bourgeoisie. Aussi quand on emploie l'autocritique, cela doit être d'une façon tout à fait saine, il *ne faut pas voir des fautes où il n'y en a pas*, rien que pour goûter le plaisir de faire de l'autocritique. Là encore, il faut suivre une juste ligne et en faisant de l'autocritique, il ne faut pas oublier que pour avoir ce droit d'autocritique, il faut jeter aussi dans la balance des choses pratiques, sans quoi ce n'est plus une autocritique, mais seulement une critique, et critiquer seulement est une chose enfantine que chacun peut accomplir.
>
> (*Réplique Gitton*, p. 430.)

Après avoir montré le caractère maladif qu'a pris l'autocritique, Bernard va en dénoncer l'hypocrisie.

« *L'autocritique ça consiste pour vous* (*les purs*) *à faire votre* mea culpa *en frappant sur la poitrine du voisin.* »

C'est le Bulgare confessant les fautes du Russe ; c'est le Russe confessant les fautes du Français ; c'est le pur criant les fautes du minoritaire. Mais que le minoritaire ne s'avise point de tenter l'autocritique du pur ; il ne serait qu'un traître !

Bernard raille enfin tous les pompeux défis d'*émulation* que se lancent les organismes syndicaux et dont on oublie régulièrement de donner les résultats...

La 20e U.R. (Paris) ayant lancé à la 6e U. R. (Lyon) un défi, celle-ci le relève et prend pour objectif entre autres choses :

« *Entraîner le* 1er *mai* 1930, *sur la base de la lutte pour les revendications immédiates, contre la répression, le social-fascisme et les syndicats jaunes, autonomes et confédérés, pour la légalité de nos organisations révolutionnaires : Parti communiste et C.G. T.U., pour la défense de l'U.R.S.S. et contre la guerre impérialiste, dans la grève politique de masse sous la direction du P. C. et de la C. G. T. U. un minimum de* 80.000 *travailleurs.* »

Bernard conclut qu'une fois de plus les résultats atteints ont été ridicules en face du but pompeusement proclamé !

La ligne tracée varie bien souvent, les *tournants* se succèdent « *des tournants qui sont toujours décisifs mais dont le dernier n'est décisif que provisoirement* » ! Qu'importe aux mystiques !

Claveri, au Congrès de l'U. R. de Lyon, peut proférer sans hésiter des énormités de ce calibre :

« *Oui, l'I.S.R. change à tout moment de tactique. Mais l'I. C. ne se trompera jamais. Si jamais le P.C. nous considérait comme des réformistes, nous saurions disparaître, car nous savons que nous n'aurons jamais raison contre le P. C.* »

Et, tourné vers Monmousseau, Bernard achève son discours par la comparaison suivante — plus tragique que comique, hélas !

« Il y a dans la littérature allemande... (*nombreuses interruptions*)... un vieux poème burlesque appelé le *Narrenschiff*, où l'auteur convie tous les fous de la terre à constituer un désopilant équipage. Ce « Vaisseau des Fous » est une image de notre C.G. T.U. où les dirigeants nous mènent aux sinistres aventures en agitant marottes et grelots, en clamant leurs mystiques litanies, tandis que Tartuffe est à la barre. Il est grand temps de chasser ces insensés, de choisir des officiers qui sachent prendre la carte en mains, et des pilotes qui sachent consulter la boussole, si nous voulons éviter les récifs où nous conduisent les M.O.R. « sous le signe » du jésuitisme et de la folie. »

La radicalisation des masses et l'essor révolutionnaire

Nouvelle contribution à l'enseignement par les textes

Nous avons réservé dans le discours de Bernard la partie relative à la radicalisation des masses. Plutôt qu'une analyse, nous pensons préférable de donner l'article suivant de Bernard, entièrement rédigé de sa main, qui se trouvait dans les notes qu'il avait bien voulu communiquer à notre ami Giauffret, pour lui permettre son travail de reconstitution. Ainsi on ne pourra nous reprocher d'avoir déformé l'opinion de Bernard sur la radicalisation.

I. — Hanneton, vole, vole, vole !

Dès juillet 1929, au Comité Exécutif de l'I.S.R., notre maître Monmousseau nous informait que le stade de la radicalisation des masses était désormais révolu, que nous en étions bel et bien à l' « essor révolutionnaire ».

Un an d'*essor révolutionnaire*... et la *révolution* qui n'est pas encore là ! Voilà bien un singulier essor! L'essor, c'est cependant bien l'envol, le départ, où l'oiseau quitte le sol et se confie à l'air, les ailes toutes grandes ! L'essor ne dure qu'un instant et prélude immédiatement au plein vol! Qu'est-ce donc que cet essor qui se prolonge et s'éternise sans avoir été suivi de la moindre tentative de plein vol ?

En fait de radicalisation, c'est radicalement que nos maîtres se sont payé la tête du prolétariat !

II. — Nécessité de définir

Si nous ne sommes pas d'accord, c'est peut-être que nous ne parlons pas le même langage. J'ai entendu, ou lu, plus de trente définitions de la radicalisation... et je ne suis guère plus avancé. Nos censeurs en ont toujours une de rechange selon les nécessités de l'heure. Néanmoins, à entendre leurs protestations indignées lorsque tel orateur émet l'hypothèse de quelques années d'accalmie sur l'océan des classes, ou quand tel autre risque d'inélégantes appréciations sur l'*avachissement* des masses, il ressort que pour eux, la radicalisation doit être le contraire de l'avachissement, l'antipode de la paix sociale, c'est-à-dire le début, tout au moins, de la guerre sociale. Des gens qui ne sont pas « avachis » se remuent, font preuve d'énergie dans la parole et dans l'action, manifestent hautement leur volonté d'en finir avec un régime d'abjection et de despotisme. Tel est d'ailleurs le sens du terme allemand (*Radikalisierung !!*) auquel ce mot disgracieux et équivoque fut emprunté.

Et si l'on parle de l' « essor révolutionnaire », c'est encore bien autre chose !

D'ailleurs les discours de tous les membres du C.C. de l'I.S.R. contiennent des déclarations fort explicites : la radicalisation, l'essor révolutionnaire, c'est le départ pour l'assaut de la citadelle, c'est le premier pas vers la conquête du pouvoir :

Ecoutez notre Vassart :

> Nous sommes d'avis que pour l'étape présente, la radicalisation croissante du mouvement ouvrier est caractéristique, que nous vivons à une époque de nouvel essor révolutionnaire sur l'échelle internationale, que la question qui se pose actuellement devant tous les partis communistes et tous les syndicats révolutionnaires est celle de la grève politique de masses...
>
> En France s'élève une puissante vague de résistance contre les poursuites capitalistes, *une vague qui monte de plus en plus rapide* et présente un caractère combatif de plus en plus explicite. (P. 113.) (1)

Mais le camarade Dimitrov est évidemment plus affirmatif :

> Est-il possible d'émettre le moindre doute sur ce fait que nous allons à grands pas au-devant d'une nouvelle vague révolutionnaire et des *luttes immédiates pour la prise du pouvoir par le prolétariat...*

III. — La coupe et les lèvres

Néanmoins tel se sent mal à l'aise au milieu de ces affirmations sonores et si évidemment creuses. Alors, il les projette dans le futur. La radicalisation, l'essor... c'est bientôt qu'on en verra les manifestations. Les masses, actuellement, sont sous tension, elles contiennent à grands efforts un formidable potentiel révolutionnaire, elles sont la Révolution ...en puissance. Voici en effet les grands visionnaires, les pionniers des lointaines perspectives, voici le chœur des prophètes :

> On peut dire qu'au cours de cette phase de la crise économique, plus elle s'étendra et s'approfondira, plus elle saisira de nouveaux pays et plus de nouvelles couches de travailleurs seront attirées dans la lutte dans les divers pays ; la question de la lutte pour le pouvoir pourra *poindre* (auftauchen); que dans quelques pays, non seulement des conflits monstres, des grèves massives, mais des émeutes révolutionnaires éclateront.
>
> (LOSOVSKY, p. 8.)

> Le développement des luttes révolutionnaires en Yougoslavie, le déclanchement de la révolution ouvrière et paysanne aura sans aucun doute la plus grande influence sur tous les autres pays balkaniques. Aussitôt se poseront les questions de nationalité pour la Macédoine, l'Albanie, la Croatie et d'autres pays. Aussitôt les masses paysannes engageront la lutte contre les seigneurs féodaux et les grands propriétaires dans ces pays. Nous aurons en Yougoslavie une révolution ouvrière et paysanne qui se reliera en même temps avec l'achèvement des tâches abandonnées par la dernière révolution démocratico-bourgeoise. Nous aurons en Yougoslavie une révolution qui sera en liaison avec le déclanchement de mouvements révolutionnaires dans les pays balkaniques voisins. La révolution en Yougoslavie se développera comme révolution prolétarienne en fraternisant avec la révolution paysanne et nationale dans tous les pays balkaniques...
>
> Les luttes économiques sont dirigées objectivement

(1) Toutes les citations sont extraites du compte rendu sténographique du « plénum » de l'I. S. R., déc. 1929, édition allemande.

contre tout le système capitaliste. Dans ces conditions, il est impossible d'élever le niveau de vie du prolétariat dans le cadre du système capitaliste. L'accentuation des contradictions de classes et impérialistes pousse cette lutte économique du prolétariat *sur la voie révolutionnaire de la chute du règne de la bourgeoisie, sur la voie de la chute du capitalisme et de l'impérialisme et de l'instauration de la dictature du prolétariat.*

(DIMITROV, p. 136.)

Le nouvel essor révolutionnaire, par suite de la crise qui se développe actuellement, de cette crise cyclique du système capitaliste, va se poursuivre sur un mode beaucoup plus rapide. Tout ceci conduira à hâter le réveil de l'activité et de l'esprit révolutionnaire de larges masses ouvrières. En même temps, cela hâtera les contre-attaques et les offensives du prolétariat. Tout ceci réuni confirme que nous allons d'une allure beaucoup plus rapide que jamais au-devant de puissantes luttes de classes.

(WASSILIEW, p. 218.)

Bien qu'en Allemagne, durant ces derniers mois, il n'y ait pas eu de grandes grèves, bien qu'il n'y ait pas eu de conflits sur une grande échelle, le sol allemand devient de plus en plus volcanique. Le mécontentement dans les masses, dans les entreprises, dans les usines, au sein des syndicats, parmi les inorganisés, parmi les femmes et les jeunes gens grandit constamment et partout. Les masses ouvrières, dans leur mécontentement, commencent à se tourner vers la socialdémocratie. Le P. C. grandit et l'influence de l'opposition syndicale révolutionnaire augmente. *Pouvons-nous prétendre qu'il y ait en Allemagne une situation révolutionnaire? Non, une situation révolutionnaire n'existe pas encore.* Mais il ne peut y avoir de doute sur ce fait que les conditions pour cette situation révolutionnaire sont en train de se réaliser.

(LOSOVSKY, p. 272.)

Quelle prudence ! quel scepticisme même, dans ces dernières paroles de l'incorruptible Losovsky !

IV. — Apôtres sans la foi !

C'est que tous ces prophètes, qui enflent ainsi la voix pour s'étourdir eux-mêmes, se rendent fort bien compte de la vanité de leurs affirmations. La radicalisation, l'essor révolutionnaire... *Ils n'y croient pas !!!* Ils sentent qu'on pourrait, avec quelque mépris, leur appliquer l'apostrophe cinglante du poète :

Vous aviez le désir, la foi vous a manqué !

La preuve ? Constatons d'abord à quels subterfuges, à quelles explications sordides ils sont contraints d'avoir recours : « Vous prétendez que les masses sont inertes ?... C'est précisément le signe de leur profonde radicalisation, de leur puissant essor révolutionnaire ! »

On peut dire que, dans ces derniers mois, sauf aux Indes, il n'y a pas eu de conflits importants. N'est-ce pas une preuve que ceux qui nous avertissent de ne pas surestimer l'évolution à gauche des masses ont raison? L'évolution à gauche des masses, disent les droitiers, est surtout une invention de Moscou. L'évolution à gauche des masses est une invention, ainsi parlent les droitiers en Allemagne, en France et en d'autres pays. Ils ont coutume de se fonder particulièrement sur cette circonstance qu'actuellement il n'y a aucune grande grève. Les grèves présentent un caractère plus ou moins sporadique, et ils en tirent la conclusion que notre prognose concernant l'évolution à gauche des masses, l'accroissement progressif et la tension des rapports de classes, ne sont que le fruit de l'imagination moscovite.

Je crois qu'ici, comme dans toutes les autres questions, ils sont atteints de la cécité des couleurs. Ils ne savent pas apprécier exactement le sens et le caractère de n'importe quelle action. Ils jugent d'une grève principalement sur la quantité et non sur la qualité. Ils ne comprennent pas qu'il y ait des grèves qui annoncent des luttes, qui, intrinsèquement sont de médiocres proportions, mais ont une importance politique considérable, car elles sont les annonciatrices de l'avènement de luttes toutes nouvelles. Ceci démontre qu'ils abordent l'appréciation des luttes avec l'idée préconçue qu'il n'y a pas d'évolution à gauche, que la radicalisation est une invention de Moscou, faite dans le seul et unique but de chicaner les droitiers et les conciliateurs.

(LOSOVSKY, p. 12.)

Nous voyons en divers pays une série de luttes encore petites il est vrai, mais d'une importance extraordinaire. C'est tout à fait exact, ce que le camarade Losovsky nous dit pour caractériser ces luttes. Elles ont une grande signification révolutionnaire. Ces luttes provoquent la mobilisation des masses et accumulent des expériences de combat. *Ces luttes sont un signe de la croissante radicalisation et de la croissante combativité des masses.*

(Paul MERKER, p. 34.)

Il nous est donc péremptoirement démontré qu'en mécanique stalinienne l'inertie est le signe précurseur du mouvement, que l'immobilité annonce les immédiates secousses, les imminentes révoltes. Mais nous ne nous serions jamais douté, si nos censeurs ne nous l'affirmaient avec tant d'abondance, que la radicalisation pouvait nous conduire aux abîmes. Nous croyions, avec quelque naïveté, que l'essor *révolutionnaire* ne pouvait aboutir qu'à la *révolution.* Erreur : l'essor *révolutionnaire* des masses peut les jeter dans les bras du capital, peut les mener directement au *fascisme !!* Citons vite, on croirait que je plaisante :

Camarades, nous avons une série de faits qui démontrent que la radicalisation d'une partie des masses ouvrières *s'exerce au profit des national-socialistes allemands et au profit des courants fascistes dans les divers pays.* Il n'est écrit nulle part, aucune loi ne dit *que la radicalisation des masses doit obligatoirement entrer dans la voie de la révolution prolétarienne.* Sans les partis communistes, sans les avant-gardes révolutionnaires, sans l'activité révolutionnaire de l'I. S. R. et de l'I. C., *la radicalisation des masses prolétariennes ne s'engage pas objectivement et forcément dans la voie de la lutte révolutionnaire et de la révolution.* Ce mécontentement, cette radicalisation des masses, peuvent aussi *être utilisés par nos pires ennemis, les fascistes,* par *la contre-révolution* contre la *révolution prolétarienne,* contre le point d'appui de la révolution prolétarienne, l'Union soviétique...

(DIMITROV, p. 137.)

Oui, les masses sont radicalisées, les masses sont bouillantes de mécontentement ; mais ce que nous n'avons pas suffisamment exprimé, c'est le fait que la rationalisation signifie plus que les continuelles offensives contre les salaires, plus que l'organisation scientifique de l'Industrie. *Elle apporte avec elle le passage total de toute la machinerie réformiste aux côtés du capitalisme.*

(HORNER (Angleterre), p. 152.)

Nous devons dire que le processus de la radicalisation des masses en Tchéco-Slovaquie progresse avec rapidité. Une série de grandes luttes économiques sont la preuve évidente de cette profonde accentuation des contrastes de classes, de la volonté croissante des masses ouvrières qui passent de la défense à l'attaque pour leur résistance.

Mais ce serait une faute de taire que, par suite de la puissance du réformisme et de l'émiettement du mouvement syndical, la situation des syndicats rouges est extrêmement difficile. A l'époque de la conjoncture capitaliste, *les réformistes ont réussi à fortifier leurs positions dans une certaine mesure et à éveiller toute une série d'illusions au sujet de la participation des social-fascistes au gouvernement de l'Etat capitaliste.* Il n'y a pas de doute que ces illusions ont été nourries par la précédente politique opportuniste du parti communiste en T. S. et par l'ancienne direction des syndicats rouges, comme ils étaient impuissants à conduire les masses dans les luttes contre la rationalisation capitaliste et d'accomplir le tournant nécessaire dans la tactique sur la base des conclusions du IVe Congrès de l'I. S. R.

(HAJEK, p. 210.)

Nous savons que le citoyen américain, à l'école et dans la vie publique, n'est pas élevé pour faire un travailleur, mais un bourgeois, un homme qui crée du dollar, qui a ainsi la faculté de devenir millionnaire. Aussi *beaucoup d'idées petites-bourgeoises doivent par suite germer dans les cerveaux des travailleurs*, car ils ne sont pas disposés à voir la classe ouvrière au sein de la classe capitaliste, mais intégrée à la société capitaliste pour que tous y deviennent des citoyens bien payés. Dans les rangs de nos camarades, *il y a encore un très grand nombre de ces éléments petits-bourgeois* qui ne voient toutes les questions *qu'avec les lunettes de la bourgeoisie.*

(HECKERT, p. 323.)

Vous avez déjà maintenant aux Etats-Unis des millions de sans-travail. Que vont-ils devenir ? Il ya chez eux un processus de fermentation. Qui le dirigera? Qui donnera une expression au mécontentement des sans-travail? Qui déchaînera ces forces qui s'accumulent dans le mouvement des sans-travail et qui prennent sans aucun doute un caractère révolutionnaire?... Si vous ne savez pas étendre votre influence chez les sans-travail, *ce mécontentement sera exploité démagogiquement par toutes les organisations fascistes possibles.* Ces *sans-travail* iront dans toutes les organisations fascistes possibles pour *y être utilisés ensuite comme un boulevard contre le mouvement de grève que vous conduirez.* Cette question doit retenir la plus grande attention. Il faut veiller à ce que *les sans-travail ne soient pas utilisés contre notre mouvement.*

(LOSOVSKY, p. 341.)

Il faut évidemment ne pas « sous-estimer » l'essor révolutionnaire pour lui assigner d'aussi réjouissantes « perspectives » !

V. — Confiteor

L'autocritique, ou confession publique... des péchés d'autrui, amène nos équilibristes de la ligne à de singulières contradictions. Tel qui vient d'affirmer l'existence et la virulence de la radicalisation, se trouve dans la nécessité d'*autocritiquer* les masses et de mettre à nu leurs déficiences. D'où une suite d'aveux sur l'inexistence du fameux essor révolutionnaire :

Encore quelques mots pour finir. *Dans des pays tels que l'Angleterre, nous devons, aussi pénible que cela soit pour nous, abandonner la pensée que nous revivrons comme jadis une grève à* 100 %. Dans le passé, les réformistes ont amené leurs membres à une grève à 100 %. Ils ne le feront pas dans la période actuelle... *Nous n'aurons plus jamais de grève à* 100 %. Car les réformistes auront toujours une certaine influence pour amener une partie, une petite partie des grévistes à reprendre le travail, pour organiser le bris de grève contre les travailleurs qui chômeront sous notre direction.

(HORNER, p. 154.)

Il s'est avéré que ce sont les social-fascistes qui ont détruit les syndicats libres et divisé le mouvement ouvrier, par des exclusions des syndicats, par la trahison constante des intérêts ouvriers, par leur politique de corruption, ils ont bourré le crâne des travailleurs inorganisés, de sorte que ceux-ci ne peuvent plus être entraînés à devenir membres des libres syndicats. La trahison des social-fascistes constitue en Allemagne un excellent terrain nourricier pour le fascisme. *A cause de cette trahison permanente, de grandes portions du prolétariat désespèrent de la force de la classe ouvrière et passent dans le camp fasciste.* (O Radicalisation!!!)

(ROSENHEIMER, p. 208.)

Les syndicats rouges avant le putsch de Hais comptaient 100.000 membres. Actuellement ils en comptent 70.000, 15.000 ont suivi Hais et 15.000 quittèrent toute organisation. Est-ce que cette diminution du nombre des adhérents des syndicats rouges signifiait aussi un recul de leur importance à l'égard des luttes de classes qui se déroulent actuellement ? *Non, au contraire.*

(HAJEK, p. 211.)

Contre nous se produit maintenant une attaque de tous les renégats, de tous les conciliateurs. Ils demandent : « Où est donc la contre-attaque du prolétariat? Où en est le fameux essor révolutionnaire selon le IVe Congrès de l'I. S. R.? » Ils ne voient pas le déploiement de masses des luttes grévistes. Mais on ne doit pas oublier que l'étape actuelle des luttes grévistes est déjà autre chose, est déjà le commencement d'une nouvelle étape. Nous avons eu jusqu'ici trois étapes dans l'évolution des luttes de classes depuis la défaite d'octobre du prolétariat allemand... Le mouvement actuel ne comprend pas d'aussi larges masses. Les grèves d'aujourd'hui sont petites, mais opiniâtres. Ce sont précisément des grèves politiques. Ici la lutte économique se trouve en liaison beaucoup plus étroite que jadis avec la lutte politique. Le caractère propre des grèves actuelles, c'est d'être, bien ou mal, mais exclusivement conduites et dirigées par le parti communiste et les syndicats révolutionnaires... Nous avons maintenant dans nos rangs, par suite *de l'absence d'un puissant mouvement de masses*, un état d'âme nettement pessimiste chez quelques camarades. Nous devons vaincre définitivement ces tendances pessimistes. Nous devons leur asséner un coup, nous devons démontrer que les luttes actuelles se déroulent qualitativement à un niveau beaucoup plus élevé.

(SMOLIANSKY, pp. 237-238.)

Une autre raison très importante (de notre faiblesse au congrès de Cleveland) se trouva dans la sous-estimation, très répandue dans nos rangs, de la radicalisation des travailleurs.

Il faut vous représenter qu'aux Etats-Unis nous avons traversé une période d'essor économique, de prospérité comme on dit, et que les illusions sur la puissance de l'impérialisme américain sont très fortement répandues, même dans nos rangs. En général, *la ligne du Komintern et de l'I. S. R. sur la radicalisation fut acceptée, mais en pratique cette ligne n'a pas été suivie.* Nous avons très fâcheusement sous-estimé cette radicalisation, et ceci contribua beaucoup à la non-utilisation du congrès de Cleveland.

(FOSTER, p. 290-291.)

Camarades, les social-démocrates racontent depuis dix ans déjà que la dictature du prolétariat, que la Révolution russe signifie pour la classe ouvrière, la famine et la démoralisation à tous les points de vue. Ils disent aux travailleurs qu'il est impossible sous la direction du P.C. russe de construire le socialisme dans l'Union soviétique *et il faut avouer qu'un très grand nombre de travailleurs sont influencés par cette propagande.* On peut dire avec certitude *que des millions de travailleurs sont encore sous cette influence.* Maintenant il faut, particulièrement dans les nouveaux syndicats où nous avons précisément des masses de ces travailleurs inconscients (unaufgeklärt = inéclaircis) déclancher une grande contre-offensive pour faire reculer cette propagande social-démocrate contre l'Union soviétique.

(FOSTER, p. 302.)

Le camarade Foster nous a montré dans son rapport qu'il y eut un temps où dans la seule industrie du vêtement nous avions un effectif d'environ 100.000 travailleurs. Et en même temps, il nous a montré qu'actuellement le *Syndicat révolutionnaire des travailleurs du vêtement ne comptait plus que* 10.000 *membres*, et il déclara que cela était dû aux fautes commises par nos camarades.

(HYMAN (E. U.), p. 315.)

Cependant, en ce qui concerne les différentes étapes qui suivent logiquement ces différents points, en ce qui concerne le soulèvement qui suivra normalement la grève politique de masses, ainsi que la lutte immédiate du prolétariat pour la prise du pouvoir, nous croyons que ces thèses internationales ne peuvent être enfermées dans une formule schématique. Il faut montrer, au contraire, que si les conditions de l'accentuation de la crise économique mondiale sont réalisées, et que les circonstances sont là pour que cette accentuation s'exprime par un développement quantitatif et qualitatif des luttes, malgré cela le développement est irrégulier, car le développement qualitatif et quantitatif des luttes dépend de toute une série de moments et que, par conséquent, la formule des thèses sur cette question *ne doit pas être prise à la lettre, comme si dans tous les pays on devait se mettre en marche pour un soulèvement immédiat.*

(VASSART, p. 112.)

Jusqu'ici notre situation est telle qu'au moins les *deux tiers* des membres du P. C. américain ne se trouvent encore dans la deuxième, et non dans la troisième période. Nous autres, Américains, nous approuvons les décisions qui arrivent de Moscou, mais nous ne les mettons pas en pratique. Nous avons vu comment la classe ouvrière a répondu *à notre appel pour la manifestation du 1er août*. Nous avons entendu le camarade Foster se plaindre que nous n'ayions que 46.000 *membres dans nos syndicats rouges. Mais je voudrais savoir où se trouvaient ces travailleurs le 1er août lorsque nous manifestions contre la guerre.* Si nous *avions* 46.000 travailleurs dans les syndicats rouges, cela constituerait pourtant une base précise.

(SIROKA (E. U.), p. 332.)

VI. — Serait-ce enfin la définition ?

Ces aveux stupéfiants de Siroka, délégué des Etats-Unis d'Amérique, sont une réponse un peu vigoureuse, un démenti assez formel aux affirmations de nos orthodoxes. « Ah ! vous niez la radicalisation et l'essor révolutionnaire !... regardez donc un peu en Amérique, le 1er août et le 6 mars ! » Eh oui, nous avons regardé, ou plutôt nous avons écouté les délégués américains, purissimes et point suspects ceux-là ! Ah ! non, ils n'ont pas la foi ! Ils l'ont si peu que lorsqu'ils veulent préciser ce qu'il y a pour eux sous ces mots magiques, leur « analyse » est si brutale qu'il ne leur reste plus qu'un peu de poussière au fond de l'éprouvette. Retenez bien, pour l'encadrer après l'avoir inscrite en lettres de pourpre, la définition qu'en a trouvée notre Gitton, l'augure actuel de la C.G.T.U. :

Il est indiscutable qu'une telle situation produit au sein de la classe ouvrière *un mécontentement qui grandit sans cesse et que nous avons qualifié de radicalisation et de nouvel essor révolutionnaire des masses.*

(p. 359.)

Lorsque nous mettons en doute l'existence de ce singulier essor révolutionnaire, on se garde bien de nous servir cette définition qui n'a pas encore, que je sache, été publiée en France. Mais on nous dit : « Comment ? parce que vous ne constatez rien dans votre région, vous niez qu'il y ait effervescence ! Regardez donc à l'étranger, regardez donc en Amérique »... et on nous concède qu'en France la radicalisation ne fait que commencer. Soit, mais les aveux précédents nous laissent rêveurs sur l'essor révolutionnaire à l'étranger, et, en ce qui concerne notre pays, de quel nom qualifier cette affirmation du camarade russe Wassiliew, une des lumières de l'I.S.R. ?

Camarades, de *tous les pays d'Europe, c'est la France où le processus de la radicalisation de la classe ouvrière est le plus puissant.* En conséquence, notre C. G. T. U. a les plus grandes possibilités de travail, mais elle porte en même temps la plus grande responsabilité devant le mouvement révolutionnaire international.

(p. 399.)

Après celle-là, c'est l'occasion ou jamais de tirer l'échelle.

Qu'il y aurait à rire, si, en dernière analyse, ce n'était pas le prolétariat qui fût appelé à payer les frais de ces petites hypocrisies et de ces plaisanteries lamentables !

F. BERNARD.

Quand on a besoin d'investigateurs de la vérité, il ne se trouve que des révélateurs.

Proudhon.

LA REPRESSION AU TONKIN

Comment juge la Commission criminelle

NOTES D'UN TÉMOIN

La Commission criminelle est un tribunal d'exception spécial au Tonkin, que le gouvernement réunit pendant les périodes de troubles révolutionnaires.

Elle est formée de quatre juges : deux administrateurs des services civils, dont l'un remplit les fonctions de président, un officier et un magistrat de carrière. Un greffier leur est adjoint.

C'est un tribunal exclusivement français, qui n'a pas de siège fixe, se transportant partout où des troubles se sont produits.

Les juges instruisent eux-mêmes les affaires sur lesquelles ils ont à rendre leur arrêt, ce qui est contraire à l'esprit de notre droit public. L'instruction y est secrète. Ses jugements ne sont susceptibles d'appel que devant le Conseil du Protectorat du Tonkin (organe administratif), sauf quand la sentence est la peine de mort, dans lequel cas le condamné peut adresser un recours en grâce auprès du président de la République.

En résumé, la Commission criminelle est une sorte de cour martiale civile et qui, comme toutes les cours martiales, juge avec la plus grande sévérité. Elle acquitte rarement et condamne à mort fort souvent.

La semaine dernière, elle a tenu ses assises à Hanoï. Elle avait à juger 154 Annamites, les uns pour affiliation au Parti révolutionnaire nationaliste annamite, le *Viet Nam Quoc Dan Dang*, les autres pour affiliation au Parti communiste annamite, le *Cong Sen*.

Les premiers étaient de beaucoup les plus nombreux.

Ces 154 Annamites ont tous été condamnés : 12 à mort, 114 à la déportation perpétuelle, 11 aux travaux forcés à perpétuité et les autres aux travaux forcés, à la réclusion et à la prison à temps. Donc pas un acquittement.

J'ai suivi plusieurs séances de ce procès, et voici comment les interrogatoires s'y passent.

Le président à l'interprète, car le président, bien qu'il soit un administrateur des services civils, ne parle pas la langue annamite : « Appelez-moi Nguyen-Van-Nem. »

Détaché par un gendarme de l'un de ses co-détenus avec qui il était menotté, poignet contre poignet, Nguyen-Van-Nem, pieds nus, tête nue, le crâne tondu ras, vêtu du large costume blanc des prisonniers, matriculé en noir sur le devant de la poitrine, vient se présenter à la barre. Le plus souvent, c'est un paysan de vingt à trente ans, dont le visage asiatique ne laisse rien percer des sentiments qui l'animent.

L'interprète : « C'est bien vous, Nguyen-Van-Nem. »

L'accusé répond oui, ou fait un signe approbatif de la tête.

Le président : « Vous avez été dénoncé par un tel, un tel, un tel comme ayant assisté à telle réunion secrète du Viet Nam, le reconnaissez-vous ? »

L'accusé, neuf fois sur dix, nie le fait.

Le président : « Vous niez aujourd'hui, pourtant vous avez avoué à l'instruction. »

L'accusé : « J'ai avoué parce qu'on m'a torturé pour m'arracher ces aveux. »

Le président : « C'est la première fois que vous parlez de ces tortures. Si vous avez été torturé, pourquoi n'avez-vous pas fait constater par un médecin les traces des tortures qui vous ont été faites ? C'est une excuse que maintenant vous donnez tous. Vous vous êtes tous entendus en prison pour faire cette même déclaration... Au suivant ».

L'interrogatoire a duré trois minutes.

Ah ! en voici un qui est un tirailleur.

Le président : « Vous avez été dénoncé comme ayant pris part à la mutinerie de Yen-Bay. Le soir de l'attaque, on vous a vu portant des bombes et des coupe-coupe. »

Le tirailleur : « Non, ce soir-là, j'étais chez moi, auprès de ma femme. Les tirailleurs matricule n° tant, n° tant, n° tant (il en a indiqué trois) peuvent en témoigner ». Il invoque aussi le témoignage d'un sergent français. « Le lendemain matin de la révolte, j'ai fait partie des troupes qui ont repoussé les mutins ».

Pas un des avocats qui sont là pour défendre les accusés (ils sont trois ou quatre jeunes avocats assis au banc de la défense, continuellement en train de feuilleter des dossiers), ne s'est levé pour demander qu'on entende les témoins cités par le tirailleur.

Naturellement celui-ci a été condamné comme les autres.

Beaucoup arguent de leur analphabétisme pour nier leur participation au complot.

« Je ne sais ni *a*, ni *b*, dira celui-là, comment aurais-je pu comprendre les idées révolutionnaires ? »

« Je suis un vieillard, dira un autre. Toute ma vie, je n'ai fait que travailler la terre. Ce n'est pas à mon âge que j'aurais été me mêler à un complot contre le gouvernement. D'ailleurs, je n'entends rien à ces choses-là. »

Plusieurs prétendent que s'ils ont suivi les révolutionnaires, c'est parce que ceux-ci les y ont obligés. D'autres se disent victimes de dénonciations calomnieuses de gens qui leur en voulaient ou encore de la vengeance de leur mandarin.

On les laisse s'expliquer deux minutes, puis : au suivant.

Tous seront condamnés.

Quelle comédie que cette séance publique, alors que l'arrêt est déjà rendu dans l'esprit du juge, qui a son opinion faite sur la culpabilité de l'accusé qu'il interroge, puisqu'il a déjà entendu celui-ci à l'instruction.

Quelques-uns font des réponses plus fières.

« Oui, je suis membre du Viet Nam, déclarera Dao Van Linh, les buts qu'il poursuit, à savoir l'indépendance du pays et le bonheur du peuple annamite, me plaisent, mais je n'ai pas encore travaillé pour mon Parti ».

« Je suis révolutionnaire, parce que j'aime mon pays, dira Nguyen Trang Beng. Tout vrai Annamite doit désirer l'indépendance de son pays ».

« Les bombes que j'ai jetées, répondra Nguyen ben Tam, un jeune homme de 20 ans, à qui l'engin qu'il a lancé a fait perdre une main, furent moins meurtrières que celles que vous avez jetées, Messieurs les Français, sur le village de Co Am. »

« J'ai jeté des bombes, dira Nguyen Van Liên, qui lui aussi n'a guère plus de 20 ans, non pour tuer, mais pour réveiller le peuple annamite. »

Le président a trouvé que les réponses de ces deux jeunes révolutionnaires étaient arrogantes, et il a fait reconduire Bang et Liên immédiatement dans leurs cellules.

Tous deux font partie des douze condamnés à mort. Pourtant leurs bombes n'ont égratigné que quelques murs et cassé quelques tuiles. Elles n'ont point tué comme les bombes de nos avions à Co Am, vingt innocents, dont des femmes et des enfants.

Crâne fut aussi l'attitude du jeune Ky Can, qui lui également a été condamné à mort.

« Il n'est pas exact, déclare-t-il, que c'était moi le chef de la section des sicaires. Je ne vous dis pas cela pour sauver ma tête, non, celle-ci, je vous la donne, mais seulement parce que c'est la vérité. D'ailleurs je prends sur moi la responsabilité de tous les assassinats qui ont été commis. Ceux que nous avons tués le méritaient, parce qu'en manquant à leur serment, ils avaient trahi leur parti. Quand ils ont fait ce serment, ils ont signé, eux-mêmes, leur condamnation à mort. Nous avons pillé une automobile de transport, c'est vrai, mais non pas pour nous remplir les poches individuellement. L'argent que nous avons pris, c'était pour notre parti. Nous ne sommes pas des voleurs. »

Le président : « Au suivant ».

Les suivants sont maintenant des communistes. Quel fut leur crime à la plupart ? Ils ont distribué des tracts dans les rues ou y ont planté des drapeaux rouges. Pris avec des tracts dans la main ou en train de grimper à un arbre ou sur un pylône d'électricité un drapeau rouge sous le bras, ils ne peuvent nier. Mais ce que beaucoup nient, c'est d'être affiliés au Parti communiste.

Dinh-Nhu dit : « J'ai distribué des tracts communistes, c'est vrai, mais je n'appartiens pas au Parti communiste. Je ne suis encore qu'un sympathisant, et la France, qui est un pays de liberté, peut-elle défendre à un homme d'avoir des sympathies pour le communisme. »

Nguyen-Van-Lam déclare que lorsqu'il était à l'école franco-annamite, on lui a appris à aimer les mots de liberté, d'égalité et de fraternité. Il a voulu fêter le 7 novembre, anniversaire de la Révolution russe, comme les Français fêtent le 14 juillet, deux dates qui marquent un pas de l'humanité vers le progrès. »

Pham-Duang reconnaît lui aussi « qu'il a distribué des tracts et accroché des drapeaux, bien qu'il ne soit pas membre du Parti communiste, mais, étant un prolétaire, dit-il, il a voulu fêter le 7 novembre, qui est un jour de victoire pour le prolétariat de tous les pays, puisque ce jour-là, en Russie, les prolétaires ont réussi à prendre le pouvoir. »

Nguyen Van Co, un ancien élève de l'école communiste de Wan-Poa en Chine, crie : « Debout, frères communistes ! A bas l'impérialisme français ! Vive le Parti communiste ! »

Enfin Tran-Van-Tan, l'avant-dernier accusé interrogé répond : « Je suis révolutionnaire, parce que je veux le bien de l'humanité. Si vous voulez me condamner, condamnez-moi, mais à quoi bon me faire subir cet interrogatoire inutile ? »

En effet, à quoi bon cette parodie de justice ? C'est M. Varenne, paraît-il, qui a ordonné cet interrogatoire récapitulatif. Il eût mieux fait de supprimer la Commission criminelle qui est une justice abominable.

Enfin nous voici à la 64e condamnation à mort, dont 17 ont déjà été exécutées, et il y en aura encore d'autres.

64 condamnations à mort pour six Français qui furent tués à Yen-Bay, ça fait plus de dix pour un cela.

La Fédération socialiste du Tonkin ne va plus pouvoir maintenant reprocher au gouvernement son excès de mansuétude.

Jacques STERNEL.

Hanoï, le 10 *août* 1930.

Un réquisitoire de l'Union-Etat des Cheminots (1)

Pour sauver de la faillite la Fédération des Cheminots et la C.G.T.U.

PREAMBULE

Depuis le Congrès confédéral de l'année dernière, une crise extrêmement grave sévit au sein de nos organisations unitaires.

Coupables d'être restés des syndicalistes révolutionnaires et de nous être opposés à la reconnaissance du rôle dirigeant du P. C., nous avons été l'objet des attaques les plus violentes et des calomnies les plus insensées de la part de nos dirigeants fédéraux et confédéraux.

La question de notre exclusion fut même posée, en ces termes, par le camarade Wassiliew, au Plénum de l'I. S. R. :

« *Le Parti doit prendre l'initiative, afin que, dans les diverses assemblées ouvrières et de syndicats unitaires, la question soit posée de chasser ces messieurs de droite hors des rangs de la C. G. T. U.* »

L'unité au sein de notre C. G. T. U. est donc mise en péril.

De plus, ainsi que chaque militant de base a pu s'en rendre compte, un trouble profond existe au sein de tous nos syndicats.

Les adhésions deviennent rares. Des camarades quittent l'organisation unitaire.

Ceux qui y restent s'entre-déchirent...

Une telle situation peut devenir catastrophique si, *de la base*, ne monte pas un ordre formel de cesser cette politique de division et de scission.

Voilà pourquoi nous avons estimé qu'il était de notre devoir d'alerter tous les cheminots et de leur dire franchement *pourquoi nous les invitons à voter contre le rapport d'activité de la Fédération*, publié dans la *Tribune* du 1er septembre.

Observations générales sur le rapport fédéral

Le rapport qui est présenté aux syndicats est d'une longueur démesurée.

Ce déluge de copie n'a d'autre but que de masquer le manque d'activité presque total du Bureau fédéral sur le terrain des revendications immédiates, et de noyer la discussion qui devrait s'ouvrir, dans chaque syndicat, sur les véritables causes du conflit intérieur de notre C. G. T. U., à savoir : la reconnaissance du rôle dirigeant du P. C.

Nous nous efforcerons donc, dans ce contre-rapport, d'être aussi courts que possible et de placer la discussion sur son véritable terrain.

La situation politique et l'économie mondiale

Sept colonnes de la *Tribune* sont réservées à ce chapitre...

Nos dirigeants fédéraux ont fait là de la haute stratégie politique et économique mondiale...

Ils nous parlent : de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Amérique, du Congo, de l'Afrique Equatoriale, de Madagascar, de la Chine, etc..., sans oublier les affaires Koutiépoff, Bessedowsky et autres...

Ce sont de véritables savants et nous aurions mauvaise grâce à vouloir les suivre sur ce terrain si élevé et aussi si peu en rapport avec l'activité de notre Fédération.

Nous nous contenterons seulement de faire répondre, à notre place, les dirigeants de la 20e Union régionale (Région parisienne), lesquels ne seront certainement pas taxés de minoritaires.

Voici, en effet, ce qu'ils publient dans le rapport qu'ils viennent de soumettre à leur Comité général :

> Il faut abandonner résolument nos mauvaises méthodes d'aborder les ouvriers.
>
> Moins de déclarations politiques générales sur la crise économique dont on ignore les répercussions, industrie par industrie, et encore plus, usine par usine, que l'on traite comme des économistes plus ou moins compétents.
>
> L'étudier plus sérieusement dans ses manifestations dans chaque branche industrielle.
>
> Se mettre à la place des ouvriers pour la juger et s'attacher à en connaître toutes les répercussions sur leurs conditions de vie et de travail.
>
> Parler leur langage et non notre charabia habituel.

Il est bien regrettable que nos secrétaires fédéraux ne se soient pas inspirés de ces sages conseils pour l'établissement de leur rapport.

Ils auraient été certainement mieux compris de la grosse masse des cheminots et notre Fédération y eût gagné.

Ceci dit, qu'il nous soit permis de signaler qu'à travers l'examen de la situation économique, on n'a pas oublié le petit refrain contre les minoritaires.

Certes, nous ne sommes pas soupçonnés d'avoir contribué à l'enlèvement du général Koutiépoff, mais nous sommes accusés de vouloir réaliser l'unité avec les chefs confédérés, de nier la radicalisation des masses, ainsi que le nouvel essor révolutionnaire, et enfin d'être opposés au rôle dirigeant du P. C.

Nous reviendrons sur ces attaques dans chaque chapitre correspondant et démontrerons que ce n'est pas nous qui sommes dans la mauvaise voie.

De même, dans un rapport spécial qui paraîtra dans le prochain *Cheminot*, nous prouverons l'erreur fondamentale commise par le Bureau fédéral affirmant que l'heure de la prise du pouvoir était arrivée et, par conséquent, de cette période soi-disant révo-

(1) Nous reproduisons, d'après le *Cheminot de l'Etat* de septembre, le rapport établi par l'Union-Etat, en vue du Congrès Fédéral Unitaire des Cheminots qui va se tenir les 12-13 et 14 novembre, à Paris.

lutionnaire à l'affirmation de la radicalisation des masses, la politisation des grèves, la proclamation du rôle dirigeant du parti et la lutte à mort, en les qualifiant de contre-révolutionnaires, contre tous ceux qui ne voyaient pas cette prise du pouvoir imminente et n'acceptaient pas le rôle dirigeant d'un parti politique.

L'administration intérieure

Le Bureau fédéral signale qu'il y eut, au cours de l'année, une certaine perturbation dans le travail administratif et il donne, comme excuse, l'incarcération de notre camarade Midol et l'éloignement, pendant une partie de l'année, de Crapier.

Nous ne pouvons être d'accord sur ce point.

Il y a quelques années, nous n'avions que *trois permanents* à la Fédération et *quatre employés*.

Depuis, *le nombre des permanents* est passé successivement à *quatre, cinq, six et sept*, et celui des *employés à cinq*. Là encore nous ne comptons pas certains secrétaires d'Unions qui sont payés par la Fédération et qui n'existaient pas précédemment.

Nous estimons donc qu'avec un nombre de permanents aussi élevé, le travail administratif, pas plus que le travail de propagande, n'auraient dû en souffrir, s'il y avait eu une bonne répartition des tâches de chacun.

Les effectifs des syndicats

Le rapport fédéral représente, sur ce chapitre, un véritable pot-pourri...

On commence par dire que nos effectifs se stabilisent depuis 1926. Ensuite, on déclare que la prise des timbres, pour les sept premiers mois de l'année, est un peu inférieure à celle de l'année dernière, mais on donne, comme excuse, le contrôle rigoureux et les refus opposés aux syndicats commandant des timbres à crédit.

Puis, on signale que nous avons fait beaucoup moins d'adhésions que les années passées.

Enfin, on avoue tout de même, par la suite, que quelques syndiqués ont abandonné l'organisation unitaire parce que n'ayant pas une âme de lutteur trempée dans le feu de l'action directe, etc., etc...

Par ses explications embrouillées, le Bureau fédéral espère sans doute masquer à la masse des syndiqués unitaires la grave crise d'effectifs que traverse notre Fédération, ainsi que ses causes réelles.

Il nous appartient donc de faire connaître, par des chiffres précis, la situation exacte de notre organisation :

ETAT COMPARÉ DES TIMBRES DÉLIVRÉS EN 1929 ET EN 1930

Réseaux :	(Huit premiers mois) 1929	1930	en moins	Pourcentage en moins
Ceinture ...	7.981	6.314	1.667	20,88 %
Midi	33.577	27.833	5.744	16,81 %
Est	36.071	30.896	5.175	14,35 %
Algérie	35.285	31.431	3.854	10,92 %
P.-L.-M. ...	160.170	143.316	16.854	10,52 %
Nord	103.244	93.784	9.460	9,16 %
Etat	158.670	144.213	14.457	9,11 %
P.-O.	56.388	51.913	4.475	7,94 %
Alsace	110.000	105.000	5.000	4,55 %
TOTAUX ..	701.386	634.700	66.686	

Ainsi qu'on peut le constater par le tableau ci-dessus, nous avons déjà perdu une moyenne de 10 % de nos effectifs depuis le 1er janvier. La crise n'est pas particulière à un réseau, puisque tous sont en régression; mais ce qu'il nous plaît de faire remarquer, c'est que les deux réseaux qui ont une direction minoritaire, c'est-à-dire l'Etat et le P.-O., le sont beaucoup moins que les réseaux majoritaires.

C'est déjà une preuve que la tactique employée par les partisans du rôle dirigeant du P. C. est mauvaise et qu'elle vide les syndicats.

Ajoutons tout de suite que cette situation n'est pas particulière à la Fédération et qu'elle atteint toutes les corporations de notre C. G. T. U.

C'est ainsi que, dans son rapport, la 20e Union Régionale avoue un en-moins de 70.000 timbres pour les six premiers mois de l'année, soit un déchet d'au moins 17.500 syndiqués.

Mais à quelles causes attribuer ce fléchissement général dans toutes les organisations? Notre Bureau fédéral se contente de dire que certains camarades, habitués à considérer le mouvement syndical sous l'angle de la Délégation du Personnel, ont été impressionnés par le vigoureux redressement révolutionnaire, opéré depuis quelques mois, se sont repliés sur eux-mêmes et ont abandonné l'organisation.

Cet argument pourrait encore se discuter s'il n'y avait que la Fédération unitaire des Cheminots à souffrir de la crise d'effectifs; mais, ainsi que nous venons de le prouver, toutes les corporations sont logées à la même enseigne, et nous ne pensons pas qu'aux Métaux, au Bâtiment ou ailleurs, les syndiqués avaient l'habitude de compter sur les délégations du personnel, puisque cette institution est inconnue d'eux.

Il faut donc rechercher ailleurs une explication à cette lamentable situation.

Le Bureau fédéral déclare qu'il a constaté, depuis 1926, une stabilisation dans nos effectifs.

Nous nous inscrivons en faux contre cette allégation.

La prise des timbres, pour l'année 1927, était de 889.203; en 1928, elle est montée à 953.313 et, en 1929, à 958.293.

Ce n'est donc que dans le dernier semestre de l'année 1929 que les défections ont commencé à se produire et, pour mieux préciser, *depuis le Congrès confédéral de septembre* 1929, qui a, en violation des statuts confédéraux, reconnu le rôle dirigeant du P. C. et a donné l'élan à la lutte fratricide engagée par nos dirigeants communistes contre les syndicalistes révolutionnaires, appelés, pour les besoins de la cause : minoritaires, réformistes, opportunistes, paniquards, traîtres, etc.

Il en est résulté un désarroi profond dans tous les syndicats de la C. G. T. U. et, en conséquence, une perte d'effectifs qui va en s'accentuant et risque de tourner au désastre si la base n'y met pas bon ordre.

Si nous arrêtions là les critiques que nous nous sommes proposés d'apporter au rapport de la Fédération, nous estimons que ce serait suffisant pour que la grosse masse des cheminots vote contre ce rapport et exige de nos dirigeants fédéraux la cessation immédiate des luttes fratricides et le respect de la charte de notre C. G. T. U.

Ceci d'autant plus que nos permanents annoncent leur intention de continuer impitoyablement leurs attaques contre tous les partisans de l'indépendance du syndicalisme.

RAPPORT AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ET ACTION SUR LES REVENDICATIONS CORPORATIVES

Les lecteurs de la *Tribune*, à quelque tendance qu'ils appartiennent, ont dû être désagréablement surpris de voir que cette partie du Rapport fédéral était, pour ainsi dire, muette en ce qui concerne les

revendications de notre Fédération et l'action menée par le Bureau fédéral.

En effet, après avoir épilogué longuement sur la rupture avec les pouvoirs publics et les Compagnies, et indiqué que notre Fédération ne s'en portait pas plus mal, on a daigné mettre quelques lignes seulement sur la question des salaires et quelques mots sur les autres revendications générales.

Quant à son action, le Bureau fédéral s'appuie surtout sur les mots d'ordre politiques du 1er août 1929 et du 1er mai 1930. Il paraît que ces mots d'ordre ont été très efficaces pour l'aboutissement de nos revendications...

Cependant, nos permanents se sont aperçus, à la lecture de leur prose, qu'ils s'étaient quelque peu payé la tête des cochons de payants en traitant pardessous la jambe la question si importante des revendications.

Aussi, dans la *Tribune* du 15 septembre, ont-ils inséré un rapport spécial, intitulé : « Rapport sur les revendications immédiates ».

Les principales questions y sont traitées, et l'on annonce même qu'on présentera à l'approbation du Congrès l'ensemble des petites revendications d'ordre technique. Ces revendications sont, dit le rapport, d'une importance considérable pour notre Fédération.

Nous accusons tout de suite les dirigeants de notre Fédération de mentir à la masse des cheminots, et ceci dans le seul but d'obtenir une majorité au Congrès.

Il eût été plus honnête de leur part d'imiter leurs amis de la 20e U. R. lorsqu'ils déclarent, sans ambage, que, par l'abandon des petites revendications, ils se sont coupés des masses.

C'est cependant la même politique qu'ont pratiquée, surtout depuis le dernier Congrès fédéral, nos permanents fédéraux.

Pour eux, la seule action utile et profitable consistait à manger du minoritaire et à faire de la haute stratégie politique.

La meilleure preuve, c'est que, depuis l'année dernière, le Bureau fédéral n'a, pour ainsi dire, pas fait fonctionner les Conseils techniques fédéraux.

Nous leur avions, du reste, adressé le même reproche à la tribune du dernier Congrès; mais ils n'en ont pas tenu compte et, comme les années précédentes, ils ont attendu la veille du Congrès pour paraître s'intéresser aux revendications de service.

Nous accusons, en outre, le Bureau fédéral de n'avor fait aucune agitation sérieuse en faveur des revendications d'ordre général et d'avoir constamment modifié la plate-forme sur les salaires.

Nos camarades se souviennent qu'à une époque, le dada du Bureau fédéral et de Jacquet, en particulier, était *le salaire or*.

Puis ils ont adopté le principe de l'*échelle mobile*.

Ensuite, l'échelle à 10.800, en prenant comme base de calcul les 1.800 reconnus par les commissions Hébrard de Villeneuve et Tissier, multipliés par le coefficient économique.

Au Conseil fédéral de décembre dernier, le Bureau fédéral modifia à nouveau son point de vue et, dans le rapport qui nous fut présenté, il était dit qu'il fallait abandonner les 10.800, parce que ce chiffre était apparu comme astronomique aux camarades... On ne demandait plus qu'une augmentation de 150 francs par mois ou 1.800 francs par an, ce qui faisait une échelle de base de 9.400 au lieu de 10.800. Et, cependant, depuis notre revendication des 10.800, le coût de la vie avait augmenté de près de 20 %.

Devant la réaction du Conseil fédéral, la C. E. fut chargée d'examiner à nouveau le problème et, là, la minorité obtint que, conformément au coefficient économique, notre plate-forme des salaires fût portée à 12.000.

Cependant le Bureau fédéral et la majorité de la C. E. exigèrent que soit maintenue la question des 1.800 francs d'augmentation immédiate.

Nous déclarons donc que les responsables de notre Fédération ont trop souvent varié sur cette question des salaires, et qu'ils ont ainsi dérouté la grosse majorité des militants de base et aussi des syndiqués.

Quant à l'action du Bureau fédéral pour les salaires, nous n'hésitons pas à dire qu'elle fut pour ainsi dire nulle.

Tout d'abord, nous devons signaler qu'au Conseil fédéral de décembre où devait être envisagée la campagne des salaires, le Bureau fédéral nous sortit une formidable affiche tirée déjà à 10.000 exemplaires, mais complètement muette sur l'augmentation demandée par la Fédération unitaire.

Ces affiches ont été sans aucun effet sur les cheminots et ont tout simplement contribué à grever la caisse fédérale.

Depuis, aucun tract, aucune nouvelle affiche, et pour ainsi dire pas de réunions de propagande.

Il est vrai qu'en ce qui concerne les réunions, nos secrétaires fédéraux ont jugé qu'il ne fallait plus faire de tournée omnibus, c'est-à-dire une longue série de réunions sur l'ensemble des réseaux.

Ce n'était guère la peine vraiment de faire décider au Congrès de 1927 que les ristournes des grosses Unions seraient diminuées afin de centraliser la propagande au Bureau fédéral.

Le Bureau fédéral est donc mal venu d'écrire, dans son deuxième rapport (*Tribune* du 15 septembre), que l'erreur commise par un grand nombre de camarades consiste dans l'abandon de l'agitation à chaque fois que les Compagnies accordent quelque chose.

C'est lui, au contraire, qui n'a pas su conserver une plate-forme juste et qui n'a pas montré toute l'activité nécessaire pour la bataille des salaires.

Mais pourquoi ont-ils agi ainsi?

Dans l'*Humanité* du 15 mars, nous n'avons pas été peu surpris de lire, dans le compte rendu des débats du Comité confédéral, qu'un de nos secrétaires fédéraux — Thomas — avait déclaré que « *le capitalisme essayait de constituer, parmi les travailleurs, une sorte « d'aristocratie ouvrière », par l'octroi aux cheminots de salaires supérieurs à ceux des ouvriers de l'industrie privée* ».

Est-ce donc pour que les cheminots ne puissent obtenir des salaires supérieurs à ceux des ouvriers de l'industrie privée et, partant, pour ne pas tomber dans le piège des Compagnies qui voudraient faire de nous une sorte d'aristocratie ouvrière, que le Bureau fédéral n'a pas fait preuve d'activité et a baptisé d'astronomique le chiffre de 10.800, que nous réclamions?

Nous sommes en droit de le supposer.

Dans tous les cas, nous déclarons qu'en raison de leur attitude sur le terrain des revendications et, en particulier, des salaires, ils ne méritent pas qu'on vote leur rapport d'activité.

LE ROLE DE LA DELEGATION DU PERSONNEL

Nos dirigeants fédéraux situent le fonctionnement de la délégation du personnel depuis 1920.

Ils oublient, tout simplement, que, sur le réseau Etat, cette délégation existait depuis fort longtemps et que, de tout temps, les militants actuels de notre Union ont milité en faveur de sa transformation en délégation syndicale.

Ils oublient également de signaler qu'à la suite de l'échec de la grève de 1920 et ensuite de la scission, tous les militants révolutionnaires, y compris Semard et Monmousseau, ont estimé que ce serait une catastrophe irréparable pour notre Fédération si celle-ci laissait la délégation du personnel aux mains des organisations réformistes ou jaunes.

Nous devons même ajouter que notre Fédération fut blâmée par l'I. S. R., en 1925, pour ne pas avoir participé aux élections des délégués au Conseil supérieur et que c'est sur l'intervention de l'Internationale que nous participâmes à celles de 1928.

Enfin, ils se gardent bien de dire que la préoccupation de tous les militants unitaires a été de donner à la délégation le caractère d'une délégation syndicale en instituant un contrôle rigoureux à tous les degrés de cette délégation. Un rapport dans ce sens fut même présenté par Balluais, de l'Union-Etat, et Crapier, secrétaire fédéral, au Congrès de 1928 et adopté à l'unanimité.

Bien entendu, nous n'avons pas pour cela cessé de démontrer à la masse des cheminots que c'était seulement la force syndicale et l'activité qu'eux-mêmes sauraient déployer à la base qui pourraient permettre l'obtention de leurs revendications, si petites soient-elles.

C'est ainsi que tout en faisant assurer par nos délégués un travail positif et sérieux, sans jamais les laisser agir en dehors de l'appareil syndical, nous avons entretenu parallèlement, sur notre réseau, une mentalité de lutte de classe qui a su s'affirmer en maintes circonstances.

Du reste, les secrétaires fédéraux et certains militants responsables des autres Unions ont déclaré, à maintes reprises, qu'ils devaient constater qu'il existait sur notre réseau un esprit plus syndicaliste et plus combatif qu'ailleurs.

Ce travail méthodique, cet esprit combatif ont donc fait qu'à l'Etat, la délégation a su s'imposer aux dirigeants du réseau.

Or, dans le rapport fédéral, au lieu de demander aux autres réseaux de s'inspirer de notre exemple afin d'imposer l'organisation unitaire à leur direction, on nous accuse de compromission avec la nôtre, on reproche à nos délégués d'en être encore aux petites promenades paritaires pour les enquêtes de revision des indemnités de résidence.

Pour eux, il vaudrait mieux que ce soit le réseau seul, sans contrôle, qui procède aux enquêtes et modifie les indemnités, selon son bon plaisir... Et ils prétendent vouloir défendre les intérêts du personnel sur tous les terrains. Allons donc...

Enfin — suprême argument — on met en exergue le fait qu'au Nord, à la Ceinture et au P.-L.-M., les délégués se sont fait mettre à la porte alors qu'à l'Etat on élargit les attributions et on en conclut que c'est parce que la tactique de l'Union-Etat ne gêne en rien la direction du réseau.

Ceci fait suite à l'ignoble calomnie de Midol — pour ne pas dire plus — lorsqu'il dit, dans la *Tribune* du 1er juillet, que les délégués sont les auxiliaires précieux du patronat, sous le couvert d'un mandat ouvrier et que tandis que les délégués du réseau Nord sont frappés pour leur action, ceux du réseau Etat bénéficient de telles facilités d'absence que certains pratiquement ne travaillent plus au réseau, etc.

Nous n'insistons pas davantage sur ces calomnies indignes de véritables militants et déclarons nettement qu'*il n'y a que les faibles qui se laissent mettre à la porte sans réagir.*

Si pareil fait s'était produit sur notre réseau, il n'y a aucun doute que, malgré la division actuelle dont nous souffrons, la masse des cheminots aurait su, par de vigoureuses manifestations, imposer le respect de ses délégués. Tandis qu'au Nord et ailleurs, on s'est contenté de lancer un tract de protestation. Comme action lutte de classe, c'est vraiment un peu trop platonique.

Signalons en passant que notre camarade Portal, secrétaire de l'Union P.-O., coupable lui aussi de ne pas vouloir accepter le rôle dirigeant du parti, est également l'objet de toutes les attaques. Dernièrement encore, on lui reprochait d'avoir préféré assister à une conférence des délégués au directeur plutôt qu'à une réunion de la C. E. fédérale. Et, pourtant, il en avait avisé la Fédération et demandé ses instructions.

Mais, au fait, où veut en venir notre Fédération sur cette question de la délégation ?

Nos secrétaires fédéraux la qualifient de chancre rongeur de l'organisation ; Midol déclare que les délégués ne peuvent se soustraire à leur rôle essentiel qui est d'être les auxiliaires précieux du patronat, et, malgré tout, on dit qu'il faut combattre avec énergie le courant qui consiste à demander la démission immédiate des délégués.

Cette rupture, précise-t-on dans le rapport, ne doit pas se faire mécaniquement, mais seulement lorsque nous en aurons fait comprendre l'importance et la nécessité à la masse des cheminots. En attendant, on accuse les délégués d'être les auxiliaires des directeurs. C'est, paraît-il, le moyen de faire comprendre à la masse l'inutilité de la délégation.

La position de notre Bureau fédéral est tout à fait insensée et risque de nous entraîner à de cuisantes défaites dans les consultations futures.

Dans leur soif d'atteindre les militants de l'Etat et du P.O. à travers la délégation, ils ne se sont pas rendu compte qu'ils se font passer, aux yeux de la masse, pour des gens peu sérieux et que toutes leurs attaques ne sont que des coups de poignard donnés dans le dos de l'organisation.

Pour nous, soi-disant minoritaires, réformistes, etc., nous considérons que la délégation du personnel n'est pas un but, mais un moyen de nous imposer à nos patrons qui ferment leurs portes à l'organisation unitaire et de défendre, malgré tout, nos revendications les plus immédiates ; enfin, d'attirer à nous la grosse masse des cheminots qui n'est pas encore prête au grand soir, et que nous ne devons pas rejeter dans les bras des organisations réformistes.

Nous déclarons donc nettement que nous sommes pour le maintien de la délégation, tant que nous n'aurons pas la force d'imposer nos volontés aux barons du rail.

Seulement, nous demandons aux auteurs du rapport — lesquels appartiennent aux autres réseaux — de faire un peu moins de déclarations démagogiques et un peu plus de travail pratique.

Nous leur demandons aussi, et surtout lorsque sur leur réseau un grand chef se sera permis d'éconduire les délégués, de ne pas se contenter de hurler, par tracts ou articles de journaux, que les directeurs des Compagnies violent leur propre légalité et que c'est là la preuve de l'inutilité de la délégation, car ceci constitue un acte digne des plus authentiques réformistes.

Ils doivent, au contraire, œuvrer pour que la masse fasse respecter ses délégués ou plutôt les délégués syndicaux, puisque choisis et contrôlés par l'organisation.

Alors, seulement, ils auront agi en véritables révolutionnaires.

COMMENT LA FEDERATION A ORGANISE LA LUTTE DIRECTE

1er août 1929

L'Internationale Communiste ayant décidé que le 1er août de chaque année les ouvriers de tous les pays devaient manifester contre les dangers de guerre, nous vîmes, à notre Congrès fédéral de 1929, et sans que la question fût portée à l'ordre du jour, notre camarade Semard, secrétaire général du P. C., inviter les cheminots à l'action. Son discours ne fut suivi d'aucune discussion et, le lendemain, l'*Humanité* annonçait que les cheminots étaient prêts à faire la grève.

Cependant, la C. E. fédérale, réunie le 27 juin en vue de déterminer les moyens d'action qui devaient être appliqués le 1er août, décida de reporter sa décision au 10 juillet, date à laquelle elle pourrait connaître le résultat de la consultation de tous les syndicats.

Réunie à nouveau le 9 juillet, la C. E. se trouva en présence seulement d'une quinzaine de réponses de syndicats sur plus de 500 que compte notre Fédération, et encore ces quinze réponses étaient-elles presque toutes défavorables à toute décision d'action.

Dans de telles circonstances, quelle devait être l'attitude des responsables de notre organisation?

Nous estimons que la plus extrême prudence devait présider à leur décision et qu'ils ne devaient pas demander aux cheminots plus qu'ils ne pouvaient faire.

Mieux vaut, selon nous, une manifestation groupant un grand nombre de camarades, qu'une décision brutale d'action qui ne serait appliquée que par quelques individualités.

Si l'on avait voulu vraiment organiser une grandiose démonstration de la classe ouvrière contre les dangers de guerre, c'est ainsi qu'on aurait dû procéder.

Mais, malgré l'hostilité manifeste de la presque totalité des adhérents de notre Fédération, la C. E. décida la grève d'un quart d'heure pour les ouvriers des ateliers, P. E. et dépôts, et l'application des règlements pour tous les services actifs.

Le résultat d'une telle politique fut que, d'une façon presque générale, la masse des cheminots ne fit absolument rien.

Dans les rares endroits où l'ordre de grève fut suivi, comme à Paris-Nord, il s'ensuivit des sanctions pour tous les ouvriers. Ces sanctions allèrent jusqu'au congédiement pour les agents non commissionnés.

Ceci n'a pas empêché Jacquet — au nom du Bureau fédéral — d'écrire dans la *Tribune* du 15 août que « *jamais encore, même pour des buts corporatifs, ils avaient autant secoué profondément la masse des travailleurs et que les résultats avaient dépassé leurs espérances.* »

Tourner ainsi un échec en triomphe, c'est vouloir masquer ses responsabilités et empêcher la masse des syndiqués unitaires de leur demander des comptes.

Du reste si, comme le prétendent les secrétaires fédéraux, l'action des cheminots le 1er août 1929 a dépassé leurs espérances, on ne s'explique guère pourquoi, le 1er août de cette année, ils n'ont pris aucune disposition.

Est-ce que les dangers de guerre ne seraient plus aussi imminents ou bien est-ce plutôt parce que l'on a bluffé, l'an dernier, sur les résultats obtenus ?

L'action directe continue

Le Bureau fédéral estime que le 1er août fut le premier geste par lequel le courant de passivité des cheminots a été remonté et il cite, à l'appui, quelques petites manifestations. C'est à croire que, depuis 1921, nous dormions profondément.

Comment osent-ils écrire cela ?

Ne se rappelle-t-on pas les grandioses manifestations de cheminots et même de fonctionnaires qui eurent lieu, soit dans les gares de Paris-Saint-Lazare ou du Nord, soit sur les grands boulevards et place de l'Opéra pour les 1.800 ?

A-t-on déjà oublié la lutte engagée en 1925 par les agents de l'Exploitation de la gare de Sotteville qui, pendant un mois, appliquèrent les règlements et firent céder le réseau ?

A-t-on oublié les manifestations qui se déroulèrent dans les ateliers et dépôts de la région parisienne, au début de 1925, manifestations à la suite desquelles une délégation d'ouvriers fut envoyée au ministère des Travaux publics pour réclamer le rappel des 250, comme l'avaient obtenu les fonctionnaires ?

Et nous en passons qui sont certainement aussi importantes.

Vraiment, nos secrétaires fédéraux ont la mémoire courte et voudraient faire passer quelques incidents locaux pour une subite radicalisation des masses.

Malheureusement, il n'en est rien, car actuellement nous subissons le bon vouloir des Compagnies sur la question des salaires comme sur celle de la répression, de la compression du personnel ou de la rationalisation, sans que les cheminots réagissent.

Prôner la radicalisation des masses, le nouvel essor révolutionnaire, etc..., c'est se gaver de mots absurdes, c'est endormir la masse, c'est permettre à nos ennemis de classe de continuer leur offensive contre la classe ouvrière.

Mieux vaudrait, nous semble-t-il, examiner froidement la situation et rechercher les moyens les meilleurs pour que les cheminots retrouvent leur cohésion et leur activité d'antan.

Voilà quelle est la pensée de ceux que — pour les besoins d'une mauvaise cause — on appelle des minoritaires, des réformistes, etc.

Le mouvement de La Garenne

Il va de soi que, tout en reconnaissant quelques erreurs, le Bureau fédéral se devait d'exploiter à son profit les événements de La Garenne et aussi et surtout de s'en servir contre les militants de l'Union-Etat.

En effet, nous relevons, dans le rapport, le passage suivant :

« *La plate-forme réformiste de la direction de la section fédérale Etat conduisant à la formule démagogique et trompeuse de Rambaud : « Je ne ferai rien pour diviser les ouvriers en lutte », et aboutissant au Comité d'atelier paritairement constitué par les organisations syndicales en présence, avec une légère représentation d'inorganisés.* »

Nous ne ferons pas le développement complet de ces incidents puisque, déjà à l'époque, nous avons adressé un rapport détaillé à tous les syndicats de notre Fédération. Mais qu'il nous soit permis de donner quelques précisions, afin de bien démontrer qu'en toutes circonstances le Bureau fédéral trompe la masse des syndiqués.

Tout d'abord, nous devons rappeler que, le 3 mai, au cours d'une réunion organisée à La Garenne par les confédérés sur la question de l'unité, et où nos camarades Rambaud et Jacquet étaient présents pour apporter la contradiction, ce fut justement Rambaud qui, profitant du grand nombre d'audi-

teurs, informa l'assemblée de la venue imminente des Bedaux à La Garenne et engagea vivement tous les ouvriers, unitaires, confédérés, professionnels et inorganisés, à réaliser le front unique, afin de les chasser de leurs ateliers.

Nos camarades de La Garenne, unanimement, firent leur devoir lorsque les Bedaux se présentèrent. Mais aussitôt de nombreuses fautes furent commises par le Bureau fédéral, entre autres celle d'annoncer dans la presse que Dautry s'était dégonflé et aussi celle qui consistait à taper sur les confédérés, lesquels étaient tous dans l'action.

Le résultat de cette attitude fut que l'unité d'action était brisée et que les Bedaux étaient réapparus dans les ateliers ou tout au moins dans les bureaux où ils effectuaient leurs études.

C'est alors que Rambaud ayant demandé au syndicat de La Garenne d'organiser une réunion de tous les ouvriers avec son concours, fit la déclaration suivante : *Je ne ferai rien pour diviser les ouvriers en lutte.*

Il paraît que c'est là un crime... Les ouvriers jugeront.

A cette réunion, une masse nombreuse avait répondu à l'appel. Rambaud, après avoir, dans l'enthousiasme, développé notre point de vue sur le front unique et démontré l'urgente nécessité où nous étions de nous opposer par tous les moyens à l'application du système Bedaux, ainsi qu'à toute autre forme de rationalisation, invita l'assemblée à désigner son « Comité d'atelier ».

Des unitaires, des confédérés, des professionnels et des inorganisés en firent partie et, dès le lendemain, l'action reprit.

Seulement, ceci ne faisait pas l'affaire de Thomas, secrétaire fédéral présent à la réunion qui, à la sortie, déclara à Rambaud : « *Nous ne pouvons accepter un tel Comité d'atelier, car il n'est pas placé sur la plate-forme de lutte de la C.G.T.U. et risque de faire sortir de nouvelles résolutions d'unité, comme celle de Paris-Rive-Droite.* »

La fraction communiste du syndicat fut donc réunie et ensuite le Conseil syndical, et *Thomas*, dans ces deux réunions, fit tout pour briser le comité d'atelier.

Il y est parvenu par la suite.

Nous démontrerons au Congrès quelles en ont été les conséquences pour les ouvriers de notre réseau.

Le Premier mai 1930

Les explications données par le Bureau fédéral, à propos du 1er mai, sont assez courtes, tout en étant très confuses...

Après avoir affirmé que ce fut une date historique pour notre Fédération, il tente de justifier sa position tout en s'accusant d'avoir eu tort de se dégager de ses responsabilités quant à la décision d'action, sur la C. E. fédérale, laquelle, paraît-il, n'était pas qualifiée pour cela.

Et pour le 1er août alors, était-elle donc qualifiée ?

Puis, il indique nettement que la décision de la C. E. (Résolution Péria), a jeté le trouble dans la masse des cheminots. Ceci revient à dire qu'il eut mieux valu donner un ordre brutal de grève.

Examinons donc, dans leurs détails, tous les faits qui se sont produits avant le 1er mai et dont certains sont passés sous silence. Les syndiqués pourront ainsi se prononcer et dire si, oui ou non, ils étaient disposés à autoriser le Bureau fédéral à exécuter l'acte de folie qu'il voulait accomplir.

Rappelons tout d'abord qu'avec la tradition qui voulait que le 1er mai soit une journée de démonstration purement ouvrière, la C.G.T.U. a lancé un manifeste portant comme titre : *Préparez-vous à la grève politique de masse pour le 1er mai* (voir *Humanité* du 3-2-30).

C'était déjà une première faute, car nous ne pensons pas que la masse soit encore assez radicalisée pour se lancer dans des grèves *politiques*.

Mais, dans ce même manifeste, nos dirigeants confédéraux en ont commis une autre bien plus grave.

Comme plate-forme de lutte pour ce 1er mai, ils lancèrent, en effet, le mot d'ordre de lutte énergique, impitoyable, sans la moindre concession, contre les minoritaires de la C.G.T.U.

Voilà comment on a cherché à unir le prolétariat contre nos ennemis de classe.

Suivant le mot d'ordre de la C.G.T.U., le Bureau fédéral, par sa circulaire en date du 22 février, proposa donc aux syndicats une grève de 24 heures dans les Ateliers et au service de la Voie et d'une heure dans les Services roulants, les gares et les triages.

De cette circulaire, nous relevons le passage suivant :

« *Nous faisons confiance à nos militants révolutionnaires et en particulier aux communistes qui doivent toujours se trouver à l'avant-garde, pour qu'ils se mettent hardiment au travail pour convaincre les syndiqués de la nécessité d'accepter la proposition faite par le Bureau fédéral de participer à la journée internationale de lute du premier mai « par une grève dont le caractère politique doit s'affirmer devant la bourgeoisie* ».

Lancer une proposition de grève politique de vingt-quatre heures à la Voie et aux Ateliers et d'une heure aux Services roulants, était de la pure folie. Aussi, sommes-nous bien persuadés que, malgré les appels qui leur étaient spécialement lancés, très peu de communistes osèrent soutenir le point de vue du Bureau fédéral dans les assemblées syndicales.

Il s'en est suivi immédiatement un malaise profond parmi les cheminots de tous les réseaux, et ce malaise s'est traduit devant le Conseil fédéral des 21 et 22 mars.

Ce dernier ne prit aucune décision d'action et se contenta de donner mandat au Bureau et à la C. E. *de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation pratique d'un premier mai de lutte.*

La C. E. fédérale fut donc réunie le 15 avril 1930. Le Bureau nous fit alors les nouvelles propositions suivantes :

A. — Ateliers et dépôts :

Arrêt du travail à 10 heures ; réunion des ouvriers et envoi d'une délégation au chef local.

Puis, compte rendu de cette délégation aux camarades qui devaient continuer à faire grève et enfin, si possible, sortie de tout l'atelier avant l'heure.

B. — Gares de triage et Service de la Voie :

Cessation du travail d'un quart d'heure, à 2 heures, 10 heures et 18 heures. Délégation, etc.

C. — Services roulants :

Arrêt de 5 minutes dans les gares.

Ces nouvelles propositions soulevèrent une discussion passionnée, et nous ne fûmes pas peu surpris de voir les représentants des réseaux Est, Nord, P.-L.-M., etc., venir déclarer que, chez eux, il n'y avait rien à faire.

Les propos les plus aigres-doux s'ensuivirent entre les membres du P. C. en activité de service et leurs amis permanents.

Les premiers reprochèrent aux autres de parler autrement que lorsqu'ils étaient en activité de service...

L'un d'eux accusa le Bureau fédéral de vouloir désagréger la Fédération et déclara même : « Gare à vous ! nous aurons de la gueule ! »

Les permanents, de leur côté, accusèrent les cama-

rades en activité de service d'être bons pour entrer à la C.G.T. confédérée.

C'est tout juste si des coups ne furent pas échangés.

Malgré la pression du Bureau, ses propositions furent rejetées, et la résolution Péria, qui demandait à chaque centre de faire le maximum d'efforts, sans pour cela donner un ordre précis de grève, fut adoptée par 14 voix contre 12. Sur les 14, il n'y avait qu'un seul permanent, notre camarade Jaux, du P.-L.-M. Tandis que, sur les 12 qui ont voté pour le Bureau fédéral, il y avait 9 permanents.

Il est donc fort heureux que les permanents ne se soient pas trouvés en majorité, autrement, nous n'hésitons pas à le dire, en raison des mots d'ordre politiques et de lutte fratricide lancés, la masse des cheminots n'aurait répondu que dans une infime partie aux ordres de grève et, outre les sanctions brutales qui se seraient abattues sur les plus courageux, nous aurions assisté à l'effondrement de notre Fédération.

Nous estimons que ces faits devaient être portés à la connaissance de tous les cheminots, car la même situation se représentera avant peu et un fait récent nous démontre que les communistes en activité de service, appartenant à notre C. E., ne pourront pas avoir la même attitude qu'à la réunion précitée.

En effet, après le 1er mai, l'autocritique de cette journée fut faite dans une réunion spéciale de la C. E., et nous vîmes, avec stupeur, les mêmes qui s'étaient dressés contre les mots d'ordre de grève du Bureau fédéral, venir faire leur *mea culpa* et dire qu'ils avaient eu tort.

Il faudra donc que la masse des syndiqués unitaires se prononce nettement sur ce chapitre.

LA BATAILLE
CONTRE LES DEVIATIONS OPPORTUNISTES

Le Bureau fédéral a trouvé un titre élégant à la campagne d'injures et de calomnies qu'il mène, depuis un an, contre les minoritaires et surtout contre les militants de l'Union-Etat et de l'Union P.-O. Il appelle cela : *Bataille contre les déviations opportunistes.*

Naturellement, dans son rapport, il essaye d'égarer l'opinion des syndiqués et masque les causes réelles du conflit grave qui sévit au sein de toute la C.G.T.U.

N'ayant pas les mêmes raisons que lui d'éviter le débat devant les ouvriers, nous allons donc situer nettement la question et démontrer qu'il s'agit, en la circonstance, d'une querelle nettement politique.

Ensuite, dans les chapitres correspondant aux questions posées : Congrès de service, Front unique, Orphelinat, etc., nous démontrerons que nos *révolutionnaires professionnels* se sont lancés dans une voie antisyndicale et même antirévolutionnaire.

Tout d'abord, précisons que la campagne contre les syndicalistes révolutionnaires (appelés minoritaires) a commencé immédiatement après le Congrès confédéral, et ceci pour l'unique raison qu'ils étaient opposés à la reconnaissance du rôle dirigeant du Parti communiste, décidée par ledit Congrès.

Maintenant, examinons si nous avons eu tort ou raison de nous cabrer contre la mise en tutelle de nos syndicats.

Dans sa charte constitutive, notre C.G.T.U. avait rallié les trois courants qui la composaient :

1° Les syndicalistes révolutionnaires, partisans de l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tous les partis et sectes philosophiques ou religieuses, mais admettant les accords circonstanciels pour des buts déterminés ;

2° Les syndicalistes communistes, partisans du rôle dirigeant sur le syndicat ;

3° Les anarcho-syndicalistes, adversaires de la dictature du prolétariat et de la collaboration avec le P. C.

Pour mieux préciser, voici un passage du manifeste lu au Congrès constitutif de Saint-Etienne par la nouvelle C. E. confédérale :

> Elle tient à déclarer à tos les délégués réunis que le mandat qu'elle détient du Congrès sera scrupuleusement exécuté, qu'elle saura démontrer, par le caractère de ses actions et de sa propagande, que le syndicalisme français est capable de trouver sa voie vers la révolution, *en dehors de toute tutelle de parti ou de secte.*

Notons que, parmi les membres de la C. E. confédérale, signataires de ce manifeste, figuraient les noms de : Monmousseau, Berrar, Dudilieux, Gourdeaux, Semard, ainsi que celui du camarade Rambaud.

Au Congrès confédéral suivant, qui s'est tenu à Bourges, la position de la C.G.T.U. a été à nouveau confirmée dans les termes suivants :

> Loin de nier la valeur de l'autonomie syndicale, le Congrès est fermement convaincu que l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs est une condition indispensable à son existence.

Et plus loin :

> Ayant ainsi déterminé la position du syndicalisme en face des groupements extérieurs et au sein du mouvement révolutionnaire, le Congrès déclare que, s'il n'est pas dans son rôle d'exercer un contrôle sur l'opinion des syndiqués, il a le devoir de les inviter à ne pas introduire des querelles de parti au sein des organisations syndicales, à ne se revendiquer, en aucune circonstance, de leur parti au sein de nos Assemblées délibératives, et à n'y formuler aucune attaque contre les militants et syndiqués parce que membres d'une secte philosophique ou d'un parti politique.

Tous les syndiqués de bonne foi, à quelque tendance qu'ils appartiennent, voudront bien reconnaître avec nous que la Charte de notre C.G.T.U. ne permettait pas aux communistes d'imposer le rôle dirigeant de leur parti.

C'est là un acte malhonnête et scissionniste, puisqu'il risque de briser notre mouvement syndical.

Certes, nos dirigeants fédéraux essaieront de dire que nous avons tort d'effrayer les cheminots avec cette question ; que le rôle dirigeant du Parti ne veut pas dire que les syndicats seront soumis à ses ordres et, qu'au fond il s'agit uniquement d'exiger des membres du Parti d'être les meilleurs militants, les plus combatifs, etc.

Nous allons donc démontrer *en quoi consiste le rôle dirigeant du P. C.*

Ainsi, dans les *Cahiers du Bolchevisme* de janvier 1930 (l'organe officiel du Parti), nous relevons les déclarations suivantes :

> 1° Les fractions du Bureau confédéral, de la C. E., des Directions fédérales, des Unions régionales, des Commissions Exécutives des syndicats et des Sections syndicales *sont étroitement subordonnées aux organismes* correspondants du Parti, du Comité Central à la cellule, *et, par leur canal, le parti assure sa direction politique effective.*
>
> *Il est notamment indispensable que toutes les questions importantes qui doivent être débattues à la C. E. Confédérale soient soumises auparavant à l'examen du Comité central ou de son Bureau politique, afin que ceux-ci soient en mesure de donner aux membres de la fraction des directives précises.*

2° Tout membre du Parti, chargé d'une fonction syndicale quelconque, doit se tenir en contact permanent avec l'organisme dont il dépend; il doit agir, en toutes circonstances de son travail syndical, en conformité absolue avec la ligne que lui aura indiquée cet organisme et il est comptable devant lui de tous les actes de sa fonction. C'est à ces seules conditions que le rôle dirigeant du Parti sera autre chose qu'une formule sur le papier.

Qui donc pourrait dire, après cela, que la politique de nos dirigeants fédéraux et confédéraux ne consiste pas à mettre notre organisation sous la tutelle absolue du Parti communiste ?

Nous pourrions maintenant citer des passages de nombreuses circulaires envoyées par la fraction syndicale centrale du Parti, dans lesquelles des instructions formelles sont données, notamment pour la représentation dans certains Congrès, mais la place nous fait défaut.

Ainsi qu'on a pu le constater à la lecture de ce qui précède, les syndicalistes révolutionnaires avaient donc le droit et le devoir de se cabrer contre la violation de notre Charte constitutive et la mainmise d'un parti sur notre mouvement syndical.

Examinons maintenant les attaques dont nous avons été l'objet depuis le Congrès confédéral :

Le Congrès de l'Union-Etat, à Nantes, fut, pour le Bureau fédéral, le prétexte tout trouvé pour commencer l'offensive.

Un contre-rapport, aussi ridicule que venimeux, fut lancé contre le nôtre. Parallèlement, une campagne de presse était engagée.

Par quelques citations, nous allons démontrer que, loin de discuter idéologiquement, nos secrétaires fédéraux et confédéraux n'eurent d'autre pensée que celle de calomnier les militants du Réseau-Etat :

Humanité du 10 octobre :

Un article signé du Bureau fédéral, lançant les plus lâches insinuations contre Rambaud et portant comme titre : « Pour faire échec à Dautry, la Direction réformiste du Réseau-Etat doit être battue. »

Humanité du 15 octobre, sous la signature de Vasse :

« Rambaud préfère collaborer avec ces messieurs de la Direction des Chemins de fer. Il est vrai qu'ainsi il craint moins la répression.

. . . . . .

« Le rambaudisme s'apparente étroitement avec le mussolinisme, etc... »

Vie Ouvrière du 11 octobre, sous la signature de Thomas, secrétaire fédéral :

« La ligne réformiste du Secrétaire de l'Etat explique naturellement les dérobades du membre du Conseil supérieur. »

Humanité du 17 octobre, article de Monmousseau lançant des insinuations ignobles contre Rambaud et ses camarades de la C. E., entre autres celle qui consiste à dire que ce n'est pas par pur désintéressement politique que la franc-maçonnerie, par le canal de son bras droit Rambaud, a trouvé la solution d'une multitude d'incidents et de conflits surgis entre la direction du Réseau et le personnel.

Voilà, n'est-ce pas, une drôle de façon, pour un secrétaire confédéral, de reconnaître la force d'une organisation et la combativité de tous ses membres !

Tribune du 15 octobre : article du Bureau fédéral intitulé : « Pour lutter contre la répression, il faut battre l'opportunisme. »

Les débats de notre Congrès de Nantes furent, naturellement, empreints de la plus grande violence et permirent au policier Frank Revoyre, rédacteur à l'*Humanité*, de faire paraître, dans ce journal, des comptes rendus qui firent dire plus tard à Denys qu'il écrivit pas mal de bêtises...

Nous aurions pu croire que, battus à ce Congrès par 17.000 voix contre 6.000, les responsables de nos organisations centrales arrêteraient là leur campagne de calomnies.

Malheureusement, il n'en fut rien.

C'est Gitton, un des secrétaires de la C. G. T. U., qui redonna l'élan en publiant, dans la *Tribune* du 1er décembre, un article d'une ignominie incroyable. Voici, du reste, un passage qui permettra mieux de le juger :

« Rambaud est contre le rôle dirigeant du Parti communiste, seul parti du prolétariat; mais il continue à aimer le contact — comme son ami Berlot, d'ailleurs — avec les Chiappe, les Benoist et consorts, au sein de la franc-maçonnerie, organisation de lutte de classe contre le prolétariat. »

Dans la *Tribune* du 15 décembre, le Bureau fédéral renouvelle l'attaque.

Il continue dans celle du 1er janvier par l'insertion, en première page, d'un article signé, pour les besoins de la cause : « Un groupe de cheminots de Thouars. »

Dans l'*Humanité* du 13 janvier, on déforme sérieusement l'intervention de Balluais et de Rambaud au Congrès des Ateliers de la Région parisienne.

Puis, ce fut l'affaire de La Garenne, qui donna prétexte aux permanents fédéraux pour mener contre nous une guerre au couteau.

Enfin, l'Union-Etat, voulant envers et malgré tous les diviseurs, réaliser le front unique de tous les ouvriers du Réseau pour qu'ils s'opposent aux méthodes de rationalisation de notre directeur Dautry, essaya de constituer des « Comités d'atelier » dans tous les centres et organisa un Congrès d'ateliers, le 30 mars, au Mans.

Aussitôt, nous fûmes attaqués de toutes parts et de la façon la plus ignoble.

Qu'on en juge :

Humanité du 22 mars : un article de Monmousseau, portant comme titre : « Rambaud combat Dautry au... fleuret moucheté. Au Congrès du Mans, l'attitude du leader ultra-réformiste du Réseau-Etat sera dénoncée. »

Humanité du 23 mars : nouvel article du même, avec comme titre : « Des Comités Rambaud-Dautry à la Confédération Nationale du Travail. »

Humanité du 24 mars : troisième article du même, intitulé : « Le programme des Comités Rambaud-Sirolle est celui de Dautry. »

Depuis notre Congrès des Ateliers, la campagne n'a fait que continuer. Nous y reviendrons dans les chapitres : « Congrès de Service », « Orphelinat » et autres, pour démontrer quel mal considérable la politique folle de nos permanents fédéraux et confédéraux a causé à notre organisation.

Nous conclurons donc ce chapitre en disant : « Nos dirigeants communistes ont violé la Charte de notre C.G.T.U. en nous imposant le rôle dirigeant d'un parti politique et en engageant au sein de l'organisation la plus lamentable et la plus criminelle des luttes de tendances. »

Contrairement à ce qu'ils écrivent dans leur rapport et ainsi que nous venons de le démontrer, ils n'ont pas cherché à ouvrir une discussion idéologique franche et fraternelle, mais ont lancé les calomnies les plus grossières contre des militants ayant, jusqu'à ce jour, fait preuve d'un courage et d'un dévouement certainement aussi grands que les leurs.

Pour ces deux raisons, les syndiqués doivent nettement les condamner et voter contre le rapport d'activité.

NOTRE POSITION A L'EGARD DES AUTRES ORGANISATIONS

Le Bureau fédéral avoue beaucoup de faiblesses, d'erreurs et même de graves erreurs. C'est un moyen comme un autre d'éviter les critiques, car on est prêt à dire : « Mais, camarades, nous sommes d'accord, nous avons nous-mêmes fait l'autocritique de notre position et avons promis de la rectifier. »

Quel enfantillage!...

Nous déclarons, nous, que notre Bureau fédéral change de position à tout instant et que, par voie de conséquence, il arrive à dérouter la masse de nos adhérents.

Ainsi, en 1927, exactement le 4 mai, Midol écrivait ceci :

« C'est également sur ce réseau (Etat) que les polémiques entre confédérés et unitaires ont été les plus violentes et ont aidé certainement à maintenir la Fédération et la C. G. T. en état de scission. »

L'année dernière, par contre, nous étions accusés de trop ménager les chefs confédérés...

Enfin, cette année, on dit, dans le rapport : « Il faut dénoncer impitoyablement les chefs réformistes ou professionnels comme des alliés, des auxiliaires de la bourgeoisie. »

Quand trouveront-ils la bonne voie?

Qu'il nous soit permis de dire que si, après nous avoir reproché d'être trop durs à l'égard des chefs confédérés, nos dirigeants nous ont accusés de vouloir les ménager, ce fut uniquement pour donner un prétexte à la campagne qu'ils avaient l'intention de mener contre nous.

Et nous avons assisté à ce spectacle assez curieux: c'est que, depuis le Congrès fédéral dernier, ils se sont à peu près complètement désintéressés de l'attitude des chefs des autres organisations et qu'ils ont réservé tous leurs coups contre les minoritaires de la C. G. T. U.

Sollicités de nombreuses fois par les syndicats pour aller apporter la contradiction à un orateur confédéré, ils s'y sont presque toujours refusés.

Nous estimons donc que la position de notre Direction fédérale a été fausse, surtout qu'après le Congrès de Bullier, qui rejeta la résolution de Paris R. D., nous avions la partie belle pour mener la vie dure aux chefs confédérés et démontrer aux masses qu'ils préféraient l'alliance avec la bourgeoisie plutôt que l'union avec les syndiqués unitaires.

Ceci n'a pas été fait parce que, paraît-il, c'eût été entretenir l'illusion que l'Unité était encore possible.

Le rapport s'étend longuement sur la question du Front unique. Nous y reviendrons au chapitre des « Congrès de Service », car nous estimons que ces deux questions sont liées. Mais qu'il nous soit permis de relever une phrase, relative aux inorganisés.

Nous n'avons jamais dit qu'il fallait laisser de côté les inorganisés, les professionnels ou les amicalistes dans l'organisation du Front unique, mais nous nous refusons toujours à ce que, dans une assemblée générale de syndicat ou un congrès régulier, ils viennent se prononcer sur la gestion de notre organisation.

Autrement, ce n'est pas la peine d'avoir de syndicats. Il n'y aurait plus qu'à les dissoudre.

Le Bureau fédéral fait ensuite son *mea culpa* en ce qui concerne la Fédération des Cheminots anciens combattants et les Associations mutualistes.

Pour la Fédération des Anciens Combattants, il trouve anormal que cette organisation ait pu grouper des milliers de cheminots sans que la Fédération fasse l'effort nécessaire pour dénoncer son contenu politique.

Ce qui revient à dire que l'on va entreprendre une vigoureuse offensive contre cette organisation.

A notre avis, le Bureau fédéral pratique la politique de Gribouille...

Il n'a pas su ou n'a pas voulu, jusqu'à ce jour, s'intéresser aux revendications particulières des anciens combattants. C'est là l'unique secret du recrutement intense au détriment de l'organisation syndicale, par la Fédération des Anciens Combattants.

Le but essentiel de notre Fédération doit donc être de préconiser, dans tous les syndicats, la création d'une section technique des Anciens Combattants, des mutilés et des veuves de guerre, et aussi des mutilés du travail, comme vient de le faire le Syndicat de Paris R. D.

Cette section technique serait uniquement chargée de l'étude de toutes les revendications, à charge pour le syndicat de faire l'agitation et l'action en vue de leur aboutissement.

Il nous sera alors permis de dénonocer le rôle néfaste de l'organisation bourgeoise existante et très facile de ramener un grand nombre de camarades qui s'y sont fourvoyés.

Pour la Mutuelle et la Fraternelle, il y a très longtemps que nous avions demandé à notre Fédération d'examiner la possibilité, soit de nous en emparer en y pénétrant en masse, soit d'instituer sur le terrain fédéral une caisse de solidarité qui nous aurait permis de ramener à nous un certain nombre de camarades et d'empêcher les jeunes de pénétrer dans ces organisations bourgeoises.

Seulement, au Congrès de Bordeaux, on a préféré créer une caisse nationale, laquelle n'a pu se développer parce que ne s'adaptant pas à la situation particulière de chaque corporation.

Aujourd'hui, il ne s'agit donc pas d'aligner de grandes phrases les unes au bout des autres, mais de créer quelque chose de sérieux, si nous voulons être compris de la masse et l'amener dans nos organisations unitaires.

LES RESULTATS DE LA REORGANISATION FEDERALE NOTRE PROPAGANDE

La réorganisation fédérale, votée il y a trois ans, n'a absolument rien donné de bon et ceci contrairement à ce qu'affirme le Bureau fédéral, dans son rapport.

Cette réorganisation avait surtout pour but de centraliser toute la propagande générale à la Fédération.

Or, on peut dire, sans craindre aucun démenti, qu'au *fur et à mesure de l'augmentation du nombre de permanents, celui des réunions de propagande diminuait...*

Le Bureau fédéral s'est déclaré adversaire des grandes tournées organisées sur les réseaux, sous prétexte que ça ne donnait aucun résultat.

Ceci ne l'empêche pas d'en organiser une à la veille du Congrès pour faire pression sur les Syndicats et les inciter à voter le rapport d'activité.

Quant au reproche qui est fait aux Unions P.-O. et Etat de ne pas entretenir de rapports réguliers et normaux, nous déclarons que ceci ne provient pas seulement de désaccords sur certaines questions, mais aussi et surtout parce que tout le travail de la

Fédération se fait dans les réunions de fraction, d'où nous sommes naturellement exclus.

Lorsqu'une décision sérieuse et urgente doit être prise, on réunit ce qu'ils appellent « l'appareil », c'est-à-dire tous les communistes de la maison (y compris parfois les employés), mais nous, qui sommes tout près, on se garde bien de nous appeler.

C'est une des conséquences du rôle dirigeant du Parti.

En ce qui concerne la création de syndicats régionaux par la fusion de ceux existants, nous estimons que ce serait là le plus sûr moyen de désagréger complètement notre Fédération.

Ainsi, on veut fusionner les 56 syndicats de la région parisienne en un seul (syndicats de la Seine, la Seine-et-Oise, l'Oise et la Seine-et-Marne).

Naturellement, le gros souci de nos dirigeants fédéraux est de créer des postes de permanents.

On peut s'en rendre compte à la lecture du rapport, lorsqu'on dit, par exemple, que Paris-P.-L.-M. et Villeneuve-Saint-Georges pourront, en fusionnant, envisager l'utilisation d'un permanent.

De même, dans le projet du syndicat unique de la région parisienne, on annonce un *Bureau permanent*.

Nous ne marchons pas pour grossir l'armée des permanents, et ceci pour les raisons données dans le chapitre ayant trait au 1er Mai.

Enfin, qu'on le veuille ou non, la création d'un syndicat régional, par la suppression des petits syndicats existants, constituerait une œuvre antirévolutionnaire, en ce sens, qu'elle affaiblirait notre position vis-à-vis du patronat et aussi vis-à-vis des organisations réformistes, qui développent les leurs de plus en plus.

Nos liaisons syndicales extérieures

Le rapport nous dit que, depuis le dernier Congrès fédéral, une liaison plus étroite a existé avec le Bureau confédéral. En effet, nous vîmes quelquefois un des secrétaires confédéraux à nos réunions de C. E.

On nous dit ensuite que notre liaison avec la Fédération pan-russe des cheminots et le C. I. P. T. est restée insuffisante.

Sur ce point particulier, nous accusons formellement le Bureau fédéral de n'avoir jamais rien fait pour entretenir une liaison avec la Fédération russe des cheminots.

A aucun moment, nous n'eûmes à la C. E. lecture de la moindre correspondance échangée.

Mieux, nous savons qu'il y a quelques mois, le Bureau fédéral reçut une lettre de nos camarades russes, dans laquelle ces derniers manifestaient leur surprise d'être sans nouvelles de notre Fédération depuis fort longtemps... Ils indiquaient, en outre, que, d'après un rapport que leur avait envoyé le camarade Marthou, il semblait que notre Fédération perdait des adhérents et, qu'au surplus, certains secteurs de propagande ne fonctionnaient pas normalement.

Le Bureau fédéral ne daigna pas communiquer cette lettre à la C. E., ni, bien entendu, la réponse qu'il y fit.

Il est donc extraordinaire qu'aujourd'hui il ose écrire, à la fin de son rapport, que nous devrons faire beaucoup mieux si nous voulons mieux connaître et mieux comprendre l'histoire, la vie et les luttes du prolétariat international, *alors que, jusqu'à ce jour, il n'a rien fait du tout dans cette voie.*

LES CONGRÈS DE SERVICE

Ce chapitre aurait dû être intitulé « Congrès de service et front unique », car l'un ne va pas sans l'autre.

Du reste, le début du rapport fédéral indique bien que, « selon les directives du dernier Congrès, nous devions poursuivre l'organisation méthodique du front unique de classe réalisé sur le lieu du travail et ensuite l'organisation de Congrès de service, dans lesquels la représentation maximum de tous serait assurée ».

Nous étions complètement d'accord avec la majorité fédérale sur l'organisation du front unique à la base et, par suite, des Congrès de service, car nous estimions que tant que la scission existerait, il était indispensable que nous cherchions le moyen d'unir les ouvriers sur une plate-forme commune de lutte contre le patronat.

Malheureusement, la tactique fausse adoptée depuis par le Bureau fédéral a transformé front unique et Congrès de service en luttes de tendances et nous a démontré que son intention était surtout de servir les intérêts d'un parti politique.

En effet, qu'avons-nous vu au premier Congrès de service (celui des ateliers), qui s'est tenu le 12 janvier, juste au moment des incidents de La Garenne?

Demusois, en fin de Congrès, présenta une résolution reconnaissant le rôle dirigeant du parti communiste et ordonnant la lutte urgente contre les minoritaires de la C. G. T. U., baptisés, pour la circonstance, opportunistes.

Pouvait-on, sur une telle plate-forme, rallier tous les ouvriers autour de notre mot d'ordre de front unique à la base? Il faudrait être fou pour le croire.

Le lendemain du Congrès, Balluais et Rambaud furent pris à partie dans le compte rendu de l'*Humanité* et ridiculisés, alors que ces deux camarades ne sont intervenus que pour recommander aux ouvriers de la Région parisienne de se préparer à la lutte pour soutenir leurs camarades de La Garenne.

Par contre, Demusois oublia totalement d'inclure dans la résolution concernant les questions corporatives, un passage apportant la solidarité des ouvriers de la R. P. à leurs camarades de La Garenne en lutte, ainsi que le lui avaient demandé Balluais et Rambaud.

Nous eûmes ensuite un Congrès de la Voie et un des Services roulants à Paris.

Que s'y est-il passé?

Le matin, on laissa bien quelques camarades parler des revendications, mais l'après-midi, les grands ténors vinrent faire de la haute politique et tapèrent à tour de bras sur les minoritaires. On donna même la parole à un représentant officiel du parti communiste.

Mais, comme travail positif et décisions d'agitation et d'action, ce fut nul... Le lendemain du Congrès des Services roulants, on se livra même dans l'*Humanité* (15 avril) à une attaque odieuse contre la majorité des délégués présents au Congrès. Voici, du reste, un extrait de l'article :

> Autre caractéristique : la plupart des délégués, imbus de pessimisme, prétendaient traduire sincèrement l'état d'esprit de la masse des cheminots. Alors qu'ils traduisaient, en fait, l'état d'esprit des paniquards du Comité pour la soi-disant indépendance du syndicalisme, des scories du *Cri du peuple*, des réformistes et socialistes à la Bidegaray, à la Jouhaux, à la Maës, chien sanglant de Lens.

Voilà comment on s'est permis d'insulter bassement la majorité des délégués des mécaniciens, chauffeurs et agents de train présents au Congrès.

Et l'on parle, après de tels faits, d'organiser le front unique des ouvriers? Allons donc...

Maintenant, quelle importance eurent ces différents Congrès au point de vue représentation ?

De l'aveu même du Bureau fédéral, et malgré l'effort sérieux fait par les sections techniques locales et les syndicats pour l'envoi de nombreux délégués, ces Congrès n'eurent aucune assise sérieuse en ce sens que les délégués appartenaient, dans leur presque totalité, à l'organisation unitaire, et n'avaient pas été désignés par l'ensemble des ouvriers ou agents de leur service. En un mot, parce que le front unique à la base de tous les ouvriers ne s'était pas réalisé.

De telles constatations démontrent bien que si le but primitif des Congrès de service était excellent, la tactique employée par le Bureau fédéral, pour les organiser, a été complètement fausse.

Il ne lui appartient donc pas de rejeter la responsabilité de l'échec sur les militants de base et d'écrire dans son rapport que « nos militants dans nos syndicats n'ont pas su employer le langage qui devait amener les syndiqués confédérés, catholiques, etc., à une participation effective à nos Congrès ».

En ce qui concerne plus particulièrement le réseau Etat, nous avions la ferme intention de réaliser vraiment le front unique de tous les ouvriers sur une plate-forme d'action et d'organisation, des Congrès de service qui soient bien la représentation maximum de tous les cheminots.

Mais, pour cela, nous estimions, contrairement à la Fédération, qu'il fallait seulement demander deux choses aux cheminots d'un même service : 1° être d'accord sur les revendications à faire aboutir immédiatement; 2° rechercher et unifier les moyens d'action pour les faire aboutir.

Enfin, nous pensions et nous pensons encore que, dans les Comités d'ateliers ou de lutte qui seraient formés, il fallait éviter de dresser les ouvriers les uns contre les autres sur des questions de tendances.

La réalisation d'un tel front unique à la base, complétée par de formidables Congrès de service et une action vigoureuse contre les Compagnies, nous auraient permis de gagner la confiance de la grosse masse des cheminots, et nul doute qu'un afflux considérable d'adhésions s'en soit suivi et qu'un grand nombre de camarades se soient détachés des organisations réformistes.

C'eût été le réveil de notre corporation et l'espoir de conduire avant peu le prolétariat du rail vers des luttes plus sérieuses.

Aussi, profitant des incidents de La Garenne et estimant qu'il y avait là une plate-forme toute trouvée pour rallier l'unanimité des ouvriers d'ateliers, de P. E. ou de dépôts, nous lancions un vibrant appel qui se terminait par ces mots :

Il faut donc que, dans tous les ateliers et dépôts du réseau, et sur les mêmes principes qu'à La Garenne, unitaires, confédérés, professionnels et inorganisés, constituent, sans aucun retard, leurs Comités d'atelier.
Camarades de toutes tendances,
La situation est grave;
Trêve aux discussions stériles et fratricides;
Répondez à l'appel que nous vous lançons;
Formez vos Comités d'atelier;
Dressez-vous par tous les moyens contre le système Bedaux.

Puis nous organisâmes un Congrès de service.

N'était-ce donc pas là le véritable moyen de réaliser le front unique pour l'action?

Tel n'a cependant pas été l'avis de nos secrétaires fédéraux et confédéraux.

Ils se mirent immédiatement en campagne pour empêcher la constitution de nos Comités d'atelier et la bonne réussite de notre Congrès.

Les Comités d'atelier prônés par Rambaud sont des organismes de collaboration avec les syndicats réformistes.

Rambaud combat Dautry au fleuret moucheté. — Le programme des Comités Rambaud-Sirolle est celui de Dautry, etc...

Tels furent les titres des articles lancés contre nous par les responsables de nos organisations centrales.

De leur côté, les chefs confédérés adressaient circulaires sur circulaires à leurs syndicats pour leur dire : « Ne constituez pas de comités d'ateliers avec les unitaires de l'Etat. N'allez pas à leur Congrès. Ils se mangent entre eux, laissez-les faire, ils vont bien finir par sombrer et par rentrer chez nous. »

On comprend aisément pourquoi nous n'avons pu réaliser le front unique des ouvriers du réseau contre Dautry et ses méthodes de rationalisation, et pourquoi notre Congrès du Mans ne vit qu'une faible représentation de confédérés, de professionnels et d'inorganisés.

Qui, en la circonstance, a bénéficié de cet échec? Dautry et aussi les directeurs des autres réseaux, car notre exemple aurait pu être suivi.

Qui en supporte les conséquences? La masse des cheminots.

Nous accusons donc formellement nos dirigeants fédéraux et confédéraux, hypnotisés par l'intérêt de leur parti qu'ils placent au-dessus du syndicalisme, d'en être les seuls responsables.

Nous les accusons d'autant plus qu'ils savaient très bien que leur tactique était fausse puisque jamais ils n'ont pu constituer un seul Comité d'atelier et de lutte sur les bases qu'ils préconisaient.

Les syndiqués unitaires ne peuvent donc approuver leur mauvais travail et se doivent de voter contre le rapport présenté.

L'UTILISATION DE LA « TRIBUNE »

Deux observations doivent être faites sur cette partie du rapport :

La première, relative à l'utilisation de notre *Tribune* pour la campagne de calomnies et d'injures contre une partie des syndiqués unitaires, qui paient le journal aussi bien que les autres.

La deuxième, en ce qui concerne la réclame commerciale.

Sur le premier point, nous déclarons nettement que notre journal corporatif aurait dû servir à l'éducation de la masse, à la propagande et même à la discussion idéologique, mais qu'à aucun moment il n'aurait dû insérer d'articles de polémiques et de calomnies contre les militants unitaires ou des directions de syndicats.

Nous avons même vu des articles signés seulement : « Un groupe de cheminots de X... » ou « La majorité confédérale du syndicat de Z... », insulter la direction d'un syndicat ou des militants minoritaires de notre Fédération.

Ce sont là des mœurs déplorables et il ne faut pas chercher ailleurs le fait que notre *Tribune* n'a pas rendu les services que nous en attendions, ainsi qu'est obligé de l'avouer le Bureau fédéral.

Les syndiqués n'aiment pas beaucoup payer des cotisations pour se faire insulter, et cela se comprend...

Qu'on ne vienne pas objecter que le *Cheminot de l'Etat* attaque lui aussi le Bureau fédéral et qu'ainsi nous sommes mal placés pour apporter des critiques. Car, jusqu'à notre Congrès de Nantes, et malgré les attaques dont nous étions l'objet, nous n'avions pas inséré la moindre ligne de polémique. Ce n'est qu'après que nous fûmes mis dans l'obligation de répondre, et nous n'avions pas d'autres moyens de le faire.

Que la masse des cheminots oblige le Bureau fédéral à cesser sa campagne de dénigrement, et nous n'aurons plus aucune raison de répondre pour nous défendre.

Sur le deuxième point, le Bureau fédéral avoue qu'il y eut, au sein de la C. E. fédérale, une vive opposition à l'insertion de la réclame commerciale.

En effet, nous nous y sommes opposés, car nous estimions que c'était là du plus bas réformisme.

Comment, pendant des années et des années, nous avons charrié les confédérés avec leur page de réclame et, tout d'un coup, nos purs s'avisent de les imiter?

C'est vraiment triste de constater une telle déviation de la ligne révolutionnaire de notre Fédération.

Ce qui est drôle, c'est que nous nous sommes opposés, il y a quelques années, à ce que l'Orphelinat accepte 100.000 fr. provenant du pari mutuel, sous prétexte que nos orphelins ne devaient pas être soutenus avec l'argent des tripots, et aujourd'hui on accepte, pour les besoins de notre propre Fédération, l'argent des mercantis.

Enfin, il est une déclaration faite dans le rapport, qui est vraiment stupéfiante. On dit ceci :

> Nous refuserions impitoyablement tout ce qui aurait un caractère contraire à la bonne tenue de notre *Tribune*, ou qui pourrait nous créer des désagréments avec les syndiqués.
>
> Notre contrat de publicité stipule que les annonces doivent provenir de commerçants sérieux. D'ailleurs, nous nous sommes efforcés de faire respecter ces engagements au maximum.

Ceci revient à dire : « Cheminots, achetez en toute confiance dans les boîtes pour lesquelles nous faisons de la réclame. »

Et l'on appelle cela faire du syndicalisme révolutionnaire?

Quels farceurs!...

ORPHELINAT, B. O. P., « HUMANITE »

Nous traiterons de ces trois chapitres dans notre réponse.

Le Bureau fédéral parle, au début de son rapport sur l'Orphelinat, de désaccords survenus entre lui et la direction « réformiste » de l'œuvre. Il s'accuse ensuite d'avoir commis la faute de laisser cette direction gérer l'Orphelinat à la façon des mutualistes petits bourgeois.

La vérité est tout autre...

A la suite du départ du confédéré Ernest Dubois, il y a trois ans, le poste de secrétaire général de l'Orpelinat fut confié à un unitaire, notre camarade Le Garlantezec.

Ce dernier, extrêmement dévoué, remplit ses fonctions à la satisfaction de tous.

De plus, comme tous les administrateurs unitaires, il se rendit, la veille de chaque réunion du Conseil fédéral, au Bureau de la Fédération, et exécuta toujours les décisions de ce dernier.

Jamais aucune critique, jamais aucune observation ne lui furent adressées.

Son rapport moral fut envoyé à la Fédération le 9 mai et fut publié dans la *Tribune Unitaire* du 1er juin.

Personne à la Fédération n'avait soulevé de remarque, lorsque, brusquement et sans que la C. E. en soit saisie, le Bureau fédéral envoyait, à la date du 12 juin, une circulaire à tous les syndicats leur ordonnant de prendre position contre la gestion « unitaire » de l'Orphelinat.

Puis de nombreux articles furent publiés dans l'*Humanité* lançant les accusations les plus idiotes contre Le Garlantezec.

Enfin, ordre était donné au réseau qui l'avait présenté au C. A. de ne plus le porter comme candidat. On agissait de même à l'égard de notre camarade Cornu, coupable, lui aussi, de ne pas être dans la ligne.

D'où provenaient donc ce brusque revirement et cette non moins brusque décision?

Uniquement de ceci :

Le Garlantezec, quand il fut nommé secrétaire général de l'Orphelinat, était membre du Parti communiste et conseiller municipal de Clichy.

Or, à ce dernier titre et avec la majorité du Conseil municipal, il fut exclu du Parti.

C'était donc suffisant pour que la fraction centrale du Parti donnât l'ordre au Bureau fédéral de le débarquer à tout prix de la direction de l'Orphelinat, comme on lui a donné l'ordre de débarquer la direction actuelle de l'Union-Etat et celle du P.-O.

Obéissant servilement aux ordres de leur Parti qu'ils placent au-dessus de l'organisation et surtout de l'Orphelinat, nos secrétaires fédéraux ont engagé la lutte, au risque de porter un préjudice considérable à l'œuvre elle-même.

Nous les en blâmons sévèrement et sommes persuadés que si chaque syndiqué était amené à donner individuellement son opinion, la grosse majorité des camarades serait d'accord avec nous.

En ce qui concerne les critiques lancées contre l'administration de l'Orphelinat, il y fut répondu à l'assemblée générale et leur ridicule a été suffisamment démontré sans que nous ayons besoin d'y revenir.

Nous nous arrêterons cependant sur la question des fonds placés à la B. O. P., puis virés à l'*Humanité*.

Le Bureau de l'Orphelinat n'avait été autorisé à déposer à la B. O. P. que son compte à vue et il était entendu que celui-ci ne devait pas dépasser 60.000 francs.

Mais, par suite de la construction d'un Foyer d'apprentissage au Vésinet, qui devait coûter plus de 700.000 francs, il dut y laisser tout l'avoir disponible. C'est ce qui explique qu'au moment de la fermeture de la B. O. P. il y avait 482.000 francs de déposés.

Ces fonds furent virés au compte de l'*Humanité*, mais l'administrateur du journal, Cormon, promit au Bureau de l'Orphelinat de rembourser au fur et à mesure de ses besoins. Il prit même l'engagement de liquider la situation avant l'assemblée générale du 28 juin.

C'est alors que Midol, au nom du Bureau fédéral, écrivit, dans l'*Humanité* du 22 juin, qu'il avait décidé de demander à l'*Humanité* d'arrêter ses remboursements à l'Orphelinat.

Et trois mois après, c'est-à-dire à la réunion du Conseil d'administration du 14 septembre, l'*Humanité* n'avait même pas daigné faire connaître comment elle entendait régler la situation.

Certes, nous ne méconnaissons pas la crise que traverse actuellement ce journal, ni ses causes, mais, tout de même, en raison de l'attaque prononcée à cette occasion par les chefs confédérés, nous estimons qu'il eût été de la plus élémentaire correction que l'*Humanité* dise au Bureau de l'Orphelinat : « Nous sommes gênés présentement, mais nous pensons vous régler de telle ou telle façon. »

Il a fallu que le Conseil d'administration décide, dans sa dernière réunion, une lettre très correcte à l'administrateur Cormon, pour que ce dernier se décide à convoquer notre camarade Le Garlantezec.

Tous ces faits démontrent que nos dirigeants fédé-

raux, guidés par leur haine politique, accumulent faute sur faute, et nuisent considérablement à la bonne marche de notre organisation syndicale et de sa filiale : l'Orphelinat.

CONCLUSION

Le Bureau fédéral a demandé une discussion claire et nette.

Répondant à son invitation, nous venons donc d'exprimer, chapitre par chapitre, notre opinion sur sa gestion.

Nous avons démontré :

1° Que son activité avait été nulle sur le terrain revendicatif;

2° Qu'il avait commis la grave faute, pour ne pas dire plus, de se livrer à des attaques calomnieuses contre les militants et les syndiqués coupables de ne pas vouloir être domestiqués par un parti politique;

3° Que sa position sur les salaires était fausse;

4° Que ses attaques perfides contre les délégués du personnel, sous prétexte de détruire l'illusion de la délégation dans l'esprit des masses, ne pouvaient que nuire à notre organisation;

5° Qu'il a méconnu complètement l'état d'esprit de la masse et surestimé ses possibilités d'action en voulant lancer des ordres de grève, notamment pour le Premier Mai dernier;

6° Que sa politique de centralisation à outrance ne pouvait qu'apporter des résultats désastreux;

7° Que ses liaisons avec les organisations internationales de cheminots, notamment avec la Fédération panrusse des Cheminots, étaient complètement nulles, ce qui est impardonnable pour des hommes qui se disent communistes et internationalistes ;

8° Que sa tactique du front unique est mauvaise, puisqu'elle n'a donné aucun résultat;

9° Que, par ses attaques inqualifiables contre les comités d'atelier en voie de constitution sur le réseau Etat, il a empêché la masse des ouvriers de ce réseau de réaliser leur unité d'action pour la lutte contre les systèmes de rationalisation de leur direction;

10° Que la campagne criminelle menée contre la direction unitaire de l'Orphelinat avait porté atteinte aux intérêts de l'œuvre;

11° Que le fait d'imposer le rôle dirigeant d'un parti politique sur l'organisation syndicale, alors que la Charte de celle-ci s'y oppose formellement et qu'à tous les congrès précédents de notre C. G. T. U., *il a été bien spécifié que l'indépendance du syndicalisme était une condition indispensable à son existence*, ne peut que provoquer une situation de division et de scission au sein de notre Fédération et de notre C. G. T. U.;

12° Que toutes ces fautes accumulées ont déjà arrêté complètement notre recrutement et provoqué *le départ de 10 % de nos syndiqués.*

C'est pourquoi, ainsi que nous l'indiquons dans le préambule de notre contre-rapport, nous invitons les cheminots à voter contre le rapport d'activité qui leur est présenté.

En agissant comme nous le leur demandons, nos camarades de la base ne porteront pas préjudice à l'organisation unitaire, au contraire. Par leur volonté, ils obligeront la direction fédérale à modifier sa dangereuse position et sauveront ainsi notre Fédération et notre C. G. T. U. d'une catastrophe certaine.

La C. E. de l'Union-Etat :
RAMBAUD, BALLUAIS, BAUDU, BONNAUD, BOSQUE, CIAVATTI, HARD, JOURDAN, PRADEAU, PREST, RAFIER, REVERDY, SCHAFFER, SIMON, TEURQUETIT.

***

Nos camarades : PORTAL, secrétaire général de l'Union P.-O.; PASQUELOT, trésorier général de l'Union P.-O.; LESALLE, membre de la C. E. de l'Union P.-O.; CHATUFAUT, membre de la C. E. de l'Union P.-O.; MÉRILLOT, membre de la C. E. de l'Union P.-O.; PAILLER, du Syndicat Paris P.-O., après avoir pris connaissance du contre-rapport ci-dessus, ont déclaré s'y rallier entièrement et nous ont demandé d'ajouter leur nom à ceux des membres de notre C. E.

Nous invitons les militants des syndicats de tous les réseaux qui sont d'accord avec nous de bien vouloir nous en aviser au siège de l'Union-Etat, 19, rue Baudin, Paris (9e).

Ainsi que nous l'indiquons au début de notre contre-rapport, nous ferons paraître dans notre prochain *Cheminot*, un article traitant de la situation économique, des dangers de guerre et de la rationalisation.

Souvenons-nous du terme par quoi le XIXe siècle désigna tout ce qui lui paraissait laid, plat, obtus et bassement malfaisant. Voici la conclusion à laquelle il semble bien que nous ne puissions plus échapper : pour la jeunesse d'extrême-gauche comme pour la jeunesse d'extrême-droite, c'est-à-dire pour nombre d'esprits exigeants et fiers, l'équivalent du vieux mot BOURGEOIS, c'est aujourd'hui le mot REPUBLICAIN.

Et à mesure qu'en tous pays nous voyons le socialisme divorcer d'avec le mythe de la révolution, c'est-à-dire d'avec un rêve de grande pureté, le désavouer en actes, sinon toujours en paroles, incliner au réformisme, à la transaction, à la collaboration, l'équation se modifie, et, demain, ce soir, elle pourra, elle devra s'écrire, sans paradoxe : SOCIALISTE EGALE BOURGEOIS.

Jean-Richard BLOCH.
(Europe, 15 juin 1930.)

Mise au Point

Dans l'*Humanité* du 13-8-30, je lis, en quatrième page, dans l'article intitulé « *Le centrisme démasqué et moralement battu* » et signé Berlioz, la phrase suivante :

« *Lorsqu'après deux journées de débats passionnés au Congrès de Marseille, Serret, le nouveau secrétaire fédéral nominal, apprit les résultats du vote sur l'orientation, il déclara mélancoliquement : « Avec ça, nous « pourrons tenir encore un an! »*

Je tiens à affirmer nettement que je n'ai produit la déclaration que Berlioz me prête ni à Berlioz lui-même à qui je n'ai jamais parlé, ni à la tribune du Congrès où je n'ai prononcé que quelques paroles sur les Groupes de Jeunes avant le vote sur l'orientation, ni à personne.

Je tiens, en outre, à affirmer très nettement que j'ai toujours eu la conviction profonde que la Fédération de l'Enseignement aura assez de clairvoyance pour comprendre que son salut et le salut du mouvement révolutionnaire ne sont que dans les méthodes d'action et la tactique de l'Opposition unitaire.

Je déclare enfin que Berlioz se trompe lourdement s'il croit, par son mensonge, servir la cause de ses amis en me présentant comme vaincu avant d'avoir livré bataille. Je suis, avec le B. F., très fermement décidé à maintenir la Fédération dans la voie qu'elle s'est tracée à Marseille.

Gilbert SERRET,
Secrétaire de la Fédération de l'Enseignement.

NOTES ÉCONOMIQUES

L'Allemagne véritable protagoniste des Etats-Unis d'Europe

Il a été fait, ces temps derniers, deux propositions concrètes d'union européenne. L'une est celle de la conférence agraire des Etats de l'Europe orientale réunie à Varsovie, demandant que les produits agricoles en provenance d'un pays d'Europe jouissent d'un droit de douane de faveur à leur entrée dans les autres pays européens.

La seconde, qui émane de l'Allemagne, est plus radicale et fort significative : en réponse aux demandes de la conférence de Varsovie, le délégué de l'Allemagne à la commission économique de la Société des Nations a déclaré que son pays était en faveur d'une *union douanière européenne totale*, un *Zollverein* européen. Cela, ce serait vraiment une union européenne, vraiment un pas sur la voie de la constitution des Etats-Unis d'Europe, mais, jusqu'ici, seule l'Allemagne s'est déclarée prête à faire ce pas.

Cela est très naturel, car c'est l'Allemagne qui aurait, et de beaucoup, le plus à gagner à une Fédération européenne.

L'union douanière européenne aurait peut-être en effet comme conséquence pour l'Allemagne une certaine restriction de son agriculture, — les pays baltes pouvant sans doute lui fournir le seigle, les plaines danubiennes le blé, et la Tchécoslovaquie le sucre de betterave, à des prix plus bas que ceux où ces denrées peuvent être produites par un certain nombre de ses agriculteurs, — mais en revanche quelle formidable compensation elle trouverait dans l'accroissement du développement de ses industries. L'union douanière européenne, c'est l'industrie allemande maîtresse de l'Europe, et devenant à bref délai, dans la plupart des branches, la seule industrie européenne. Pour l'acier, sinon pour la fonte, pour les produits chimiques, pour la construction électrique et pour la construction mécanique, l'Allemagne est sans rivale ; dans tout le reste de l'Europe, ces industries ne soutiennent sa concurrence que grâce aux droits de douane qui les protègent contre elle ; le jour où, du fait de l'union douanière, ces droits n'existeraient plus, les trois quarts de l'industrie des autres pays européens n'auraient plus qu'à disparaître. Le jour où ces pays seraient privés de métallurgie, d'industrie chimique, de construction électrique et mécanique, qu'est-ce qui leur resterait?

La proposition allemande pourrait, à la rigueur, être agréée par les Etats européens *agraires* qui, pour voir s'ouvrir à leurs produits agricoles l'important marché allemand, accepteraient peut-être d'abandonner leurs espoirs de se créer une industrie propre, mais elle ne saurait l'être par les Etats industriels, au premier rang desquels la France.

C'est le sens de la controverse qui, dès le premier moment, s'est élevé entre Briand et le gouvernement allemand. Fédération européenne *politique*, déclarait Briand, c'est-à-dire, en fait : pas de Fédération. Car qui dit fédération politique, dit nécessairement abandon par les Etats fédérés d'une partie de leur souveraineté au profit de la fédération ; or chacun sait, et Briand mieux que personne, qu'aucun Etat européen, et la France moins que tout autre, n'est disposé à l'heure actuelle à abandonner quoi que ce soit de sa souveraineté.

Pas seulement fédération politique, mais aussi, et d'abord, fédération *économique*, a rétorqué l'Allemagne. Non point qu'une fédération politique soit pour la gêner, au contraire ; car qui dit fédération dit égalité de droits entre tous les membres ; la fédération serait donc pour elle le moyen de sortir de la situation diminuée, de l'inégalité de condition dans lesquelles l'ont mise les traités de paix. Mais comme l'Allemagne est réellement partisan d'une union européenne, elle la propose d'abord dans le domaine économique, le seul où elle apparaît maintenant comme possible.

Mais à toutes les propositions d'union européenne réelle, Briand a fait la sourde oreille et il continuera de plus en plus à la faire. Ce n'est pas au moment où, à l'abri de sa ceinture de douanes et de prohibitions de toutes sortes, la France semble vouloir couper plus ou moins à la crise mondiale, que le capitalisme français va lier son économie à celle des pays où la crise exerce à plein ses ravages. Bien plus ! on peut être certain que chaque fois qu'une proposition concrète sera faite d'abaisser tant soit peu les barrières qui séparent les différents pays européens, il en sera comme lors de la conférence de l'an dernier sur les droits de douanes : l'obstacle viendra de la France ; c'est à un *non possumus* catégorique du gouvernement français que les autres pays se heurteront.

Dans le domaine de la phrase, tant qu'il ne s'agit que d'un thème à trémolos, « nous » sommes à fond partisans des Etats-Unis d'Europe, mais si on sort du domaine de la phrase, si on arrive aux propositions concrètes, le grand partisan de l'union européenne est alors l'Allemagne, et le grand adversaire en est « nous ». Briand a pris, à grands tralalas, l'initiative de la Fédération européenne de la phrase, afin, notamment, de pouvoir en toute tranquillité, à l'abri de ce paravent, torpiller toute tentative de Fédération européenne réelle.

APRES HARRIMAN, LA LENA

Les anciens lecteurs de la *R. P.* n'ont peut-être pas oublié les scandaleuses concessions données à Harriman et à la Lena Godfields par l'U.R.S.S. il y a cinq ans, et contre lesquelles nous avons été alors les seuls à protester.

Cette triste aventure vient définitivement de prendre fin : c'était, il y a deux ans, Harriman qui partait, aujourd'hui c'est la Lena. Mais tandis que l'américain Harriman s'est vu offrir une copieuse indemnité, l'anglaise Lena a dû partir de force, sans rien.

La rupture de ces concessions fait partie de la liquidation de l'époque boukharinienne, de l'époque de l' « Enrichissez-vous ! » ; nous nous réjouissons sans réserves de leur disparition, comme nous avions attaqué sans ménagements leur constitution.

Quant à ceux qui ont applaudi à leur constitution, et nous ont, à l'époque, couvert d'injures, ils n'en applaudiront pas moins, en bons domestiques, la disparition. Valets de Staline ou valets de Boukharine, que leur importe, pourvu qu'ils soient valets de qui est au pouvoir !

Méprisons... et passons !

R. LOUZON.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS

MERCREDI 11 JUIN. — Le Congrès S. F. I. O. maintient à Bouisson la présidence de la Chambre.

JEUDI 12. — Grève des mineurs de potasse du Haut-Rhin.

VENDREDI 13. — A la Chambre, interpellation sur l'Indochine.

MARDI 17. — En Indochine, les treize condamnés à mort de Yen-Bay sont guillotinés.

— Les administrateurs de la B. O. P. sont renvoyés en correctionnelle.

MERCREDI 18. — Le maire communiste de Boucau est condamné à un mois de prison pour faits de grève.

SAMEDI 21. — Manifestation des détenus politiques à Clairvaux.

— Echec de la grève des mineurs de potasse du Haut-Rhin.

LUNDI 23. — *Espagne.* — Grève générale à Séville.

U.R.S.S. — XVIe Congrès du P. C.

VENDREDI 27. — Meeting du P. C., au Cirque d'Hiver, contre la répression en Indochine.

SAMEDI 28. — Les dirigeants communistes sont battus à l'Assemblée de l'Orphelinat des Cheminots.

Espagne. — La grève générale déclenchée à Séville s'étend à Malaga et à Grenade.

LUNDI 30. — Les troupes françaises évacuent la Rhénanie.

Indes. — Arrestation de Motilal Nehru.

MARDI 1er JUILLET. — *U.R.S.S.* — Tomsky et Rykov « reconnaissent leurs fautes » devant le 16e Congrès du P. C.

JEUDI 3. — *U.R.S.S.* — Le 16e Congrès du P. C. approuve « à l'unanimité » le Comité Central.

VENDREDI 4. — L'application des assurances sociales provoque quelques mouvements partiels dans la région parisienne.

— Echec de la grève des métallurgistes du Boucau.

SAMEDI 5. — Les syndicats du Nord protestent contre la « prime de fidélité » projetée par le Consortium.

— Grève générale de 24 heures des dockers de Dunkerque.

DIMANCHE 6. — Congrès de la Fédération Unitaire des Etablissements de l'Etat.

MARDI 8. — Tardieu n'obtient que 5 voix de majorité au Sénat.

MERCREDI 9. — Plus de 150 mineurs trouvent la mort dans une catastrophe en Silésie.

JEUDI 10. — A Madagascar, Ralaimongo et Rahovahangy sont frappés de cinq ans de résidence forcée.

VENDREDI 11. — Tardieu ferme par surprise son Parlement.

— A Stockholm, Congrès de la Fédération Syndicale Internationale.

SAMEDI 12. — *Italie.* — Un avion jette des tracts antifascistes sur Milan.

LUNDI 14. — *U.R.S.S.* — Staline est réélu secrétaire général du P. C.

MERCREDI 16. — Grèves partielles dans le Textile de Roubaix contre la prime de fidélité.

Allemagne. — Le Reichstag repousse les projets fiscaux du Gouvernement.

JEUDI 17. — Grève générale des ouvriers du Textile d'Armentières. — Grèves du Textile en Seine-Inférieure.

VENDREDI 18. — Le comité central du P. C. abandonne la formule de « grève politique » pour le 1er août.

Allemagne. — Dissolution du Reichstag.

SAMEDI 19. — Dans le Nord, la grève du Textile s'étend.

DIMANCHE 20. — Manifestation des ouvriers du Textile de Roubaix. — Le syndicat confédéré des Métaux de Lille vote la grève.

LUNDI 21. — Grève des Textiles de la Somme.

MARDI 22. — Les gardes mobiles chargent les grévistes de la métallurgie lilloise.

MERCREDI 23. — *L'Humanité* annonce un « tournant décisif » dans la politique du P. C.

JEUDI 24. — La grève du Textile s'étend à Saint-Quentin.

VENDREDI 25. — Grève des gantiers de Millau.

SAMEDI 26. — A Rouen, les gardes mobiles chargent les dockers grévistes.

— Lourdes condamnations contre les « mutins » d'Oléron.

DIMANCHE 27. — Nombreuses arrestations au cours d'une fête champêtre anarchiste à Villeneuve-Saint-Georges.

— A Nancy, Tardieu discourt contre le marxisme.

MARDI 29. — Grève dans le Textile de Saint-Dié.

JEUDI 31. — Arrestations préventives à la veille du 1er août.

VENDREDI 1er AOUT. — Journée sans autres incidents que de nombreuses arrestations illégales, et une formidable mobilisation policière.

— Grève partielle des métallurgistes de Denain.

SAMEDI 2. — *Annam.* — Trois indigènes sont tués par la milice, à Vinh.

DIMANCHE 3. — La grève générale est décidée dans le Textile de Roubaix-Tourcoing.

— A Nîmes, Congrès du Syndicat national des instituteurs.

LUNDI 4. — Reprise du travail dans la Seine-Inférieure.

— A Marseille, congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

— Scission dans la Fédération postale confédérée : deux bureaux fédéraux se dressent l'un contre l'autre.

MARDI 5. — Reprise du travail dans le Textile de la Somme.

MERCREDI 6. — La grève du Textile du Nord s'étend à Fourmies.

JEUDI 7. — Incidents de grève, à Tourcoing, à la frontière franco-belge.

SAMEDI 9. — En Indochine, la Cour d'Hanoï prononce 12 nouvelles condamnations à mort.

DIMANCHE 10. — Directeurs, contremaîtres et techniciens du Textile du Nord se déclarent solidaires des grévistes.

LUNDI 11. — A Paris, grève des couturières de chez Patou.

Angleterre. — Congrès de la Fédération des Mineurs.

MARDI 12. — Grève des métallurgistes de Nouzonville, dans les Ardennes.

MERCREDI 13. — *Indes.* — Le boycott provoque le chômage dans le Textile; 20.000 ouvriers sont licenciés à Bombay.

VENDREDI 15. — A Moscou, ouverture du Ve Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

DIMANCHE 17. — Manifestation des grévistes unitaires de Roubaix.

LUNDI 18. — Des rentrées se produisent à Lille et à Tourcoing.

MARDI 19. — Le ministre Laval essaie de mettre fin aux grèves du Nord.

MERCREDI 20. — Grève des stucateurs unitaires.

JEUDI 21. — Les dirigeants confédérés de Lille font décider la reprise du travail sur la promesse que la question des salaires sera examinée en octobre.

— Jouhaux est délégué par le gouvernement Tardieu à la Société des Nations.

— Lock-out des dockers du Havre.

— Bagarre à l'occasion d'une manifestation des travailleurs de l'Arsenal de Toulon.

VENDREDI 22. — Reprise du travail à Lille.

LUNDI 25. — Les grévistes du Textile de Roubaix-Tourcoing repoussent la capitulation qui leur était proposée.

Pologne. — Pilsudski se proclame président du Conseil.

JEUDI 28. — Nouvelle manifestation des travailleurs de l'arsenal de Toulon.

VENDREDI 29. — Entrevue de Laval avec les dirigeants confédérés du Textile de Roubaix-Tourcoing. — Incident Motte-Ley sur le quai de la gare de Roubaix.

SAMEDI 30. — *Pologne.* — Dissolution du Parlement.

DIMANCHE 31. — La C. G. T. U. appelle le prolétariat à préparer la « grande bataille d'octobre ».

LUNDI 1er SEPTEMBRE. — *Hongrie.* — Manifestation ouvrière à Budapest; la police tire; des morts et de nombreux blessés.

MARDI 2. — Costes et Bellonte réussissent la traversée de l'Atlantique.

MERCREDI 3. — L'inspecteur du travail accorde 12 centimes 1/2 d'augmentation à l'heure aux ouvriers de la métallurgie lilloise.

JEUDI 4. — *Angleterre.* — A Nottingham, Congrès des Trade-Unions.

SAMEDI 6. — De nouvelles propositions sont faites par Laval pour mettre fin aux grèves de Roubaix-Tourcoing.

— Explosion d'une poudrerie à Auboué (Meurthe-et-Moselle) : 13 morts.

— *Italie.* — Exécution des quatre Slovènes condamnés à mort par le tribunal spécial de Trieste.

DIMANCHE 7. — Révolution militaire en Argentine.

MARDI 9. — Les ouvriers du Textile de Roubaix-Tourcoing acceptent le compromis ministériel et décident de rentrer quand les patrons auront eux-mêmes accepté ce compromis.

MERCREDI 10. — *Pologne.* — Pilsudski fait arrêter les chefs des partis d'opposition.

JEUDI 11. — Les patrons du Textile de Roubaix-Tourcoing acceptent le compromis Laval et renouvellent pour cinq ans leur confiance à Désiré Ley.

DIMANCHE 14. — Elections au Reichstag : énorme progression des nationaux-socialistes d'Hitler; sérieuse avance communiste.

LUNDI 15. — Reprise du travail à Armentières et à Hazebrouck.

MARDI 16. — *Espagne.* — Grève du Bâtiment à Barcelone et à Grenade.

MERCREDI 17. — La Fédération confédérée du sous-sol décide pour le 6 octobre une grève de 24 heures pour l'obtention des vacances payées.

SAMEDI 20. — Terrible tempête sur les côtes de l'Atlantique; nombreux marins disparus à Concarneau et aux Sables-d'Olonne.

DIMANCHE 21. — Dovgalevsky, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, proteste contre une parade effectuée en uniforme par les Russes blancs sur le tombeau du soldat inconnu.

LUNDI 22. — Grève de 24 heures des mineurs de Carmaux à propos des salaires.

MARDI 23. — *U.R.S.S.* — Exécution de 48 « saboteurs contre-révolutionnaires » de la production.

JEUDI 25. — M. Moreau, gouverneur de la Banque de France, passe à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

— A Reims, Congrès de la Fédération Unitaire du Verre.

SAMEDI 27. — *Belgique.* — De Rosa, qui tira un coup de revolver sur le prince de Piémont, est condamné à cinq ans de réclusion.

— La direction minoritaire obtient la majorité au Congrès de la Fédération Unitaire du Verre.

DIMANCHE 28. — Election législative dans le 20e : Thorez arrive en tête, avec toutefois 700 voix de moins que le candidat communiste en 1928. Dans la soirée, la police envahit la « Chope » de la Bellevilloise.

LUNDI 29. — A Bullier, meeting des T.C.R.P. contre l'attitude des patrons à la Commission Mixte.

MARDI 30. — Les socialistes maintiennent leur candidat à l'élection législative du 20e.

Des ordres du jour significatifs

Voici le texte des ordres du jour auxquels s'est référé le camarade Bernard dans son discours au Congrès Unitaire de l'Enseignement, discours que nous reproduisons dans ce numéro.

Lot-et-Garonne. — Motion votée par referendum, mars 1930 :

Nous reconnaissons au P. C. sa capacité dirigeante des luttes ouvrières *dans la mesure* où, abandonnant les méthodes parlementaires, il *oblige ses militants* à conquérir par leur travail et leur activité dans les syndicats, les places de conducteurs du mouvement ouvrier.

(V. O., 14 mars 1930.)

Hérault. — Motion présentée par Fajon et adoptée en A. G. :

Le C. S... reconnaît que les communistes ont *le droit de conquérir par leur action révolutionnaire la confiance de leurs camarades de travail.*

Rhône. — En mai 1929, *Moulin écrit :*

Ne dites pas : *Le syndicat unitaire est communiste. C'est faux!* Nous n'avons jamais fait de politique au S. Si, dans notre organisation, nous avons quelques rares communistes (une douzaine sur 200), nous avons des socialistes en grand nombre, et beaucoup plus encore des sans-parti. Jamais nous ne nous sommes occupés de l'opinion politique d'un de nos membres... Ce mot d'ordre de communistes est un mot d'ordre lancé dans le personnel par l'*Administration* afin de faire peur aux jeunes, afin de les éloigner de notre organisation syndicale, afin de les détourner d'une action qui la gêne. ,

Ceux qui répètent ce mot d'ordre mentent! Ils mentent volontairement dans le seul but de nous nuire, de nuire aux jeunes dont ils combattent les intérêts. ...Il (le syndicat) continuera à dénoncer les mensonges, les abus, les injustices, parce qu'il est *indépendant,* parce qu'il est *majeur,* parce qu'il est assez *grand,* assez *fort,* pour se *conduire lui-même,* parce qu'il n'a pas besoin, comme le S. N. des faveurs et de la bénédiction administrative et gouvernementale.

(*Bulletin du Rhône.*)

Deux-Sèvres. — Motion Prigent à l'Assemblée générale du 18 *juillet* 1929.

Plaçant sa confiance dans le syndicalisme ouvrier qui, *par-dessus toutes les écoles politiques,* philosophiques et religieuses, groupe tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour l'émancipation des travailleurs.

Proclame l'impérieuse nécessité, pour l'avenir du syndicalisme, *de son indépendance totale et absolue,* à l'égard de *tous les groupements* qui lui sont extérieurs;

Invite les militants de toutes tendances à œuvrer en faveur de l'unité ouvrière nationale et internationale, non par de stériles polémiques de sectes, mais par une lutte en commun, vigoureuse et soigneusement étudiée dans les organisations syndicales, contre le patronat.

Se refuse à condamner tout militant pour sa tendance particulière et ses luttes pour faire triompher cette tendance.

⁂

Après les élections allemandes

Enregistrons ici les commentaires qu'a inspirés à *Paris-Midi* (15 septembre), journal très réactionnaire mais ami de Briand, le résultat des élections allemandes :

On s'imagine volontiers la tête du chancelier Brüning quand, penché sur le tableau des résultats, le chef du gouvernement pouvait dire, comme naguère dans une autre circonstance le kaiser : « Je n'ai jamais voulu cela! »

Non. Non. Evidemment, M. Brüning n'a pas voulu cela. Il n'avait pas voulu non plus M. Treviranus, dont le parti a été réduit en bouillie, de même qu'il n'avait pas voulu gouverner à l'aide du paragraphe d'exception de la Constitution.

Et pourtant, si le chancelier va bien au fond de sa conscience, il reconnaîtra qu'il a laissé ses amis politiques lancer ce terrible cri de guerre, qu'il les a laissés proclamer partout cette épouvantable erreur : Sus au socialisme!

Les résultats de cette politique aveugle sont là, tangibles, accessibles à tous. Le fameux bloc bourgeois du milieu qu'il voulait constituer n'est même plus l'ombre de ce qu'il devait être.

Le gouvernement Brüning peut se flatter d'être à la tête d'une minorité si infime, si minable même, que l'on en rirait, si l'instant n'était aussi tragique et aussi grave.

Les socialistes unifiés, attaqués sur tous les fronts à la fois, par tous, se sont vaillamment défendus. Ils ont tenu admirablement sur toute la ligne, et s'ils ont perdu 7 sièges, nominalement s'entend, il ne faut pas oublier que la masse de leurs ennemis voulait leur en faire perdre 50.

Les élections d'hier ont démontré qu'il n'est pas possible de gouverner contre les socialistes et surtout qu'il est dangereux de vouloir faire contre eux une politique de guerre.

Quant aux partis bourgeois, qui ont enregistré hier leur Waterloo, ils n'ont certes pas le droit de se plaindre.

Ce que nous voudrions savoir — et c'est ce que nous ne saurons probablement pas avant quelques jours — c'est l'attitude qu'adoptera, en face de ces élections sensationnelles, le président du Reich.

Refusera-t-il toujours de sanctionner toute coalition dont feraient partie les socialistes unifiés? Continuera-t-il à écouter les perfides conseils des milieux militaires et de politiciens réactionnaires qui rêvent de dictature, et ne parlent d'autre chose que de remettre de l'ordre dans les finances et les affaires du pays à coups de botte et même de fusil ?

Le déficit budgétaire grossit sans arrêt. L'armée des sans-travail enfle démesurément. Allons-nous connaître à nouveau l'ère des troubles, des désordres, des bagarres, des émeutes?

Verrons-nous une révolution même?

L'Allemagne ne voit-elle pas qu'elle est au bord du gouffre et que ceux qui conseillent la dictature au vieux maréchal sont précisément ceux-là mêmes qui souhaitent le chaos par haine de la République, et peut-être aussi de la paix.

Cinq des six généraux qui se sont présentés ont été élus : von Seckt, von Lettow-Vorbeck, Lietzmann, von Epp, von Schoeb, sont députés.

Le dictateur dont on parle tant sortira-t-il de leurs rangs ? Ou bien sera-t-il fait appel à un « outsider », comme les généraux von Schleicher et von Hammerstein, par exemple?

Que veut la Reichswehr? Que veut l'état-major? Que veut la camarilla? Est-ce que le règne des mitrailleuses va recommencer, comme pendant l'hiver 1918-19?

Et l'étranger, comment réagira-t-il? L'étranger qui a prêté 16 milliards de marks à l'Allemagne.

Quelles seront les répercussions de ces élections sur la Bourse, sur le marché financier, sur le marché économique?

Autant de questions que l'on se pose quand on réfléchit, mais que ne paraissent pas s'être posés ceux qui incitent Hindenburg à instituer un régime dictatorial.

Les racistes, qui sont descendus dans l'arène aux cris de : « A bas Locarno! A bas le plan Young! A bas les réparations! A bas Versailles! » ont le droit d'être fiers de leur grande victoire.

Peut-on en dire autant de ceux qui leur ont facilité cette victoire en leur fournissant à pleins bras l'argent, les magnats de la Ruhr et de la Wesphalie, les anciens princes, et tous les autres, presque tous ceux qui spéculent sur le chaos pour substituer à l'esprit républicain et pacifiste de Weimar, l'esprit réactionnaire et militariste de Potsdam?

⁂

Nin expulsé de Russie Le camarade Nin, ancien membre du secrétariat de l'I. S. R., vient d'être expulsé de Russie pour crime de tendance oppositionnelle. La *Vérité* du 5 septembre donne quelques renseignements sur son expulsion :

Andres Nin, ancien membre du secrétariat de l'I.S.R., a été privé de tout travail et exclu de son poste en 1928, après la courageuse intervention qu'il fit au IVe Congrès de l'I. S. R.

Nin s'était définitivement rangé du côté de l'opposition : il avait flétri la politique syndicale opportuniste du Comité anglo-russe, il avait développé les perspectives internationales de l'Opposition, et notre point de vue dans la question chinoise.

Depuis, Nin, Espagnol, était retenu prisonnier à Moscou. Mais sa présence gênait les Staliniens, et ceux-ci viennent de réaliser leur mauvais coup en l'expulsant dans des conditions scandaleuses.

Pour que l'hypocrisie et la haute politique soient de la partie, on a fait voter aux délégations française et chinoise au Congrès, une résolution approuvant cette expulsion. Voici le passage en question :

« Lorsque Nin, en conclusion de son travail contre-révolutionnaire trotskyste fut mis hors des rangs de l'I.S.R., nous avons salué cette décision. Mais beaucoup de camarades n'ont pas compris toute l'importance du travail de désagrégation des trotskystes... *Il faut saluer hautement l'expulsion du trotskyste Nin du pays de la dictature prolétarienne. On peut seulement s'étonner que le prolétariat de l'U.R.S.S. ait si longtemps supporté Nin sur le territoire de la dictature prolétarienne.* » « Pravda » du 24 août.

Notre camarade Nin a été expulsé le 21 août, dans des conditions honteuses : arrêté par des agents du Guépéou, il fut, séance tenante, *inculpé de « menées contre-révolutionnaires », en vertu de l'article 58, comme le camarade Trotsky,* et refoulé sur la frontière, sans un sou, sans un papier, sans sa famille.

Les formalités diplomatiques de Staline n'étant pas encore au point, il fut gardé quelques jours au cachot, où sa femme, libre, qui avait demandé à le suivre, fut aussi enfermée avec ses deux enfants, l'un de 7 ans, l'autre de 2 ans!

Vive la démocratie syndicale, n'est-ce pas Losovsky et Monmousseau!

⁂

La prime de fidélité du Consortium textile Dans un discours prononcé à Roubaix devant les maires de la région, le dimanche 20 juillet, à la suite d'une manifestation antérieure à la grève, Henri Lefebvre, secrétaire du Syndicat confédéré du textile de Roubaix, avait exposé ainsi les dangers que présente pour la classe ouvrière la prime de fidélité. En lisant aujourd'hui ce discours, on pourra mieux apprécier le caractère de la soi-disant « victoire » annoncée par le *Peuple* et le *Populaire* :

La grandiose manifestation qui vient de se dérouler aujourd'hui à travers les rues de Roubaix démontre l'émotion qui s'est emparée de la classe ouvrière textile depuis que le Consortium patronal a instauré sa prime dite « de fidélité » et combien unanime est la protestation des travailleurs contre la mesure patronale.

C'est que, par la volonté des patrons, cette prime constitue une nouvelle maille ajoutée à la chaîne dorée qui rive déjà à leur travail les ouvriers et ouvrières textiles de notre région.

Déjà, en effet, par le système des allocations familiales créé par le patronat, les ouvriers du textile qui s'absentaient une seule journée sans permission de leur atelier se trouvaient privés, pendant un mois, du bénéfice du sursalaire.

Sous couleur de philanthropie, le Consortium patronal avait, par cette condition, imposée pour l'obtention du sursalaire, essayé de porter atteinte au droit légal de grève que possèdent les travailleurs.

Aujourd'hui, à l'occasion de l'application de la loi des assurances sociales, le Consortium vient, sans avoir consulté ni les ouvriers ni les organisations syndicales, d'instituer une nouvelle mesure qui, par ses conditions véritablement draconiennes, soulève parmi toute la population un profond et légitime mécontentement.

Le grand patronat de Roubaix a fait connaître qu'il prendrait à son compte les versements des ouvriers de ses usines pour les assurances sociales.

Mais pour bénéficier de cette prime, deux conditions sont requises des ouvriers :

1° Une année de présence ininterrompue dans le même établissement;

2° Le bénéficiaire de la prime devra la demander.

Si l'une de ces conditions, la seconde, constitue une véritable humiliation pour l'ouvrier qui devra, au jour anniversaire de son entrée à l'usine, solliciter de son patron le bénéfice de la prime, l'autre condition est tout ce qu'il y a de plus arbitraire.

Ainsi donc, si un ouvrier, pour une raison quelconque, s'absente sans permission de son usine une seule journée durant l'espace d'une année, « il perdra la totalité de la prime ».

S'il a l'occasion de trouver, au bout de dix ou onze mois de présence dans une usine, un travail plus rémunérateur dans un autre établissement — et vous savez, messieurs, que ce cas est fréquent dans l'industrie textile — il ne pourra accepter l'emploi nouveau qui lui est offert sous peine de perdre le remboursement des versements qu'il aura effectués depuis près d'une année.

Si l'ouvrier, après onze mois et demi de travail dans le même établissement, se voit congédié pour une raison quelconque ou même sans aucune raison — c'est aussi un cas qui se présente parfois dans notre indus-

trie — la prime dite « de fidélité » ne lui sera pas payée pour le temps passé dans l'usine.

Et, enfin, si l'ouvrier se met en grève — car le Consortium a prévu le cas d'arrêt collectif — il perdra, là encore, la totalité de sa prime.

On ne peut imaginer mesure plus draconienne, plus attentatoire à la dignité et à la liberté des travailleurs.

Avec cette prime dite « de fidélité » c'est l'ouvrier obligé de rester attaché pendant une année entière à un même établissement, même si les conditions de travail ou de salaire ne lui plaisent pas; c'est l'impossibilité de s'absenter un seul jour de l'atelier, même pour un motif des plus légitimes si, par un caprice du patron ou de son directeur cette absence lui est refusée.

C'est enfin une atteinte indéniable portée au droit de grève reconnu cependant par la loi elle-même.

...Nos organisations syndicales, qui n'ont cessé de protester contre la nouvelle mesure, demandent que si la prime est maintenue, elle le soit du moins sans aucune condition de temps de présence à l'usine, ou alors que les patrons accordent à leurs ouvriers une augmentation de salaire en compensation des charges nouvelles qu'imposent aux travailleurs la loi sur les assurances sociales et l'élévation continue du coût de la vie.

Les patrons ne peuvent objecter leur impossibilité d'accorder cette augmentation de salaire puisqu'ils la donnent sous la forme détournée de la prime « de fidélité ».

Les syndicats ouvriers confédérés continueront leurs démarches en vue d'aboutir à l'une des deux fins que nous venons d'indiquer.

Nous vous demandons, messieurs les maires, de nous appuyer de toute votre autorité dans les demandes, démarches ou entrevues que nos syndicats pourront avoir ultérieurement auprès du pouvoir central, afin d'obtenir que la mesure inqualifiable prise par le Consortium soit rapportée ou que les ouvriers de la région obtiennent l'augmentation de salaire qu'avec eux nous estimons juste et légitime.

⁂

Le Consortium textile a-t-il capitulé ? C'est la question qui se pose. Avant toute réponse, le moins qu'on puisse faire c'est de connaître l'ordre du jour par lequel le Consortium accepta la proposition Laval :

Le 11 septembre 1930, la commission intersyndicale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, toutes corporations réunies, a décidé à l'unanimité, d'accepter la proposition faite par M. le ministre du Travail le 6 septembre.

La reprise du travail chez les industriels syndiqués aura lieu le lundi 15 septembre, à l'heure habituelle.

La commission intersyndicale de l'industrie textile a accepté la proposition de M. Pierre Laval parce qu'elle lui donnait satisfaction. La prime créée par l'organisation patronale, le 1er juillet, qui est devenue prime de présence, après avoir été prime de fidélité et de stabilité, conserve toute son efficacité.

Les trop nombreuses mutations seront diminuées par l'obligation d'avoir un an de présence dans la même usine, avant de recevoir la prime. Ce n'est qu'après une année de présence que la prime deviendra hebdomadaire, et il est bien entendu qu'en cas de départ et de rentrée dans une nouvelle usine, l'ouvrier devra faire un nouveau stage d'un an avant de recevoir la prime de présence.

Les ouvriers ayant reçu leur prime de présence annuelle, recevront, le premier jour de paye, après le 15 septembre, les primes hebdomadaires échues depuis le paiement de leur prime annuelle.

Les ouvriers ayant plus d'une année de présence dans la même usine au 15 septembre 1930 recevront immédiatement leur prime de présence hebdomadaire, même s'ils n'ont pas encore reçu la prime annuelle.

La commission intersyndicale tient à préciser que les syndicats cégétistes avaient encore affirmé le 4 septembre qu'ils réclamaient la suppression pure et simple de la prime et son remboursement par une augmentation de salaire. Ils avaient demandé également, le 22 juillet, le paiement par le patronat du versement ouvrier pour les assurances sociales, sans aucune condition de temps de présence à l'usine avec une augmentation de 0,25 à l'heure.

La commission intersyndicale rappelle qu'il n'a pas été question d'une augmentation de salaire dans la proposition de M. Pierre Laval, qui a été acceptée par les syndicats ouvriers. La commission intersyndicale de l'industrie textile déclare que la prime de présence annuelle ou hebdomadaire ne peut être confondue avec les cotisations ouvrières pour les assurances sociales. Ces cotisations continuent d'être payées par les ouvriers, et les patrons continuent d'exercer le précompte.

En faisant ces déclarations, la commission intersyndicale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing n'entend pas se réclamer d'un succès obtenu sur les ouvriers. L'organisation patronale, si elle a dû résister à la grève, ne l'a fait que parce que des nécessités impérieuses l'empêchaient de donner satisfaction aux syndicats ouvriers.

⁂

L'incident Motte-Ley Entre divers récits de cet incident, nous donnerons celui du *Matin*, de préférence à celui d'un journal socialiste ou communiste :

Du *Matin* du 30 août, un récit de l'incident lui-même :

Un violent incident s'est produit, ce matin, en gare de Roubaix, un peu avant le départ du rapide qu'allaient prendre pour se rendre à Paris M. Désiré Ley, administrateur-délégué du consortium textile de Roubaix-Tourcoing, et M. Motte, ancien député et ancien maire de Roubaix, président de l'Union patronale des peigneurs.

A 6 h. 30, arrivaient simultanément sur le quai, M. Désiré Ley et M. Motte, entouré de ses amis.

M. Désiré Ley se porta alors au-devant de M. Motte et voulut engager la conversation avec lui; mais M. Eugène Motte se refusa violemment à tout entretien avec l'administrateur-délégué du consortium.

— *Vous êtes ridicule*, dit M. Motte, *vous êtes l'être le plus détestable et le plus néfaste que je connaisse et je ne veux pas avoir de relations avec vous.*

La discussion se prolongea, mais les témoins ne purent en saisir que les éclats de la voix puissante et réprobatrice de l'industriel roubaisien.

Cet incident souleva naturellement la plus vive émotion auprès de tous les voyageurs présents.

Le train entrait en gare. M. Motte monta dans un wagon et M. Ley voulut le suivre.

— *Je ne saurais admettre de vous avoir à mes côtés*, s'écria M. Motte, et par trois fois, prenant M. Ley par les épaules, il s'efforça de l'empêcher de monter avec lui dans le train. M. Ley, pour ne pas tomber, dut se retenir aux barres d'appui du train.

Cet incident d'une âpreté particulière est assez significatif des dissensions qui règnent à l'intérieur du consortium.

Du *Matin* du 31 août, ces déclarations de M. Motte :

L'ancien député qui a conservé dans le Nord une popularité considérable, a expliqué son geste dans les termes suivants :

« Rencontrant vendredi matin, en gare de Roubaix, M. Désiré Ley, je tenais à lui demander des explications sur le passage de cette circulaire confidentielle, la feuille qui me visait :

— Est-ce assez odieux! lui ai-je dit.

— Je ne vous ai pas cité nommément, me répondit M. Ley.

Je lui ai alors répliqué que je serais peut-être nommé plus tard et que ses inventions mensongères étaient répugnantes.

« D'ailleurs, dans ces circulaires du milieu du mois vous avez ensuite, ai-je dit, stigmatisé nos élus politiques n'ayant même pas la reconnaissance du ventre. Vous avez dénoncé les industriels travaillant et qui profitent de l'arrêt des autres.

« Vous êtes le secrétaire du consortium pour nous renseigner sur les événements et non pour farcir vos circulaires de vos impressions personnelles. C'est trop odieux, allez-vous-en, je ne veux plus vous voir. »

Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.
Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par **Amédée DUNOIS**

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**

VIENNENT DE PARAITRE :

VICTOR-SERGE

l'An I de la Révolution Russe

les débuts de la dictature du prolétariat

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages..... Prix : 20 fr.

Vie des Révolutionnaires

Une brochure de 32 pages..... Prix : 1 fr.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). — *Chèque postal* Paris-43.08

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR :

André Tardieu

« ... Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublient les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.

« Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha. »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : *cinquante centimes*

Editions de la « Révolution Prolétarienne »

54, rue du Château-d'Eau, **PARIS** (10e)

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire

publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : **50 centimes**

Abonnements : 6 mois, 10 fr. ; 1 an, 20 fr. — **Chèque postal** : René Deveaux 525-67 PARIS